



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

2017

UNESCO



Couverture

Élèves de l'Escola Primaria Unidade 7 à Maputo (Mozambique) dans laquelle l'UNESCO a mené en 2017 une expérience pilote sur la méthodologie VISUS (Évaluation visuelle pour définir les stratégies d'amélioration de la sécurité), dans le cadre d'une formation de l'Organisation visant à renforcer les capacités nationales d'examen critique des infrastructures. La sécurité de 192 000 élèves mozambicains de 100 écoles a été évaluée pendant la première phase de ce projet.

La méthodologie UNESCO-VISUS aide à diagnostiquer l'état des établissements scolaires grâce à une approche holistique multirisque qui prend en compte les conditions du site, la performance structurelle, les éléments structurels critiques, les composantes non structurelles et les aspects fonctionnels. C'est un outil efficace de prise de décision pour la planification de mesures de gestion des risques au niveau local, régional et national.

© UNESCO/Jair Torres

Publié en 2018

par le secteur des Relations extérieures et de l'information du public
de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2018



Cette publication est disponible en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/deed.fr>).

La présente licence s'applique exclusivement aux textes de cette publication et aux images dont le droit d'auteur appartient à l'UNESCO.

En utilisant le contenu de la présente publication, les utilisateurs acceptent les conditions d'utilisation de l'Archive en libre accès de l'UNESCO (<http://fr.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr>).

Les désignations employées et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles de l'auteur ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Imprimé par l'UNESCO

L'imprimeur est certifié Imprim'Vert®, initiative environnementale de l'industrie de l'imprimerie française.

ERI-2018/WS/1/REV.1



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

UNESCO

2020



Sommaire

Préface	5
Le mandat de l'UNESCO	6
L'année en quelques chiffres	8
Chapitre 1 L'Éducation transforme la vie	11
Chapitre 2 Favoriser la liberté d'expression	29
Chapitre 3 Protéger notre patrimoine et favoriser la créativité	41
Chapitre 4 Apprendre à vivre ensemble	59
Chapitre 5 Construire des sociétés du savoir	77
Chapitre 6 Une planète, un océan	91
Chapitre 7 La science au service d'un avenir durable	111
39^e session de la Conférence générale	131
Moments forts de l'UNESCO sur le terrain	139
Ressources humaines et financières de l'UNESCO	149
Annexes	153

Les nouveaux locaux du Bureau de l'UNESCO à New Delhi allient de façon saisissante créativité artistique et fonctionnalité. Situé au cœur du centre diplomatique de la capitale, le bâtiment a été conçu par le célèbre architecte Satish Gujral et est un don du gouvernement indien à l'Organisation. Il a été inauguré le 31 août par le ministre indien du Développement des ressources humaines, M. Shri Prakash Javadekar, et par la Directrice générale de l'UNESCO à cette date, Irina Bokova.



Préface

**d’Audrey Azoulay,
Directrice générale de l’UNESCO**

Les événements de l’année 2017 ont souligné la centralité du mandat de l’UNESCO et l’importance de son action dans le monde actuel. En mars, le travail de l’UNESCO pour la protection du patrimoine lors des conflits, en Iraq notamment, a permis l’adoption de la première résolution du Conseil de sécurité entièrement dédiée à ce thème – une prise de conscience historique qu’il faut désormais traduire en actes. En octobre, la publication du *Rapport mondial de suivi de l’éducation* a fixé les orientations pour de meilleures politiques éducatives pour tous, alors que l’urgence éducative est plus évidente que jamais. Cette année encore, sous l’égide de l’UNESCO, 32 pays unissaient leurs efforts scientifiques dans le plus grand exercice de simulation de tsunamis jamais mené à ce jour.

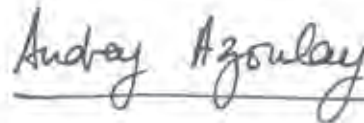
Ce rapport annuel dresse le bilan de ces actions et de nombreuses autres, engagées par la précédente Directrice générale, Irina Bokova, à qui je souhaite rendre hommage. Il reflète également le professionnalisme et l’expertise du personnel de l’UNESCO dans le monde entier, traduisant en actions les objectifs du Programme de développement durable à l’horizon 2030. Il met en mots et en images leur engagement pour construire un monde de justice, de développement durable et de paix.

Guidée par les idéaux de paix et de progrès, l’UNESCO représente une puissante force de transformation face aux défis du monde contemporain. Elle est aussi le lieu par excellence pour partager la pluralité des expériences et faire naître les idées novatrices dont le monde a besoin – en tenant compte des spécificités du terrain, dans le respect des histoires et des cultures particulières.

Face à ces enjeux, nous devons nous mobiliser, être à la hauteur et nous unir pour dessiner un meilleur avenir. Tel est le sens des mots du Président poète Léopold Sédar Senghor prononcés à l’occasion de la célébration de son 90^e anniversaire à l’UNESCO : « Solidarité et partage, justice et dignité : des mots qui claquent pour nous appeler à tous nos devoirs ».

Audrey Azoulay, Directrice générale de l’UNESCO, peu après son élection, devant Le Soleil, mural en céramique de Joan Miró et Josep Llorens i Artigas au siège de l’Organisation.

© UNESCO/Christelle Alix

A handwritten signature in black ink, reading "Audrey Azoulay", written over a horizontal line.

Le mandat de l'UNESCO

Créée à Londres le 16 novembre 1945, l'UNESCO est l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, les sciences et la culture. Son Acte Constitutif, rédigé au lendemain de la seconde guerre mondiale, s'ouvre par ces mots en forme de programme : « Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent s'élever les défenses de la paix ».

Plus de 70 ans après sa création, cette vision de la paix reste profondément actuelle. Elle est aussi l'une des conditions du développement durable. Le monde a besoin d'investir dans l'éducation, dans les sciences et la culture pour former les talents de demain, et pour diffuser l'esprit de tolérance et le sentiment partagé de notre humanité commune. Dans un monde précaire, marqué par de si nombreuses fractures, la paix durable ne peut dépendre uniquement des accords politiques et économiques entre États. Elle doit reposer sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité.

L'UNESCO encourage le dialogue et la compréhension mutuelle des peuples, par l'éducation, le partage des cultures, la libre circulation des savoirs et des idées.

L'UNESCO réunit 195 États membres et 11 membres associés. Son siège est à Paris.

L'éducation transforme la vie



- L'accès à une éducation de qualité est un droit humain fondamental.
- L'éducation donne le moyen de s'ouvrir aux autres, de connaître ses droits et de devenir des citoyens du monde. C'est la toute première priorité de l'UNESCO.

Construire des sociétés du savoir



- L'UNESCO œuvre à construire des sociétés du savoir inclusives en améliorant l'accès, la préservation et le partage du savoir et de l'information, notamment grâce au développement des nouvelles technologies et des logiciels libres.

Favoriser la liberté d'expression



- Pour l'UNESCO, « la libre circulation des idées par le mot et par l'image » est un moteur de dialogue et de compréhension mutuelle. Elle est aussi un puissant levier d'innovation, de recherche et de solidarité intellectuelle.

Protéger notre patrimoine et favoriser la créativité



- La protection et la mise en valeur des cultures sont au centre de la lutte contre l'ignorance et les préjugés, au cœur des efforts pour défendre la dignité humaine et le dialogue des peuples, et constituent un accélérateur de développement durable.

Apprendre à vivre ensemble



- La paix s'apprend : tel est le message de l'UNESCO. Au XXI^e siècle, cet apprentissage n'est pas seulement un sujet de relations internationales, il doit s'exercer aussi au cœur des sociétés.

Une planète, un océan



- Aujourd'hui les ressources vitales de la planète et de son océan sont menacées par des pratiques d'exploitation non durables et par le changement climatique. L'UNESCO améliore nos connaissances et renforce nos moyens de protection de la planète tout entière.

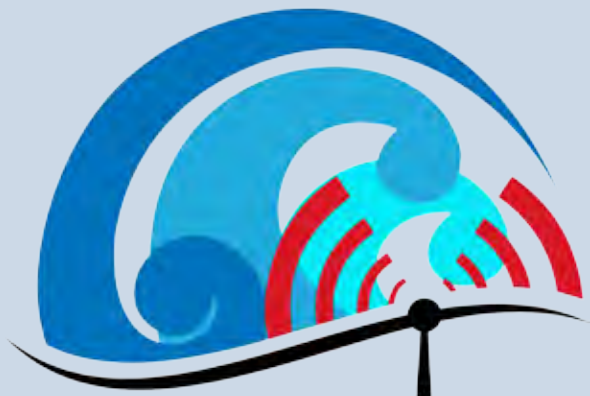
Les sciences au service d'un avenir durable



- La coopération scientifique rapproche les peuples et constitue un important levier pour la paix. Les programmes de l'UNESCO rassemblent des scientifiques du monde entier pour définir des approches communes à des enjeux qui dépassent les frontières.



Construire la paix dans l'esprit des femmes et des hommes



740 000

participants de 32 pays ont participé à CARIBE WAVE 17, faisant de l'événement l'exercice d'alerte aux tsunamis le plus important jusqu'à présent



10
millions de km²

de la surface de la terre sont à présent protégés dans le cadre des sites désignés par l'UNESCO, comme les réserves de biosphère, les géoparc mondiaux et les sites du patrimoine mondial



4 000

jeunes femmes et hommes ont reçu une formation grâce au projet Réseaux de la jeunesse méditerranéenne (NET-MED Youth) de l'UNESCO



21

nouveaux sites ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO qui comprend désormais

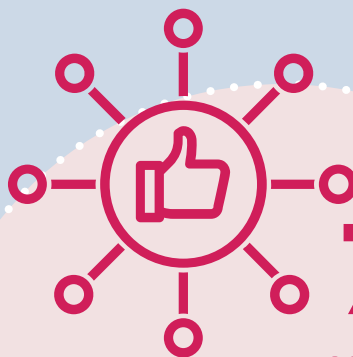
1 073

biens culturels, naturels et mixtes dans le monde



765 906

articles mentionnant l'UNESCO ont été répertoriés dans tous les médias du monde (CISION)



7,2
millions

de « followers » suivent l'UNESCO sur ses principaux comptes de médias sociaux

L'année en quelques chiffres

440 000



élèves ont bénéficié des activités du Programme de développement des capacités pour l'Éducation (CapED) de l'UNESCO

1,3
million

de jeunes de 35 pays africains ont été initiés au code lors de la Semaine africaine du code, projet conjoint de SAP et de l'Initiative YouthMobile de l'UNESCO, entre autres



A young boy with a backpack stands in a school hallway. He is wearing a yellow t-shirt and blue shorts. The hallway features several green pillars and a blue trash bin. The background shows some foliage and a building.

Selon le rapport mondial de suivi de l'éducation 2017/2018, Rendre des comptes en matière d'éducation, les organisations de la société civile en République-Unie de Tanzanie ont joué un rôle important dans la lutte contre les pratiques de corruption en utilisant le suivi et l'analyse budgétaire pour contrôler les déboursements et les dépenses du gouvernement. Ces organisations ont aidé à améliorer la prestation des services d'éducation en vérifiant que les ressources étaient bien allouées et dépensées en conformité avec les budgets et les plans, au bénéfice des enseignants et des élèves comme ceux de l'école primaire Zanaki de Dar-es-Salam.

CHAPITRE 1

A photograph of four young school children standing in a hallway. They are wearing yellow t-shirts and dark blue shorts or skirts. The child in the center is holding a white notebook and has a backpack. The child on the far right is making a peace sign. The background shows a doorway with silhouettes of other people.

**L'éducation
transforme la vie**

L'éducation transforme la vie

Tout au long de 2017, l'UNESCO est restée concentrée sur les Objectifs de développement durable – équité, inclusion, qualité – en travaillant à l'amélioration des systèmes éducatifs, en soulignant la nécessité d'améliorer la responsabilisation grâce au suivi et en veillant à ce que les écoles et les autres lieux d'apprentissage soient sûrs pour tous. Dans l'ensemble de son travail, l'éducation est conçue comme un levier de transformation, et l'Afrique et le genre restent des priorités fondamentales.



Deuxième volume de la nouvelle collection du rapport mondial de suivi de l'éducation, l'édition 2017/2018 continue d'évaluer les progrès vers l'objectif de développement durable sur l'éducation (ODD 4) et ses dix cibles.

Les nouvelles données publiées en 2017 par l'Institut de statistiques de l'UNESCO (ISU) pointent une crise de l'éducation qui pourrait menacer les progrès vers la réalisation des ODD.

■ Prise de conscience

Dans le monde, au moins 750 millions d'adultes et 264 millions d'enfants déscolarisés ne disposent toujours pas des compétences d'alphabétisation de base, et les femmes comptent pour 63 % de ces chiffres, selon l'Institut de statistiques de l'UNESCO (ISU).

Les nouvelles générations ajoutent à ces quantités, car très peu de progrès ont été réalisés dans la réduction de la proportion d'enfants déscolarisés. L'Afrique subsaharienne reste la région ayant le plus grand nombre d'enfants non scolarisés dans tous les groupes d'âge, dont plus de la moitié de ses jeunes de 15 à 17 ans. Six pays comptent plus d'un tiers de tous leurs enfants non scolarisés en âge primaire : l'Éthiopie, l'Inde, l'Indonésie, le Nigéria, le Pakistan et le Soudan du Sud.

Dans les pays à bas revenus, plus de 11 millions de filles en âge primaire ne sont pas scolarisées, contre presque 9 millions de garçons, bien que les taux d'abandon soient plus bas chez les filles que chez les garçons.

Selon « Réduire la pauvreté dans le monde à travers l'enseignement primaire et secondaire universel », document d'orientation publié dans le cadre de la préparation du *Rapport mondial de suivi de l'éducation* en juin, augmenter de deux ans la durée de la scolarité des adultes aiderait à sortir près de 60 millions de personnes de la pauvreté. Atteindre l'enseignement primaire et secondaire universel pour la population adulte aiderait à sortir de la pauvreté plus de 420 millions de personnes, réduisant ainsi le nombre de pauvres dans le monde de plus de moitié, et de près de deux tiers en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.

L'échec de l'apprentissage à l'école ou ailleurs

Quand les enfants sont à l'école, ils ne reçoivent pas forcément une éducation qui leur procure les compétences indispensables pour faire face à un monde en transformation rapide. Un document de l'ISU publié en septembre, « Plus de la moitié des enfants et des adolescents n'apprennent pas dans le monde », montre que 617 millions d'enfants et d'adolescents dans le monde n'atteignent pas le seuil minimal de compétence en lecture et en mathématiques. En Afrique subsaharienne, presque neuf enfants sur dix âgés de 6 à 14 ans n'acquiescent pas les seuils minimaux de compétence. Il en est de même pour 81 %, soit 241 millions, d'enfants et d'adolescents en Asie centrale et du Sud. Ces défis considérables ne proviennent pas seulement de l'échec à amener les enfants à l'école, mais aussi des échecs à leur fournir une éducation de bonne qualité et à les retenir au niveau secondaire supérieur. Si l'on veut atteindre l'ODD 4, et particulièrement la cible 4.1 qui demande une éducation primaire et secondaire qui débouche sur un apprentissage véritablement utile, un investissement important est nécessaire.

LEAVE NO ONE BEHIND IN CENTRAL AND SOUTHERN ASIA



241
MILLION

8 OUT OF 10
SCHOOL-AGE KIDS CANNOT
READ PROFICIENTLY

80% OF KIDS NOT LEARNING
ARE IN SCHOOL

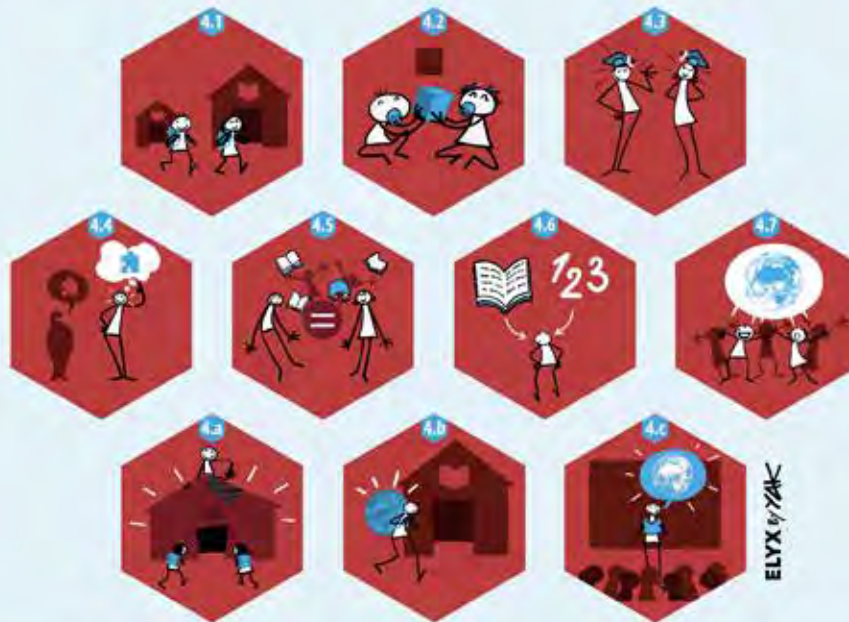


UNESCO
INSTITUTE
FOR
STATISTICS

@UNESCOSTAT | #DATA4SDGS

Accès à une éducation de qualité

Objectif de développement durable 4
Dix cibles



- 4.1 Enseignement primaire et secondaire universel
- 4.2 Développement de la petite enfance et éducation préscolaire universelle
- 4.3 Égalité d'accès à un enseignement technique, professionnel et tertiaire
- 4.4 Compétences nécessaires à l'obtention d'un travail décent
- 4.5 Égalité des genres et inclusion
- 4.6 Alphabétisation universelle des jeunes et des adultes
- 4.7 Éducation au développement durable et à la citoyenneté mondiale
- 4.a Environnements d'apprentissage efficaces
- 4.b Augmenter les bourses d'études destinées aux pays en développement
- 4.c Accroître le nombre d'enseignants qualifiés

© UNESCO

Affiche conçue cette année par l'UNESCO pour accentuer la sensibilisation et améliorer les connaissances sur l'ODD 4, consacré à l'éducation, et ses dix cibles.

Ce document, publié en préparation du Forum politique de haut niveau des Nations Unies (10 au 19 juillet), consacré à l'éradication de la pauvreté dans l'optique du Programme de développement durable 2030, démontre qu'il est stratégique de reconnaître l'éducation comme un levier majeur pour mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes et partout.

Tel est le contexte dans lequel l'UNESCO et ses organisations sœurs travaillent pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) et en particulier l'Objectif 4 sur la qualité de l'éducation. Si l'on réussit à atteindre cet objectif, on aura fait un progrès énorme dans la réalisation des cibles des autres ODD.

Financer l'avenir

L'article de l'équipe du *Rapport mondial de suivi de l'éducation de l'UNESCO* (GMR), « Réduire la pauvreté dans le monde à travers l'enseignement primaire et secondaire universel », insistait sur la rentabilité économique des dépenses en éducation et sur les difficultés de générer des fonds. Tout en demandant aux pays d'améliorer la qualité de l'éducation, il insistait sur la nécessité de réduire les coûts directs et indirects de l'éducation pour les familles. Ceci s'applique en primaire, en secondaire et en tertiaire.

Les budgets gouvernementaux sont sous pression et l'aide est un élément essentiel pour améliorer l'accès à l'éducation dans les pays à bas revenus. Alors que l'aide au développement a augmenté de 24 % en 2016, l'aide totale à l'éducation s'est élevée à 12 milliards de dollars, 4 % de moins qu'en 2010. La chute de l'aide à l'éducation de base – qui inclut le soutien à l'éducation préprimaire et primaire aussi bien que l'éducation des adultes et les programmes d'alphabétisation – a été encore plus forte, de 6 %, selon un autre article de l'équipe du GMR « L'aide à l'éducation stagne et n'est pas attribuée aux pays qui en ont le plus besoin », publié en juin et s'appuyant sur des données du Comité d'aide au développement de l'OCDE.

L'aide est insuffisante pour atteindre l'ODD 4 et elle n'est pas bien ciblée sur les zones qui en ont le plus besoin. L'Afrique subsaharienne reçoit aujourd'hui moins de la moitié de l'aide à l'éducation de base qu'elle recevait en 2002. Alors que l'aide humanitaire à l'éducation a atteint un sommet historique et a augmenté de 55 % de 2015 à 2016, elle reçoit seulement 2,7 % de l'aide totale, même pas la moitié du montant nécessaire.

L'article attire l'attention sur trois propositions majeures afin que les donateurs inversent

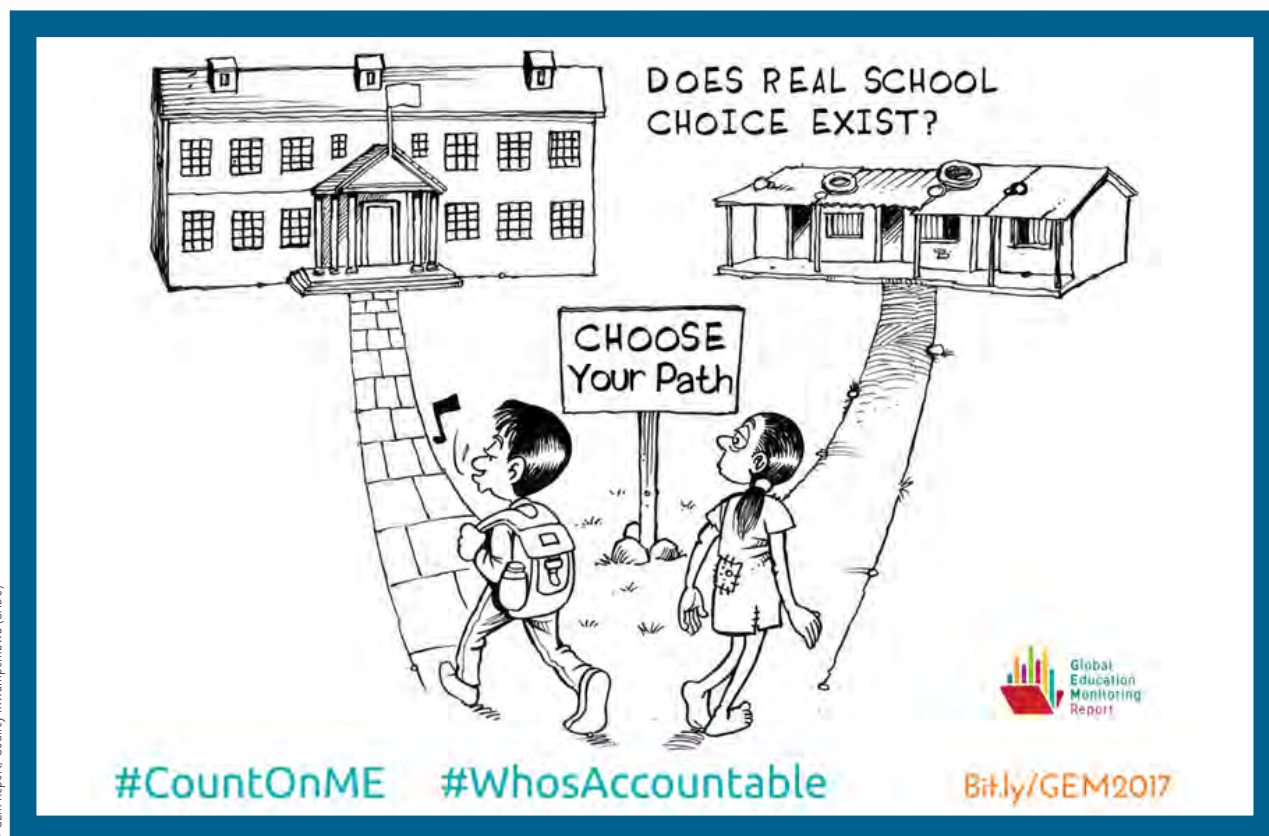
ce déclin : la reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) ; une Facilité internationale de financement pour l'éducation, initialement proposée par la Commission internationale pour le financement de possibilités d'éducation dans le monde ; et le fonds l'Éducation ne peut pas attendre, pour l'éducation en situation d'urgence.

Le 20 septembre, des responsables des Nations Unies et des chefs d'État étaient parmi ceux qui se sont engagés à s'attaquer à la crise de l'éducation lors de « Financer l'avenir : Éducation 2030 », un événement de haut niveau qui s'est tenu aux Nations Unies à New York à l'invitation de la Norvège, de la France, du

Malawi et du Sénégal, dont l'UNESCO était partenaire avec la Commission de l'éducation, le Partenariat mondial pour l'éducation, le Fonds Malala, la Campagne ONE et l'UNICEF. « Tous les exemples de réussite en matière de développement commencent par l'éducation. C'est la raison pour laquelle l'appropriation par les pays est essentielle pour réaliser les objectifs fixés par l'agenda 2030 et réaliser des progrès. Qu'il s'agisse du financement adapté ou de l'apprentissage à tous les âges de la vie, c'est aux pays qu'il appartient de rendre l'éducation plus juste, plus inclusive et d'en faire un facteur de changement », a déclaré Irina Bokova, la Directrice générale de l'UNESCO à l'époque.

■ Améliorer la responsabilisation grâce au suivi

Le rapport GMR 2017-2018 de l'UNESCO, publié en octobre, était intitulé *Rendre des comptes en matière d'éducation : tenir nos engagements*. « L'éducation est une responsabilité partagée entre tous : gouvernements, écoles, enseignants, parents et acteurs privés », a déclaré la Directrice générale, Irina Bokova. « Rendre des comptes renvoie à la manière dont les professeurs enseignent, les étudiants apprennent et les gouvernements agissent. Cette responsabilité doit être définie avec soin et reposer sur les principes d'équité, d'inclusion et de qualité ».



L'article de l'équipe du Rapport mondial de suivi de l'éducation de l'UNESCO (GMR), « Réduire la pauvreté dans le monde à travers l'enseignement primaire et secondaire universel », démontre que l'aide à l'éducation n'est pas seulement insuffisante par rapport à la quantité nécessaire pour réaliser l'ODD 4, mais qu'elle n'est en outre pas ciblée vers les domaines qui en ont le plus besoin. Infographies du GMR pour attirer l'attention sur cette question.

Thaïlande

L'histoire de Chit Ko : éducation sans frontières, vie sans limites

Chit Ko a émigré du Myanmar vers la Thaïlande avec sa famille quand il était petit. À 11 ans, ses parents, très pauvres, ont décidé que l'école était finie et qu'il était temps pour lui de travailler. Mais Chit Ko, qui a maintenant 13 ans, est resté à l'école ; il n'est pas seulement le premier de sa classe mais il a été le premier à l'examen national de l'éducation primaire non formelle (NPFE) pour l'Etat de Kayin.

Ce changement est dû à Seik Khamar Chan, directeur du Centre d'apprentissage de Sauch Kha Hong Sar, qui a encouragé les villageois

de la communauté de Mae Sot à laisser leurs enfants à l'école. « Si Chit Ko continue à travailler comme cela, sa vie sera dure comme les nôtres », a déclaré Seik Khamar Chan aux parents. « Je vais vous aider à assumer les dépenses scolaires et je vous garantis qu'il sera un bon élève. Faites-moi confiance ».

Depuis ce jour, Chit Ko a passé beaucoup de temps à lire des livres sur une tablette chargée de matériel pédagogique birman et thaï, et ses résultats scolaires sont montés en flèche. « J'ai tous mes manuels scolaires et je peux lire beaucoup d'autres livres que j'aime sur la tablette », a déclaré Chit Ko. Ce petit miracle a été permis grâce à une collaboration entre le directeur et l'UNESCO et ses partenaires dans la promotion de l'utilisation des TIC pour franchir les obstacles auxquels font face

les apprenants. « Je suis très fier de mon fils », a déclaré son père en regardant la photo de Chit Ko recevant un prix pour ses bonnes notes à l'examen NPFE.

Depuis 2014, l'UNESCO Bangkok met en œuvre l'initiative « Alphabétisation mobile pour les enfants non scolarisés en Thaïlande » avec le soutien de Microsoft, de True Corporation, de CP Group, de la Fondation Aide sans frontière et du ministère thaïlandais de l'Éducation, afin d'offrir une éducation de qualité à des enfants marginalisés le long de la frontière entre le Myanmar et la Thaïlande, grâce à l'enseignement mobile et aux appareils numériques. Aujourd'hui, plus de 5 500 enfants, dont Chit Ko, ont amélioré leur niveau d'alphabétisation et leurs compétences mathématiques de plus de 50 % grâce à ce projet.



© Help without Frontiers/Sukhob Panthong

Chit Ko, 13 ans, aujourd'hui premier de sa classe, a bénéficié du projet de l'UNESCO d'alphabétisation mobile pour les enfants non scolarisés et marginalisés le long de la frontière entre le Myanmar et la Thaïlande.

Le rapport met l'accent sur la responsabilité des gouvernements pour garantir une éducation universelle de qualité et souligne qu'il est indispensable de rendre des comptes pour atteindre cet objectif. Seul un gouvernement sur six publie des rapports annuels de suivi de l'éducation. Des organismes indépendants forts tels que les ombudsmen, les parlements et les institutions d'audit sont nécessaires pour inciter les gouvernements à rendre des comptes dans le domaine de l'éducation.

Le fait de ne pas rendre de comptes peut favoriser la corruption et implique qu'aussi bien dans le public que dans le privé les normes ne sont pas appliquées. Le Rapport souligne l'importance de la responsabilité pour remédier aux fractures et aux inégalités, et dénonce le vide de responsabilisation dans l'aide, avec certains donateurs qui ne donnent pas suite à leurs engagements d'aide aux personnes dans le besoin.

Les enseignants sont souvent tenus pour responsables des échecs d'un système auxquels ils ne peuvent pas répondre, et le rapport propose que les mécanismes de responsabilisation des écoles et des enseignants soient encourageants et suggère d'éviter les mécanismes punitifs, en particulier ceux fondés sur des mesures étroites de performance. Il insiste également sur le besoin de participation démocratique, le respect de la liberté des médias dans leur traitement des questions d'éducation et la mise en place d'institutions indépendantes pour traiter les plaintes.

■ La disparité des genres dans l'accès, surtout aux plus hauts niveaux

Le nombre d'étudiants inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur a plus que doublé entre 2000 et 2017, passant à 207 millions, mais les gouvernements et les familles ne parviennent pas à répondre à la demande



© UNESCO/IIEP

croissante, et à faire face aux disparités dans l'accès à l'éducation et dans son financement. *Six ways to ensure higher education leaves no one behind* (Six façons de faire en sorte que l'enseignement supérieur ne laisse personne de côté), document publié en avril par l'équipe du GMR et l'IIEP, analyse les tendances mondiales et propose une série de mesures visant à rendre l'enseignement supérieur plus équitable et abordable.

Les disparités se rencontrent à l'intérieur des pays comme à l'extérieur et sont l'écho des différences entre les genres, l'appartenance ethnique, le lieu de résidence et la richesse. En Afrique du Sud, en 2013, environ un élève noir ou métis sur six était inscrit dans l'enseignement supérieur, contre plus de la moitié pour les élèves blancs.

Au mois d'août, l'Institut international de planification de l'éducation (IIEP) a réuni 32 femmes provenant de 23 pays en son siège parisien pour un cours spécial d'été visant à renforcer les capacités de planification de ces femmes futures dirigeantes dans le suivi des avancées vers les ODD.

De nouveaux indicateurs sur l'apprentissage et les normes d'évaluation de l'apprentissage au BIE-UNESCO

Le Bureau international de l'éducation (BIE) de l'UNESCO est au premier plan d'un travail essentiel pour définir de nouveaux indicateurs sur l'apprentissage ainsi que des normes pour les évaluations de l'apprentissage, dans le cadre de l'Alliance globale pour le suivi de l'enseignement (GAML) créée en 2016 par l'ISU. La GAML réunit des experts du monde entier pour développer de nouveaux indicateurs sur les apprentissages, nécessaires pour atteindre plusieurs cibles de l'ODD 4. On leur demande également d'établir des normes de bonnes pratiques pour l'évaluation des apprentissages. L'alliance a plus de 250 membres, représentant une vaste gamme de parties prenantes des États membres, des universités, des organisations internationales, des ONG, de la société civile et du secteur privé. Elle développe les normes et les méthodologies nécessaires pour mesurer les apprentissages globalement, tout en aidant les pays à produire et à utiliser les informations pour atteindre l'ODD 4.

De même, au Mexique, moins d'1 % de la population autochtone était inscrite dans des établissements supérieurs. En Chine, les jeunes vivant en zone rurale ont sept fois moins de chances d'aller à l'université que les jeunes vivant en zone urbaine. Les femmes ne représentaient que 30 % des étudiants inscrits en licence dans les pays à faible revenu en 2014.

Le document s'appuie sur une série d'exemples qui montrent comment différents pays développent et diversifient les offres dans l'enseignement supérieur pour obtenir une plus grande équité. Ses six recommandations de mesures politiques proposent : d'aider ceux qui en ont le plus besoin en utilisant des cadres réglementaires pour garantir l'équité et l'accessibilité ; de mettre en place un suivi pour assurer l'égalité des chances ; de moduler les critères d'admission ; de proposer plusieurs types d'aide aux étudiants, comme les prêts ou les bourses ; et de limiter les remboursements des prêts étudiants à 15 % de leur revenu annuel.

La nouvelle publication de l'UNESCO Déchiffrer le code vise à comprendre les facteurs qui entravent ou facilitent la participation, les réussites et la persévérance des femmes et des filles dans l'éducation aux STEM.



(A partir de la gauche) Le Dr Khair Bin Mohamad Yusof, Directeur général de l'Éducation Tan Sri en Malaisie, Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO et le Dr Sophon Napathorn, Vice-ministre de l'Éducation en Thaïlande ont ouvert le colloque international et le forum politique UNESCO « Déchiffrer le code : l'éducation des filles aux STEM » qui s'est tenu à Bangkok (Thaïlande) en août pendant trois jours.

Les inégalités de genre sont particulièrement importantes dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STEM). Les filles représentent seulement 35 % de l'ensemble des étudiants inscrits dans les domaines d'études relatifs aux STEM dans l'éducation supérieure, ce qui conduit à une sous-représentation des femmes dans les professions qui relèvent de ces domaines. Telle était la question examinée lors du Colloque international et du forum politique « Déchiffrer le code : éducation des filles aux STEM » qui s'est tenu à Bangkok (Thaïlande) en août et qui a vu le lancement du rapport de l'UNESCO *Déchiffrer le code : l'éducation des filles et des femmes aux STEM*.

Le rapport identifie les racines de cette fracture dans les attitudes sociales et les obstacles que les filles rencontrent à chaque étape de leur éducation. Il propose

des changements dans la formation des enseignants, les contenus, supports et matériels d'apprentissage, les méthodes et outils d'évaluation ainsi que l'environnement d'apprentissage et le processus de socialisation à l'école. Plus de 300 personnes ont participé au colloque dont des modèles féminins de premier plan qui ont excélé dans leurs domaines respectifs de STEM, comme Aditi Prasad, directrice de Robotix Learning Solutions.

■ La maîtrise de la lecture progresse

Des signes montrent que la maîtrise de la lecture est en hausse partout dans le monde. Un rapport lancé au siège de l'UNESCO en décembre par l'Association internationale pour l'évaluation des acquis scolaires (IEA) montre qu'en 2016, 96 % des élèves en quatrième année de scolarité obligatoire (âgés de 6 à 10 ans) de plus de 60 systèmes éducatifs se situent au-dessus du niveau international bas du Programme international de recherche en lecture scolaire (PIRLS). Les filles sont en moyenne plus performantes que leurs homologues masculins d'environ 19 points, et ce dans 48 pays et territoires dépendants.

Afin d'illustrer comment des études à grande échelle, telle l'étude du PIRLS, peuvent permettre d'atteindre l'ODD 4, l'UNESCO et l'IEA ont également publié une brochure conjointe intitulée *Mesurer l'ODD 4 : la contribution du PIRLS*. Mené par l'IEA, le PIRLS présente des données et des tendances comparatives sur les compétences en lecture. En 2016, le champ d'application du PIRLS s'est étendu à un programme innovant de lecture en ligne, le ePIRLS. L'étude du ePIRLS conclut que les bons lecteurs ont un avantage en matière de compétences dans la maîtrise du numérique : 50 % des étudiants sont jugés bons voire excellents lecteurs, atteignant le point de référence international élevé du PIRLS.

L'UNESCO a célébré la Journée internationale de l'alphabétisation, le 8 septembre, avec une réflexion sur le thème « L'alphabétisation dans un monde numérique ». Un large panel d'intervenants et de décideurs a étudié le rôle des technologies numériques comme outil de réduction des écarts en matière d'alphabétisation, permettant de mieux identifier les compétences nécessaires dans les sociétés actuelles. La Directrice générale Irina Bokova a déclaré « Ces nouvelles technologies ouvrent un vaste champ de possibilités nouvelles, susceptibles d'améliorer nos vies et de nous relier au reste du monde – mais elles peuvent aussi entraîner la marginalisation de ceux qui ne disposent pas des compétences indispensables à leur utilisation, comme le fait de savoir lire et écrire ». Une conférence commémorant la Journée au siège portait sur quatre thèmes : repenser l'alphabétisation, passer à l'action, évaluer les risques et les réponses, et renforcer le suivi et l'évaluation. D'autres événements se sont déroulés autour du monde en Afghanistan, au Bangladesh, en Inde, en Iran, au Kazakhstan, au Kenya, au Mozambique, au Pakistan, au Sénégal, au Soudan, en Thaïlande, et en Tanzanie.

Les prix remis à l'occasion de la Journée aident à sensibiliser au besoin d'initiatives pour améliorer les taux d'alphabétisation dans le monde. Les Prix d'alphabétisation UNESCO-Roi Sejong dédiés à l'alphabétisation et à la formation en langue maternelle, et parrainé par la République de Corée, ont récompensé des initiatives d'alphabétisation et de formation dans la langue maternelle du Canada et de la Jordanie. Les Prix UNESCO-Confucius d'alphabétisation, soutenus par le gouvernement de la République populaire de Chine, ont récompensé trois programmes en milieu rural et pour les enfants non scolarisés, en particulier les filles et les femmes, de Colombie, du Pakistan et d'Afrique du Sud. En outre, l'Initiative en faveur de l'alphabétisation : de meilleures conditions de vie dans un monde numérique, partenariat entre l'UNESCO et Pearson, a présenté trois études de cas sur la façon dont les solutions numériques inclusives peuvent améliorer les conditions de vie.



Le programme AdultCoProgram d'enseignement des compétences numériques aux seniors de la ville d'Armenia (Colombie) était l'un des trois projets à destination des populations rurales et des jeunes non scolarisés récompensés cette année par le Prix UNESCO-Confucius d'alphabétisation soutenu par la République populaire de Chine.



© AdultCoProgram

L'objectif final de cette nouvelle publication de l'UNESCO est de créer un changement complet permettant de surmonter les obstacles à une éducation de qualité, à la participation, aux processus et aux résultats de l'apprentissage, et de garantir que tous les apprenants sont traités et impliqués de la même façon.





Tweet de l'UNESCO à l'occasion de la Journée internationale de la langue maternelle 2017. L'Organisation célèbre cette journée depuis près de 20 ans, dans le but de protéger la diversité linguistique et de promouvoir l'éducation multilingue fondée sur la langue maternelle.

■ Célébration de la diversité linguistique

Le 21 février, l'UNESCO a célébré la Journée internationale de la langue maternelle avec pour thème « Vers des avenir durables grâce à l'éducation multilingue », en partenariat avec l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Une centaine de participants ont assisté à des événements divers dont

Public captivé à l'école Sujat Nagar du bidonville de la ville de Dhaka (Bangladesh). Ce pays est à l'origine de la Journée internationale de la langue maternelle, célébrée tous les ans le 21 février, en reconnaissance du mouvement de la langue bengali en 1952.

des présentations et des discussions sur la contribution des langues à un avenir durable. Quatre orateurs ont développé des présentations sur : l'éducation multilingue et l'accès à l'éducation en langue première ; l'éducation multilingue et l'alphabétisation, et l'impact de 50 ans de célébration de la Journée de l'alphabétisation sur l'éducation en langue maternelle et le développement durable ; le concept de « linguadiversité » dans le but de promouvoir cette idée comme l'équivalent de la biodiversité, et sa contribution à des avenir durables et des exemples concrets en relation au multilinguisme comme atout pour apprendre à vivre ensemble. Une session interactive spéciale s'est tenue dans l'après-midi avec Radio France internationale et Kreyolofoni.

Lancé en 2017 et fondé sur les dernières informations disponibles, Violence et harcèlement à l'école est la première étude mondiale de l'UNESCO sur la nature, l'étendue et l'impact de ce problème, et sur les efforts pour y remédier.

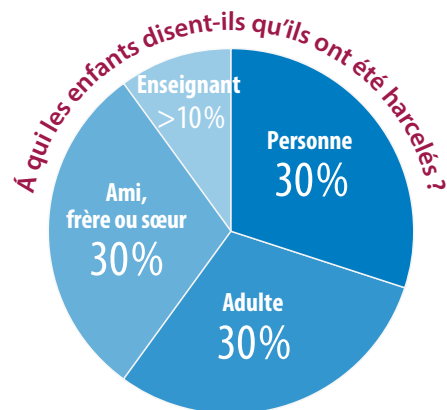


■ Combattre la violence à l'école et en dehors

La violence et le harcèlement à l'école ont un impact négatif sur l'apprentissage des élèves ainsi que sur leur santé mentale et émotionnelle. Plusieurs études montrent que les enfants et les jeunes qui sont victimes de harcèlement homophobe présentent un risque accru de stress, d'anxiété, de dépression, de dégradation de l'estime d'eux-mêmes, de marginalisation, d'autodestruction et de pensées suicidaires. D'autres éléments relevant du domaine du harcèlement, selon une enquête de 2016 auprès de 100 000 jeunes dans 18 pays, incluent l'apparence physique, l'origine ethnique ou nationale.

Le 17 janvier, le « Colloque international sur les violences et le harcèlement à l'école : des données à l'action » était organisé conjointement par l'UNESCO et l'Institut de prévention de la violence scolaire à l'université féminine Ewha, à Séoul, avec une aide financière du ministère de l'Éducation de la République de Corée via la Fondation nationale coréenne pour la recherche. À cette occasion a été lancé le rapport *Violence et harcèlement à l'école : Rapport sur la situation dans le monde*, qui analyse des données issues de 19 pays à faibles et moyens revenus montrant que 34 % des élèves entre 11 et 13 ans disent avoir été harcelés au cours des mois précédant l'étude, dont 8 % au quotidien.

Quelque 2 760 participants issus de 70 pays se sont penchés sur la meilleure façon de combattre la violence et le harcèlement à l'école avec les suggestions du rapport comprenant le renforcement du leadership, l'amélioration de la sensibilisation, l'établissement de partenariats et l'implication des élèves et des adolescents, le renforcement de la formation des personnels enseignants, la mise en place de systèmes d'alerte et le développement de la collecte de données. Ils ont aussi envisagé de créer une nouvelle plateforme pour renforcer le suivi dans ce domaine, conformément à l'Objectif 4 de développement durable sur l'éducation. « La violence et le harcèlement à l'école constituent une violation grave du droit



Les preuves montrent que de nombreuses victimes de violence et de harcèlement à l'école tardent à signaler ces maltraitances à cause de leur manque de confiance dans les adultes, en particulier les enseignants, de la peur des représailles, d'un sentiment de culpabilité et de honte ou parce qu'ils ne savent pas où trouver de l'aide. Graphique extrait du rapport de l'UNESCO Violence et harcèlement à l'école.

à l'éducation », a déclaré la Directrice générale Irina Bokova, ajoutant que « le colloque et le rapport s'inscrivaient dans le cadre des efforts de l'UNESCO pour faire en sorte que les écoles et les autres lieux d'apprentissage soient sûrs pour tous ».

L'équipe du GMR a également examiné les études nationales et transnationales sur les violences en milieu scolaire dans un document publié le 17 janvier qui formule des propositions visant à améliorer notre compréhension de la prévalence mondiale de ces violences.

Les enseignants ont un rôle majeur à jouer pour veiller à ce que l'éducation encourage la paix et la non-violence à l'école et en dehors de l'école. Tel était le thème d'un atelier de formation des formateurs de l'International Institute for Capacity Building in Africa de l'UNESCO (IICBA, Institut international de renforcement des capacités en Afrique), coorganisé par le Bureau de l'UNESCO à Kampala et qui s'est tenu à Entebbe (Ouganda) du 4 au 8 septembre. Il a réuni 29 stagiaires en provenance d'Érythrée, d'Éthiopie, du Kenya, d'Ouganda, de Somalie et du Soudan du Sud.

Journée mondiale des enseignants

La Journée mondiale des enseignants est célébrée partout dans le monde le 5 octobre depuis 1994. Le thème de l'UNESCO en 2017 était « Enseigner en liberté, autonomiser les enseignants », mettant l'accent sur les professeurs, les chercheurs et autres personnels de l'enseignement supérieur. L'événement a été marqué par une série de séminaires au siège de l'Organisation et a célébré les 20 ans de l'adoption de la Recommandation concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur de 1997. Des discussions en tables rondes ont examiné les enjeux de la liberté d'enseignement et de l'autonomie des établissements, les réponses de l'enseignement supérieur aux nouvelles exigences en matière de qualité, d'inclusion et d'équité. Le secteur de l'éducation va être responsable de la formation des 68,8 millions d'enseignants du primaire et du secondaire nécessaires pour parvenir à atteindre la cible de l'ODD de l'éducation primaire et secondaire universelles d'ici 2030.

Palestine

Les bibliothèques communautaires aident les étudiants de Cisjordanie et de la Bande de Gaza

Douze bibliothèques communautaires en Cisjordanie et à Gaza, financées par le Comité saoudien pour le soutien au peuple palestinien, ont été lancées en 2014 par le Bureau de l'UNESCO à Ramallah dans le cadre du Programme d'appui aux étudiants universitaires palestiniens en situation de sévère pauvreté. Elles apportent un appui à plus de 24 000 étudiants vulnérables de l'enseignement supérieur, en mettant à leur disposition des formations, un soutien

à la recherche scientifique, des manuels et des services de photocopie.

Des étudiants, comme Zaid et Mohamed d'Hébron ou Salsabil de Tulkarem, passent de longs moments dans les bibliothèques communautaires. Ils viennent surtout pour y faire des recherches, assister aux diverses activités, dispenser des formations et même soutenir les autres étudiants dans leurs recherches.

« Les étudiants apprécient la façon dont nous les traitons ici : ils se sentent chez eux et nous pouvons leur donner tout ce dont ils ont besoin et leur apporter un soutien », dit Imtinaa, un des douze bibliothécaires formés, qui travaille à la bibliothèque communautaire de Naplouse. Zaid, une bénévole à la bibliothèque communautaire Nayef bin Abdulaziz Al Saud d'Hébron, déclare que ces

lieux se distinguent des autres bibliothèques : « Ce sont des centres de savoir qui mobilisent la communauté, sensibilisent aux droits et aux besoins des étudiants et vous apprennent à vous faire entendre et à nouer un dialogue. »

Ce soutien, en plus de participer à la cohésion communautaire, a un effet économique, comme l'explique Adil, bénévole à la bibliothèque communautaire Nayef bin Abdulaziz Al Saud de Tulkarem : « En tant que diplômé universitaire, j'apprends grâce à cette expérience qui me donnera plus de possibilités de trouver un emploi dans la communauté ».

Depuis la création du programme, les bibliothèques communautaires ont pris un rôle central dans la vie des gens et sont devenues comme un deuxième foyer ainsi qu'un système d'appui pour de nombreux étudiants vulnérables de Palestine.



© UNESCO / Sarah El Attar

Salsabil est l'une des libraires bénévoles de la ville de Tulkarem en Cisjordanie, où le Bureau de l'UNESCO à Ramallah met en œuvre depuis 2014 le Programme d'appui aux étudiants universitaires palestiniens en situation de sévère pauvreté.

L'UNESCO a lancé cette année l'éducation en vue des Objectifs de développement durable : objectifs d'apprentissage, ouvrage qui contient des suggestions et des activités à faire en classe pour traiter chacun des ODD pertinents.



La formation des formateurs est une partie essentielle du projet de l'IICBA sur la Formation des formateurs et le développement de la formation à la paix dans la Corne de l'Afrique et les pays avoisinants, soutenu par le gouvernement japonais. Comment peut-on éduquer à la recherche de la paix ? Comme l'ont

établi les participants, cela dépend beaucoup du développement des compétences grâce à la pédagogie transformative. Cette approche permet aux apprenants d'examiner leurs propres connaissances et valeurs, de considérer d'autres perspectives et de faire preuve d'empathie. Arigatou International a démontré que la construction de la paix devait être considérée d'une manière holistique impliquant des activités scolaires, extrascolaires et communautaires. Les adultes doivent également se comporter comme des modèles et faire participer les jeunes aux décisions.

Les participants ont exploré les racines des conflits et ont débattu de leur nature. Ils ont également examiné les approches permettant de développer les compétences d'artisan de la paix. Les rôles de l'éthique, de la collaboration et de la prise de décision dans le processus de construction de la paix ont été discutés en profondeur, apportant aux participants des connaissances et des compétences à intégrer dans leurs propres systèmes pédagogiques.

■ Ensemble pour la paix et le développement durable

Plus de 400 experts, praticiens et décideurs politiques, dont des enseignants du Réseau UNESCO des écoles associées et 50 jeunes délégués ont participé à la Semaine de l'UNESCO pour la paix et le développement durable : le rôle de l'éducation, à Ottawa (Canada), du 6 au 10 mars. Organisé par l'UNESCO et la Commission nationale canadienne pour l'UNESCO (avec le soutien du Conseil national des arts du Canada, du Conseil des ministres de l'éducation, du ministère de l'Éducation, de la culture, des sports, des sciences et de la technologie du Japon, du Centre mondial pour le pluralisme et du musée canadien d'Histoire), l'événement a mis l'accent sur l'éducation en vue du développement durable (EDD), l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) et sur leur contribution à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), notamment la cible 4.7 de l'ODD 4 sur l'éducation.

Durant la première moitié de la semaine, le Forum d'examen du Programme d'action global a fait le bilan des progrès accomplis depuis 2014, année du lancement du programme, et examiné la voie à suivre pour les prochaines années. Il a également mis en lumière les bonnes pratiques et politiques pour les enseignants et les formateurs d'enseignants. En outre un débat entre générations « Talking Across Generations » (TAGe) impliquant des jeunes et des hauts responsables, organisé par l'Institut Mahatma Gandhi d'éducation pour la paix et le développement durable, a été diffusé parallèlement à des discussions en direct sur Twitter (#SemaineUNESCOEd).

À l'appui de la Semaine, l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'éducation (GEM) de l'UNESCO a organisé un concours de photographie pour les jeunes sur l'EDD et l'ECM.

L'UNESCO et le MGIEP (Institut Mahatma Gandhi d'éducation pour la paix et le développement durable) ont publié un jeu vidéo inspiré des ODD, World Rescue (Sauver le monde) dans lequel les joueurs aident à résoudre des problèmes mondiaux tels que les déplacements de populations, les maladies, la déforestation, la sécheresse et la pollution à l'échelle communautaire.



© MGIEP



© NaDEET

L'UNESCO a aussi lancé la publication *L'éducation en vue des Objectifs de développement durable : objectifs d'apprentissage* qui contient des suggestions et des activités à faire en classe pour traiter chacun des ODD pertinents. En outre, l'UNESCO et le MGIEP (Institut Mahatma Gandhi d'éducation pour la paix et le développement durable) ont dévoilé un jeu vidéo inspiré des ODD, *World Rescue* (Sauver le monde) dans lequel les joueurs aident à résoudre des problèmes mondiaux tels que les déplacements de populations, les maladies, la déforestation, la sécheresse et la pollution à l'échelle communautaire.

En septembre, la troisième Conférence internationale sur les villes apprenantes, qui s'est tenue à Cork (Irlande), a attiré plus de 700 représentants de gouvernements locaux venant de plus de 80 pays du monde. Son objectif était de rassembler des parties prenantes urbaines clés pour partager et échanger sur leurs expériences, et identifier

les bonnes pratiques qui font de l'éducation et de l'apprentissage des vecteurs réels du développement durable.

Le Réseau mondial des villes apprenantes de l'UNESCO, créé en 2013, comprend aujourd'hui plus de 200 villes membres dans le monde. En 2017, 16 d'entre elles ont reçu le Prix UNESCO de la ville apprenante pour leurs progrès remarquables dans la construction de villes apprenantes : Bristol (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), Câmara de Lobos (Portugal), Contagem (Brésil), Gelsenkirchen (Allemagne), Gizeh (Égypte), Hangzhou (République populaire de Chine), Larissa (Grèce), Limerick (Irlande), Mayo-Baléo (Cameroun), N'Zérékoré (Guinée), Okayama (Japon), Pécs (Hongrie), Surabaya (Indonésie), Suwon (République de Corée), Tunis (Tunisie) et Villa María (Argentine).

Le 3 novembre, l'Institut Mahatma Gandhi d'éducation pour la paix et le développement durable (MGIEP) a lancé

Aimeriez-vous passer une semaine dans le désert du Namib dans un programme d'éducation pour le développement durable ? Plus de 10 000 jeunes ont déjà participé au Centre NaDEET (fonds d'éducation à l'environnement dans le désert du Namib), partenaire clé de l'UNESCO dans le Programme d'action global pour l'EDD. Situé dans la réserve naturelle NamibRand, il propose aux élèves, aux groupes communautaires et aux enseignants une immersion concrète dans des activités d'EDD.

un certain nombre de publications dont *#YouthWagingPeace : Guide de la jeunesse sur la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation*, lors de la 39^e session de la Conférence générale de l'UNESCO. *#YouthWagingPeace* a été développé par des jeunes qui travaillent dans le domaine de l'extrémisme violent et en ont été affectés. La publication explore le besoin d'impliquer les jeunes qui luttent au quotidien sur le terrain contre l'extrémisme violent et les facteurs qui y conduisent.

■ Compétences et accès numérique

Les téléphones mobiles sont souvent parmi les seuls objets conservés par les personnes forcées de quitter leurs foyers. On comptait plus de 65 millions de personnes déplacées en 2015, dont 51 % étaient des enfants, et la plupart cherchent refuge dans les pays industrialisés dans lesquels de nombreuses écoles ont déjà de la peine à répondre à la demande locale. Les statistiques montrent que 71 % des foyers de réfugiés possèdent un portable et 39 % un portable avec accès Internet. Comme moyen d'accès à Internet, le portable représente une ouverture vers l'éducation et l'autonomisation.

Du 20 au 24 mars, plus de 750 experts, des professionnels et des ministres de l'éducation et des TIC de plus de 60 pays se sont retrouvés à l'UNESCO pour la Semaine de l'apprentissage

mobile 2017 qui avait pour thème « L'éducation en situation d'urgence et de crise ». Lors de plus de 70 sessions restreintes, d'expositions, et d'une combinaison de discussions et de séances plénières, ils ont examiné les moyens d'aider les apprenants, les enseignants et les systèmes à répondre aux besoins éducatifs des personnes déplacées en exploitant le potentiel de la technologie mobile.

Parmi les événements annexes on notait des démonstrations d'apprentissage mobile dans une tente de réfugiés du HCR et une exposition photo sur des réfugiés cherchant une éducation supérieure au Kenya et en Jordanie. Des œuvres d'art d'Edel Rodriguez et de Yacine Ait Kaci (Yak) ont illustré les temps forts de l'événement et les conclusions des sessions de la Semaine.

La Semaine a été organisée en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations

Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Union internationale des télécommunications (UIT). Les trois quarts des participants venaient pour la première fois et plus de 97 % ont déclaré qu'ils recommanderaient la Semaine à leurs collègues.

Les 10 et 11 juillet, le Forum international sur TIC et Éducation 2030 de l'UNESCO à Qingdao (République populaire de Chine) a attiré environ 400 participants venus de plus de 80 pays. Les participants ont échangé des idées sur les bonnes pratiques dans l'exploitation des TIC pour atteindre l'ODD 4 et ont étudié en particulier l'utilisation de technologies abordables pour les groupes d'individus défavorisés afin de combler la fracture numérique.

L'événement était coorganisé par l'UNESCO, le ministère de l'Éducation de la République populaire de Chine, la Commission nationale chinoise pour l'UNESCO et le Comité de l'éducation de la province du Shandong, au Bureau municipal de l'éducation de Qingdao, avec le soutien du Groupe Weidong. Les délégués ont adopté la Déclaration de Qingdao 2017, qui présente les stratégies et les actions prioritaires pour approfondir et élargir la mise en œuvre de la Déclaration de Qingdao. La Déclaration de Qingdao présente des recommandations aux États membres des Nations Unies sur l'exploitation du potentiel des TIC dans la réponse aux enjeux pédagogiques et sur la garantie d'une éducation de qualité et d'opportunités pour tous tout au long de la vie.



Ces jeunes réfugiés syriens utilisent des appareils mobiles pour apprendre et pour jouer, dans un appartement en Grèce. Lorsque cette photo a été prise, cela faisait un an qu'ils ne fréquentaient plus l'école. Cette image fait partie de la campagne promotionnelle de la Semaine de l'apprentissage mobile 2017.

■ Lutter contre l'antisémitisme et l'incitation à la haine

Au mois de janvier de chaque année, l'UNESCO rend hommage aux victimes de l'Holocauste et réaffirme son engagement indéfectible à lutter contre toutes les formes d'intolérance qui mènent à la violence à l'égard d'un groupe. Elle renouvelle son engagement de promouvoir l'enseignement relatif à l'histoire de l'Holocauste et à lutter contre le racisme et l'antisémitisme. Les événements sur le thème « Éduquer pour un meilleur futur : le rôle des sites et musées historiques dans l'enseignement de l'Holocauste » se sont déroulés au siège de l'Organisation du 24 au 26 janvier, en amont de la date officielle de la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, le 27 janvier, anniversaire de la libération des camps de concentration et d'extermination d'Auschwitz-Birkenau.

Ces événements ont été organisés en partenariat avec le Mémorial de la Shoah (France) et le musée d'État d'Auschwitz-Birkenau (Pologne), et avec le soutien de la Délégation permanente de la France auprès de l'UNESCO, de la Délégation permanente de la Principauté de Monaco auprès de l'UNESCO et de Metin Arditi, Envoyé spécial de l'UNESCO pour le dialogue interculturel.

Le 24 janvier, de jeunes étudiants et des professeurs d'histoire ont examiné la question cruciale de la déconstruction du discours de haine, dans le cadre des conférences du Campus UNESCO organisées avec la fondation Engie. En partenariat avec la société de production Les Bons Clients, le documentaire *Le Maestro : pour que vive la musique des camps* du réalisateur Alexandre Valenti a été projeté en avant-première. Ce film rend

hommage aux hommes et aux femmes qui ont continué à composer dans les camps et les ghettos ainsi qu'à l'homme qui a retrouvé et préservé leur travail, Francesco Lotoro.

Une discussion et une table ronde ont porté sur les défis auxquels sont confrontés les sites historiques de massacres et de persécution, les mémoriaux et musées, et ont examiné leur rôle testimonial et éducatif qui revêt une importance grandissante compte tenu du nombre toujours plus restreint de rescapés. La cérémonie de clôture, le 26 janvier, a été marquée par un concert des musiciens de renom, Martha Argerich (piano) et l'Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO Ivry Gitlis (violon), par un témoignage personnel de Raphael Esrail, Président de l'Union des déportés d'Auschwitz, et par une lecture de textes écrits par Elie Wiesel, rescapé de l'Holocauste et Prix Nobel de la paix, par l'actrice Anne-Catherine Dutoit. Des reliques témoignant de la violence des nazis ont été présentées lors d'une exposition d'objets issus de fouilles effectuées près des crématoriums d'Auschwitz-Birkenau. Perdus depuis un demi-siècle, ils ont récemment été retrouvés par le musée d'Auschwitz.

L'Enseignement à propos de l'Holocauste et de la prévention du génocide

« Nous devons faire en sorte que les nouvelles générations aient conscience des leçons de l'Holocauste, nous devons doter nos enfants et nos petits-enfants des outils nécessaires pour vaincre l'intolérance et la haine, le sectarisme, l'antisémitisme, le racisme et les préjugés », a déclaré la Directrice générale Irina Bokova en lançant *Enseignement de l'Holocauste et prévention du génocide*, guide à l'usage des éducateurs sur l'Holocauste, les génocides et les atrocités de masse, lors de l'Assemblée plénière du Congrès juif mondial à New York le 24 avril. Premier d'une série de projets menés avec le soutien du ministère canadien des Affaires étrangères, ce guide offre des réponses concrètes et des recommandations afin de faciliter les débats sur ces sujets en classe.



© Les Bons Clients / Alexandre Valenti

En préparation de la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, le siège de l'UNESCO a accueilli l'avant-première du documentaire du metteur en scène Alexandre Valenti qui rend hommage aux hommes et aux femmes qui ont continué à composer dans les camps et les ghettos ainsi qu'à l'homme qui a retrouvé et préservé leur travail. La présentation était coorganisée avec la société de production Les Bons Clients.





Ming Kuok Lim (deuxième à partir de la droite, portant la banderole) et des collègues du Bureau de l'UNESCO à Djakarta, avec des journalistes de différents groupes du Conseil indonésien de la presse marchant lors de la « Marche pour la liberté de la presse », afin d'attirer l'attention sur l'importance de la liberté de la presse juste avant la Journée mondiale de la liberté de la presse le 3 mai.

CHAPITRE 2



**Favoriser la liberté
d'expression**

Favoriser la liberté d'expression

Toutes les dimensions du développement durable sont affectées par le degré d'accès à l'information et à des opinions fondées dont dispose la population mondiale. Sans la liberté d'expression comme base de la libre circulation des informations et des idées, et sans la liberté de la presse comme condition du journalisme indépendant, la réalisation de l'Objectif 16 de promouvoir des sociétés justes, pacifiques et ouvertes serait impossible, tout comme celle de l'Objectif 5 sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles, et celle de l'Objectif 4 sur l'éducation inclusive de qualité pour tous, ou d'ailleurs tous les autres Objectifs de développement durable (ODD) à propos desquels l'UNESCO s'engage à aider les États dans leurs efforts vers leur réalisation. Les activités de l'UNESCO en 2017 se sont concentrées à la fois sur la pratique libre et professionnelle des médias anciens et nouveaux, et sur les journalistes eux-mêmes qui se mettent souvent en danger pour garantir que la vérité soit affirmée de la même façon aux puissants et aux faibles.



Tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias 2017-2018 est le premier rapport mondial de l'UNESCO de suivi des changements du paysage médiatique mondial.

Pour le Dictionnaire Oxford, le mot de l'année pour 2016 a été « post-vérité », a déclaré en 2017 Irina Bokova, la Directrice générale de l'UNESCO à l'époque. « Nous assistons aujourd'hui à l'émergence de questions qui touchent au cœur même du journalisme libre, indépendant et professionnel. Nous devons examiner ces tendances, débattre de ces concepts et envisager de nouvelles façons d'aller de l'avant, ensemble. C'est vital pour la démocratie, l'état de droit et la bonne gouvernance ».

Ces questions étaient au centre du colloque « Le journalisme sous le feu des critiques : relever les défis contemporains » qui s'est tenu à l'UNESCO le 23 mars. La conférence s'inscrivait dans le cadre de la semaine de la Presse en liberté et était accompagnée d'une exposition et de débats sur la liberté de la presse, événements organisés par les délégations de la France et de la Suisse auprès de l'UNESCO.

Le colloque était coorganisé avec l'Association mondiale des journaux et des éditeurs de médias d'information (World Association of Newspapers and News Editors, WAN-IFRA), avec le soutien des gouvernements finlandais, suisse, français, letton, lituanien et néerlandais. Environ 300 participants, dont des journalistes éminents, des universitaires, des représentants de sociétés de médias sociaux, des organisations de développement des médias et des États membres de l'UNESCO ont débattu sur le terme de « fausse nouvelle », sur les transformations technologiques et économiques qui refaçonnent le paysage des médias, la montée des politiques identitaires, le rôle des plateformes de médias sociaux, et l'importance de la formation journalistique et de l'initiation aux médias et à l'information.

Suivi des tendances du paysage médiatique

La collection phare de l'UNESCO sur les *Tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias*, soutenue par le gouvernement suédois, analyse les courants du paysage médiatique mondial en couvrant les développements des technologies médiatiques et les sujets en relation avec la permanence de médias libres et ouverts. Son Rapport mondial 2017-2018 a été publié en novembre et met l'accent sur l'égalité des genres dans les médias.



© André-Philippe Côté et Le Soleil, Québec, 2015

La journaliste Christiane Amanpour, Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO pour la liberté d'expression et la sécurité des journalistes, et correspondante internationale en chef de la chaîne américaine CNN, a modéré une partie du colloque.

La célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse a donné lieu à environ 100 événements organisés dans le monde

entier par l'UNESCO et par de nombreuses autres organisations. « Des esprits critiques pour des temps critiques : le rôle des médias dans la promotion de sociétés pacifiques, justes et inclusives » était le thème de l'événement principal de l'UNESCO qui s'est tenu à Djakarta du 1^{er} au 4 mai, organisé en partenariat avec le gouvernement d'Indonésie et le Conseil indonésien de la presse. Il a

rassemblé 1 500 participants et 164 orateurs pour célébrer le droit fondamental à une presse indépendante, pluraliste et libre, au long de : 19 événements préparatoires, deux sessions plénières, une cérémonie d'ouverture et une de clôture, 12 sessions parallèles, un « coin des orateurs », trois expositions, une salle de cinéma et une conférence universitaire sur la sécurité des journalistes.

Ce dessin du caricaturiste français Côté a été réalisé pour illustrer les discussions en direct organisées conjointement par l'UNESCO et Cartooning for peace (Dessins pour la paix) lors de la Journée mondiale de la liberté de la presse 2017.

L'histoire du correspondant de guerre américain James W. Foley, assassiné en Syrie, a été le sujet d'un des six entretiens avec des journalistes, des militants des droits humains et des proches des journalistes assassinés lors de la campagne UNESCO #MyFightAgainst Impunity (Mon combat contre l'impunité) pour la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes, le 2 novembre.



Parmi les participants, on trouvait des professionnels des médias, des experts, des avocats spécialisés dans la liberté de la presse, des universitaires et des représentants gouvernementaux, dont les deux tiers venaient d'Indonésie et 500 de 90 autres pays du monde. Les thèmes abordés incluaient les « fausses informations », la sécurité des journalistes, l'égalité des genres et la lutte contre l'extrémisme violent. Une session plénière a souligné la contribution du journalisme au développement durable et le rôle des journalistes en tant que gardiens de la démocratie, une autre s'est penchée sur le journalisme d'investigation.

L'Indonésie a émis un timbre-poste spécial pour célébrer la Journée mondiale de la liberté de la presse et sa qualité d'hôte de cette journée, et quatre médias – *Al Jazeera*, *El País*, *Rappler* et *Inter Press Service* – ont invité des

experts du monde entier à s'exprimer sur les défis de la liberté de la presse sur leurs blogs et dans les numéros spéciaux qu'ils publiaient. Un groupe de 46 jeunes journalistes était venu d'Algérie, de Malaisie, du Maroc, de Palestine, des États-Unis et de Finlande pour travailler avec des futurs journalistes locaux à la production d'un journal numérique spécial, *Voice of Millennials* (la Voix de la génération de l'an 2000).

Des caricaturistes ont illustré les discussions en direct et une sélection spéciale de dessins sur la liberté de la presse a été présentée par l'UNESCO et Cartooning for Peace (les Caricaturistes pour la paix), organisation internationale fondée par l'ancien Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et le dessinateur de presse français Plantu.

À l'issue de la conférence, les participants ont adopté la Déclaration de Djakarta.

S'appuyant en particulier sur l'ODD 16, qui vise à promouvoir l'avènement de sociétés justes, pacifiques et ouvertes à tous, et évoquant la cible 16.10, qui vise à « Garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux », la Déclaration met en garde contre trois défis majeurs pour la liberté de la presse : la sécurité des journalistes, les fausses informations et la liberté d'expression sur Internet. Elle demande à l'UNESCO, à ses États membres, aux journalistes, à l'industrie des médias, aux professionnels des médias sociaux et aux intermédiaires de l'Internet, ainsi qu'à la société civile, aux universitaires et à la communauté technique d'agir – et avance des propositions sur ce que chaque groupe peut accomplir pour défendre ces droits et ces libertés fondamentales.

Pour promouvoir la liberté d'expression sur le terrain avec des projets concrets de développement de médias, le Programme international de l'UNESCO pour le développement de la communication (PIDC) a lancé 57 nouvelles initiatives de développement des médias dans 38 pays en développement dans le monde entier. Les médias communautaires, le suivi du changement climatique, l'accès à l'information, la sécurité des journalistes et le genre dans les médias ont été les thèmes le plus souvent abordés en 2017, suivis par le journalisme d'investigation et le soutien à la réforme législative et politique.

■ Justice pour les journalistes emprisonnés et assassinés

Entre 2006 et 2016, l'UNESCO a condamné le meurtre de 930 journalistes. Parmi ceux-ci, 102 ont été tués en 2016, d'après les chiffres des *Tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias 2017-2018*. La grande majorité (94 %) étaient des journalistes locaux qui travaillaient sur des sujets locaux. La moitié des meurtres sont advenus dans des pays sans conflit armé et 10 % des victimes étaient des femmes qui, en outre, continuent à être confrontées à des menaces spécifiques dont le harcèlement en ligne.

90 % des cas de meurtres de journalistes restent impunis, d'après les informations transmises par les États membres en 2017. Ce chiffre marque une légère amélioration par rapport à 2016, année où les réponses des pays aux demandes écrites de l'UNESCO avaient indiqué que seulement 8 % de ces cas aboutissaient à une condamnation. Bien que cela montre une amélioration, c'est loin d'être suffisant pour atteindre les objectifs de la Journée internationale de la fin de

l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes (IDEI) célébrée tous les ans le 2 novembre. Cependant on constate un progrès manifeste dans la réactivité des États membres au suivi de l'UNESCO via un mécanisme intergouvernemental unique d'observation mis en place par le Conseil du PIDC en 2008 et renforcé tous les ans. En 2017, une nouvelle dimension du mécanisme a été développée qui permet de fournir un soutien aux pays souhaitant améliorer leurs systèmes nationaux de suivi et de collecte de données en matière judiciaire, avec le renforcement de leurs capacités.

En 2017, l'UNESCO a invité les 62 États membres dans lesquels des cas demeuraient non résolus à fournir des informations sur l'avancée des enquêtes judiciaires. 46 d'entre eux ont répondu et 41 ont apporté des informations spécifiques.

Pour célébrer l'IDEI en 2017, l'UNESCO a lancé une campagne mondiale en association avec des médias du monde entier ainsi qu'une campagne sur les réseaux sociaux (#MyFightAgainstImpunity, Mon combat contre l'impunité). Le 4 décembre, l'UNESCO et le ministère des Finances et des médias du Sri Lanka ont tenu un séminaire d'une journée à Colombo sur le thème « Renforcer la coopération régionale pour promouvoir la liberté d'expression et l'état de droit en Asie en mettant un terme à l'impunité des crimes contre les journalistes ». Le séminaire a pris acte des engagements forts du gouvernement de résoudre des cas anciens d'assassinat de journalistes. Des événements locaux et régionaux se sont tenus en Italie, au Kenya, aux Philippines, au Sénégal, en Tunisie, aux États-Unis et dans de nombreux autres pays.

Bannière téléchargeable produite cette année par l'UNESCO pour la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes.





© Presidential Palace Press Bureau

Le journaliste né en Érythrée Dawit Isaak, lauréat du Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano 2017

Les célébrations de la Journée mondiale de la liberté de la presse qui se sont déroulées cette année à Djakarta (Indonésie) ont également vu la proclamation du Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano 2017, financé par la Fondation Cano (Colombie) et la Fondation Helsingin Sanomat (Finlande). Chaque année le prix distingue une personne, une organisation ou une institution qui a contribué, de manière notable, à la défense et/ou à la promotion de la liberté de la presse où que ce soit dans le monde, surtout si pour cela elle a pris des risques. Le Prix de 2017 a été accordé à Dawit Isaak, journaliste né en Érythrée, qui a été arrêté lors d'une opération de répression contre les médias en septembre 2001. Les dernières nouvelles qu'on a de lui remontent à 2005. Son lieu de détention n'est pas connu. « Défendre les libertés fondamentales demande de la détermination et du courage, cela requiert des militants courageux », a déclaré Irina Bokova. « C'est tout le sens de l'héritage de Guillermo Cano, et du message que nous envoyons aujourd'hui avec cette décision qui met en lumière le travail de Dawit Isaak ».

À l'occasion de l'IDEI, l'UNESCO a lancé la 4^e édition de son cours en ligne « International Legal Framework of Freedom of Expression, Access to Public Information and Protection of Journalists » (Cadre légal international de la liberté d'expression, d'accès à l'information publique et de protection des journalistes) qui a déjà été suivi

par environ 5 000 professionnels de la justice en Amérique latine. Un autre cours sera donné du 2 avril au 13 mai 2018. Le principal objectif de ce cours gratuit est d'offrir une information mise à jour sur les cadres internationaux de la liberté d'expression aux opérateurs des systèmes judiciaires en Amérique latine, en particulier les

Le 3 mai, Bethlehem Isaak, la fille de Dawit Isaak, lauréat du Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano 2017, a reçu le prix au nom de son père, disparu depuis 2015.

professeurs et les étudiants des écoles de droit, ainsi que les magistrats.

Coorganisé par l'UNESCO et le Rapporteur spécial pour la liberté d'expression de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme, en coopération avec le Centre Knight pour le journalisme en Amérique de l'université du Texas, le cours montre que les professionnels des systèmes judiciaires sont des acteurs clés qui garantissent que justice soit rendue aux journalistes assassinés et censurés, et de ce fait protègent et promeuvent la liberté d'expression.

Ce cours n'existe qu'en ligne. Les étudiants participent à des discussions hebdomadaires et rendent les travaux assignés au cours des six

semaines, sur des sujets comme les nouveaux défis de la liberté d'expression sur Internet ou la diversité et le pluralisme dans les médias.

■ Protéger la liberté de l'Internet

L'UNESCO a organisé deux sessions au Forum du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) à Genève (Suisse) le 14 juin. L'Organisation a facilité la Ligne d'action C9 du SMSI sur les médias, qui fait partie du Plan d'action de Genève du SMSI depuis 2006. Une session sur le thème « Protéger la vie privée, renforcer le cryptage et la protection des sources pour la liberté des médias et le développement de l'Internet » a rassemblé des parties prenantes et des experts pour réfléchir à une stratégie complète de mise en œuvre de la Ligne d'action C9 dans sa phase post-2015, particulièrement par le renforcement de la protection des sources pour la liberté des médias et le développement de l'Internet. Les orateurs ont insisté sur l'importance de préserver le caractère ouvert de l'Internet, son accessibilité et sa nature « multi-parties prenantes ». Parmi eux se trouvaient les auteurs de deux publications de l'UNESCO sur le sujet *Protecting Journalism Sources in the Digital Age* (2017, Protéger les sources des journalistes à l'ère du numérique) et *Privacy, Freedom of Expression and Transparency* (2016, Vie privée, liberté d'expression et transparence).

Lors d'une session de haut niveau, l'UNESCO a présenté un nouveau projet, « Définir les indicateurs de l'universalité d'Internet » et a lancé une consultation pour sa mise en œuvre. Les indicateurs doivent devenir un outil mondial reconnu pour la recherche, faisant autorité pour évaluer le développement d'Internet selon des principes des droits humains, d'ouverture, d'accessibilité et de participation de multiples acteurs (ROAM). Les orateurs ont apprécié la valeur

des principes ROAM et souligné que les liens entre eux allaient permettre d'atteindre un Internet transparent et inclusif. Ils ont également discuté de l'avenir de l'Internet et de la transition de la société de l'information vers la société du savoir.

Le processus de consultation sur les nouveaux indicateurs comporte une série d'événements de consultation physique ainsi que des consultations en ligne grâce à un site Internet dédié. L'Association pour les communications progressistes (APC) pilote le travail sur le projet pour l'UNESCO et l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA) avec la Société Internet (ISCO) soutiennent le projet. Les indicateurs seront finalisés en 2018.

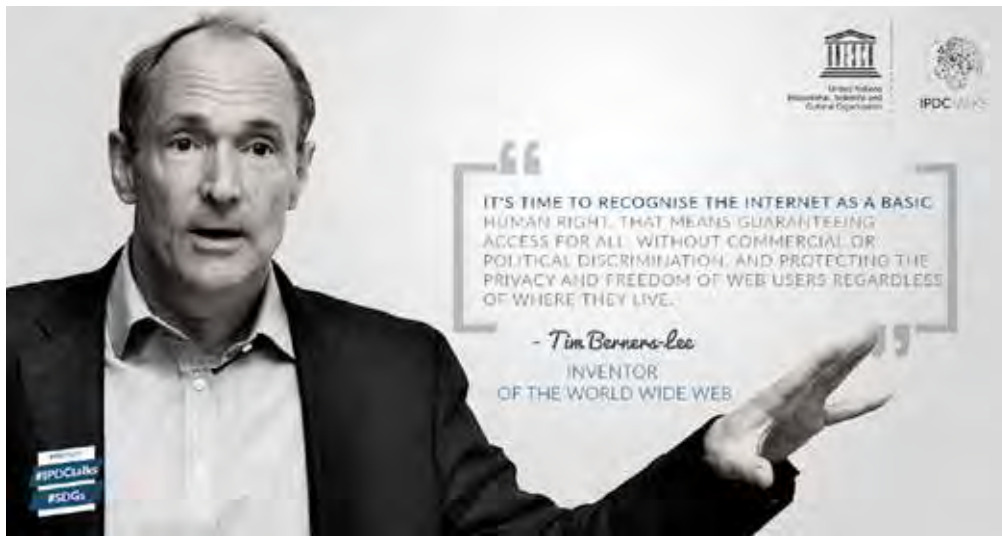


Publié par l'UNESCO en 2017, *Protecting Journalism Sources in the Digital Age* (Protéger les sources des journalistes à l'ère du numérique) apporte une vision complète des développements qui peuvent influencer les cadres législatifs soutenant la protection des sources des journalistes.

Le projet « Hacker pour la santé » était l'un des événements principaux du Forum du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) réuni à Genève (Suisse) par l'UIT, l'UNESCO, la CNUCED et le PNUD en juin. Les équipes du hackathon mondial ont eu 24 heures pour proposer des solutions techniques à des enjeux de santé urbaine tels que l'eau potable, la pollution et les maladies chroniques.



© ITU/R. Farrell



© UNESCO

Extrait du dossier de presse/médias sociaux des Débats du PIDC 2017 visant à sensibiliser sur l'importance de l'accès à l'information, d'un journalisme libre et indépendant et de la liberté d'expression.

L'accès à l'information pour tous

Les débats 2017 du Programme international pour le développement de la communication (PIDC) ont été organisés au siège de l'UNESCO, le 28 septembre. Pour la deuxième année consécutive, ce programme de débats a été élaboré pour célébrer la Journée internationale de l'accès universel à l'information.

L'événement consistait en des discussions courtes et inspirantes sur le rôle que peuvent jouer les médias indépendants et pluralistes ainsi que les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la lutte contre les inégalités, l'amélioration des résultats scolaires ou encore la promotion des énergies propres. Les participants ont aussi réfléchi aux moyens de favoriser l'accès du public à une information de qualité, à travers des thématiques comme la protection des données, les mesures anticorruption, la transparence ou la responsabilité. Des personnalités mondiales et communautaires, des journalistes éminents, des experts des médias, des responsables de la société civile et des intellectuels se sont retrouvés pour écouter une série d'orateurs remarquables. Des événements supplémentaires se sont tenus dans dix pays à travers le monde.

Pour la sixième année consécutive, l'UNESCO a invité toutes les radios et les organisations de soutien à rejoindre les célébrations de la Journée mondiale de la radio 2017. Bandeau Instagram produit pour la Journée.

Dans le cadre de la deuxième phase de ce projet, l'UNESCO a présenté les premiers projets d'indicateurs lors d'une session de consultation qui s'est tenue le 20 décembre au Forum sur la gouvernance de l'Internet (IGF) à Genève (Suisse). La plateforme de consultation en ligne a attiré plus de 165 participants et 25 consultations en face-à-face se sont également déroulées dans 22 pays. Les participants ont discuté des priorités pour les indicateurs et des défis de la collecte de données dans certains pays. La deuxième phase de la consultation, en 2018, traitera de l'évaluation des projets d'indicateurs, après quoi ces indicateurs seront révisés, pilotés et finalisés avant d'être soumis au Conseil du PIDC en novembre 2018.



© UNESCO

■ La vigueur des radios du monde

La radio conserve une grande importance dans le cadre du pluralisme des médias, des choix du public et de la participation des auditeurs, aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement, alors que la communication audio croît sur les ondes comme en ligne. Le thème de l'édition 2017 de la Journée mondiale de la radio, le 13 février, est « La radio, c'est vous ! », appel à une plus grande participation des auditeurs et des communautés dans la politique et la programmation des émissions de radio. Au-delà de la simple interaction à l'antenne, la participation publique devrait inclure des mécanismes tels que des politiques d'implication des auditeurs, des médiateurs publics, des forums d'auditeurs ou encore des procédures de résolution des plaintes.

Les organisations étaient invitées à s'inscrire sur le site Internet de la Journée mondiale pour enregistrer leurs événements et émissions spéciales sur une carte du monde, et avoir accès à des ressources et des contenus. 585 événements se sont déroulés dans 110 pays et le site Internet a battu des records avec près de 50 000 visites pendant le mois.

Une cérémonie de signature a été organisée à Shanghai (République populaire de Chine), avec le soutien du Shanghai Media Group et de l'Union européenne de radiotélévision. Une journée de débats sur la radio avec des figures marquantes des médias chinois et mondiaux a été suivie par un concert spécial pour le Nouvel an consacré à la Journée mondiale de la radio.

La radio dispose d'une position unique pour rassembler les communautés et promouvoir le dialogue positif pour le changement. « La radio, c'est vous ! », thème choisi par l'UNESCO pour célébrer cette année la Journée internationale de la radio, est un appel à une plus grande participation des auditeurs et des communautés dans la politique et la programmation des émissions de radio.

#journéemondialedeklaradio
journéemondialedeklaradio.org



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

La radio c'est vous !



JOURNÉE
MONDIALE
DE LA
RADIO
13 FÉVRIER 2017



Les activités de la Semaine mondiale de l'éducation aux médias et à l'information (EMI) sont des occasions importantes pour les parties prenantes du monde entier d'examiner les progrès accomplis vers l'objectif « EMI pour tous ». La Semaine permet également de créer des liens et de partager des projets créatifs, comme le font ces participants au Forum des jeunes de la Semaine mondiale EMI 2017 à Kingston (Jamaïque).



© UNESCO

Dans le cadre d'une autre initiative de la Journée, un partenariat de l'UNESCO avec Farm radio et sa plateforme Uliza a posé aux auditeurs quatre questions sur les façons dont ils utilisaient la radio et pourquoi ils l'aimaient, dans le cadre du thème « La radio c'est vous ! ». 816 personnes ont participé à l'enquête et récolté 4 283 réponses aux diverses questions ainsi que 580 enregistrements de 27 pays. D'autres nouveaux partenaires des événements de la Journée de 2017 incluaient Lifeline Energy Radio et l'Association nationale des radiodiffuseurs aux États-Unis, tandis que la Fédération internationale de la Croix rouge, dans la ligne de son partenariat de 2016, a souligné l'importance de la radio dans les situations d'urgence.

■ Technologie d'avenir, menace d'avenir

Le Forum de la gouvernance de l'Internet (IGF) est un forum mondial multi-parties prenantes qui s'est réuni pour la première fois en 2006 et qui promeut la discussion et le dialogue sur les questions de politiques publiques en relation

avec l'Internet. Sa 12^e réunion annuelle s'est tenue à Genève (Suisse) du 17 au 21 décembre, sur le thème « Façonne ton avenir digital ! ». Six sessions plénières et 80 ateliers étaient inclus au programme.

L'UNESCO adhère au concept de l'universalité de l'Internet et plaide pour que le réseau soit gouverné selon les principes ROAM de droits humains, ouverture, accessibilité et participation multi-parties prenantes, ce qui offre un cadre pour la définition des politiques internationales et nationales. À l'IGF, une délégation de l'UNESCO a organisé quatre sessions liées : suivre les indicateurs d'universalité de l'Internet, pratiques multi-parties prenantes dans la gouvernance de l'Internet, questions d'intelligence artificielle et de grandes bases de données (big data), ainsi que tendances mondiales de la liberté d'expression et de développement des médias. Les participants ont également discuté de la vie privée et de la protection des données, des utilisations abusives des données à des fins d'oppression ou de malveillance, des fuites de données, du besoin de garantir la responsabilité de l'utilisation des données, de l'initiation

aux bases de données et à l'information et du développement de directives.

Face aux « fausses nouvelles », l'UNESCO a intensifié ses efforts pour renforcer les capacités des utilisateurs de l'Internet par l'Éducation aux médias et à l'information EMI (MIL en anglais). La conférence mondiale de signature de la Semaine EMI à Kingston (Jamaïque) a vu les jeunes participants produire un « Pacte de clics EMI » – accompagné de la déclaration « Je suis un cliqueur EMI, je promets de vérifier avant de cliquer, de poster et de partager ». L'initiative de médias sociaux #MILclicks (clics EMI) a attiré l'attention du monde entier, et a permis de partager des astuces sur la façon d'être un consommateur et un producteur de médias avisé dans une époque de désinformation. À Rabat (Maroc), l'UNESCO s'est associée à l'autorité de régulation des communications du pays pour accueillir une conférence sur les régulateurs africains autour du thème MIL. Parmi les autres événements qui se sont déroulés parallèlement, on note la première « radio MIL », programme temporaire au service des auditeurs de Rabat sur les moyens de renforcer leurs compétences en communication digitale.

République-Unie de Tanzanie

La radio locale transforme les perceptions de la violence sexiste

L'UNESCO met en synergie ses programmes sur la radio et sur la promotion de l'égalité des genres dans les médias. L'Organisation a créé une série d'Indicateurs d'égalité des genres dans les médias (IGRM) afin de promouvoir la parité entre les genres et l'autonomisation des femmes dans tous les médias, conformément à l'ODD 5. Son projet « Renforcer les radios locales par le biais des TIC » aide les stations de radio à encourager l'intolérance à l'égard de la violence sexiste et à condamner les auteurs de tels actes. Soutenu par le gouvernement suédois, il vise à accorder la priorité au genre dans les médias, à améliorer l'accès et le contrôle, et fournit des outils au personnel de la radio pour apporter des changements positifs dans leurs communautés.

Dans un cas reporté en République-Unie de Tanzanie, une femme qui tentait de porter plainte contre l'auteur présumé d'un viol n'a rencontré qu'indifférence de la part des autorités municipales. Lorsque les dirigeants locaux ont exigé un pot-de-vin en échange de l'arrestation du suspect, Dodoma FM, une des stations partenaires du projet UNESCO, a repris l'info. Elle a rapporté la lutte de cette femme jusqu'à ce que le commissaire du district décide de prendre action. La couverture de ce scandale par Dodoma FM a entraîné l'arrestation de l'auteur du crime, ainsi que la mise en œuvre de mesures punitives à l'encontre des trois dirigeants locaux accusés de chantage.

Les questions de genre et leurs solutions requièrent une action qui cible à la fois les hommes et les femmes afin de changer les perceptions sociales et la tolérance pour la violence sexiste, en particulier la violence domestique. En plus de susciter le soutien de la communauté, les stations de radio locales ciblent les autorités et engagent leurs responsabilités envers les citoyens. Par exemple, à Zanzibar (République-Unie de Tanzanie), Tumbatu FM débat des questions liées à la violence basée sur le genre et

du rôle des autorités dans les discussions sociales de ses programmes. Ses émissions soulignent l'importance de la tolérance zéro ainsi que la nécessité de signaler les incidents aux autorités locales plutôt que d'essayer de résoudre le problème au sein du ménage. Conséquence directe de la diffusion de ces programmes de sensibilisation, la police locale a établi des guichets du genre dans les postes locaux où les habitants peuvent s'informer et signaler les crimes sexistes.



© Rose-Haji Mwalimu, 2017.

La radio tanzanienne Dodoma FM, qui participe au projet de l'UNESCO « Renforcer les radios locales par le biais des TIC » et dénonce fortement les violences sexistes, a cette année aidé une jeune femme dans sa lutte pour dénoncer son violeur et ceux qui demandaient des pots-de-vin en échange de l'arrestation du suspect.



Haut de 65 m, le minaret de Djam est une construction gracieuse et élancée datant du XII^e siècle. Recouvert d'une décoration complexe en briques et portant une inscription de tuiles bleues au sommet, il est remarquable par la qualité de son architecture et de ses motifs décoratifs qui représentent l'apogée d'une tradition artistique propre à cette région. Son impact est renforcé par un environnement spectaculaire : une vallée profonde qui s'ouvre entre d'imposantes montagnes au cœur de la province du Ghor.

Depuis l'inscription du site sur la Liste du patrimoine mondial en 2012, l'UNESCO a entrepris plusieurs missions pour évaluer les dommages infligés à ce bien non gardé par les fouilles illégales, l'extraction et la réutilisation de pierres des fortifications, et le pillage des différents vestiges archéologiques de la zone. Dans le cadre des activités entreprises grâce au Fonds d'urgence UNESCO pour le patrimoine, fonds multidonateurs pour la protection du patrimoine dans les situations d'urgence, l'Organisation a achevé en septembre 2017 une nouvelle mission d'étude, de documentation et d'évaluation pour garantir la préservation de ce bien.

An aerial photograph of a rugged, rocky mountain slope. A dirt road winds through the terrain, and several ancient stone ruins are visible on the left side. The text is overlaid on the image.

CHAPITRE 3

Protéger notre patrimoine et favoriser la créativité

Protéger notre patrimoine et favoriser la créativité

De l'évaluation des dégâts subis par les sites du patrimoine culturel ciblés délibérément par des extrémistes violents, à l'association avec des partenaires majeurs et à l'obtention d'un soutien marqué du Conseil de sécurité des Nations Unies à la sauvegarde du patrimoine culturel, le sujet de la protection du patrimoine culturel dans les situations de conflit a dominé l'ordre du jour de l'UNESCO en 2017. L'Organisation a également continué à souligner la capacité de la culture à transformer les sociétés et à promouvoir le développement durable, en élaborant des directives pour aider les artistes et les fabricants à bénéficier pleinement des promesses des technologies numériques et en publiant une nouvelle édition d'un rapport de suivi de la mise en œuvre des politiques culturelles dans le monde.

■ La Résolution 2347 des Nations Unies : un jalon historique

Alors que de graves conflits affectant le patrimoine culturel ont continué à se déchaîner en 2017, l'UNESCO s'est mobilisée, en partenariat avec une vaste gamme d'organisations gouvernementales et non gouvernementales, pour soutenir l'identification, la préservation

et la revitalisation du patrimoine culturel endommagé.

Pour la première fois, en 2017, un Directeur général de l'UNESCO a été invité à prendre la parole lors d'une séance publique d'information du Conseil de sécurité des Nations Unies. Irina Bokova, Directrice générale à l'époque, s'est exprimée à New York le 24 mars, sur le « Maintien de la paix et de la sécurité internationale : destruction et trafic de

biens faisant partie du patrimoine culturel par des groupes terroristes et dans des situations de conflit armé ». La séance s'est tenue à l'initiative de la France et de l'Italie, sous la présidence du Royaume-Uni.

À l'issue de la séance les membres du Conseil ont adopté à l'unanimité la Résolution 2347 en faveur de la protection du patrimoine, qui comprend des propositions de mesures visant à prévenir, contrer et surveiller le trafic illicite des biens culturels. Première résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies centrée exclusivement sur le patrimoine culturel, la résolution salue le rôle central joué par l'UNESCO dans la protection du patrimoine culturel et dans la promotion de la culture comme instrument de rapprochement des peuples et vecteur de dialogue.

Le premier rapport sur la mise en œuvre de la Résolution 2347, préparé par l'UNESCO avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et l'Équipe de surveillance analytique et de soutien aux sanctions, entre autres, a été lancé le 30 novembre, à nouveau au Siège des Nations Unies à New York. La Résolution 2347 et le rapport de suivi encouragent tous les États membres à ratifier toutes les conventions pertinentes sur le sujet, dont la Convention de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et ses Protocoles, ainsi que la Convention de l'UNESCO

Récemment élue, la nouvelle Directrice générale de l'UNESCO Audrey Azoulay prend la parole au siège des Nations Unies à New York à l'occasion du lancement du premier rapport sur la mise en œuvre de la Résolution 2347, préparé par l'UNESCO avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et d'autres partenaires. Adoptée à l'unanimité par les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies en mars 2017, la Résolution 2347 est la première résolution du Conseil de sécurité à être centrée exclusivement sur le patrimoine culturel.



© UN Photo/Kim Haughton



© UNESCO

de 1970 contre le trafic illicite des biens culturels. Le rapport explore un certain nombre de bonnes pratiques partagées par 29 États membres et présente une série de recommandations pour renforcer la protection du patrimoine, la sensibilisation, la collecte de données et la formation de soldats de la paix afin de mieux intégrer les questions culturelles dans les futures missions de maintien de la paix.

À propos du rapport, Audrey Azouley, Directrice générale de l'UNESCO nouvellement élue, a déclaré : « Ce rapport montre que la Résolution 2347 a déjà donné lieu à l'adoption de nouveaux dispositifs et à des efforts de plus en plus importants pour documenter, préserver et sauvegarder le patrimoine culturel en danger (...) Je souhaite réaffirmer la détermination de

l'UNESCO à mettre en œuvre cette résolution, en coopération avec tous nos partenaires, en s'appuyant sur la force du patrimoine pour promouvoir la cohésion sociale, le sentiment d'appartenance et la paix pour tous les peuples durement touchés par les conflits ».

Du 16 au 19 janvier, une équipe de l'UNESCO a mené une mission d'urgence pour effectuer une première évaluation des dommages infligés au site du patrimoine mondial de la vieille ville d'Alep (Syrie). Selon cette première évaluation, environ 60 % de la vieille ville d'Alep a été gravement endommagé, et 30 % totalement détruit. Vue de la Grande Mosquée des Omeyyades, lourdement touchée.

Le Fonds d'urgence UNESCO pour le patrimoine en 2017

En 2017, le Fonds d'urgence UNESCO pour le patrimoine, fonds multidonateurs pour la protection du patrimoine dans les situations d'urgence, a consacré plus d'un million de dollars des États-Unis à des activités en relation avec les conflits en Syrie et en Iraq, avec le tremblement de terre en Iran, l'ouragan Irma dans les Caraïbes et les inondations causées par El Niño au Pérou. Depuis sa création en 2015, le Fonds d'urgence pour le patrimoine a reçu des donations du Fonds qatari pour le développement, de la Norvège, des Pays-Bas, du Luxembourg, de Monaco, d'Andorre, d'Estonie, de la Slovaquie et de donateurs privés comme ANA Holdings Inc. Mettant en commun les fonds plutôt que de les assigner à des projets spécifiques, le Fonds d'urgence pour le patrimoine a permis à l'UNESCO de répondre plus rapidement, plus efficacement et plus précisément aux crises du monde.

■ Mesures d'urgence pour la Syrie

La guerre civile syrienne est entrée dans sa 6^e année en 2017, avec un grand nombre de victimes et des dommages considérables pour le patrimoine culturel si riche du pays. L'UNESCO s'est réunie avec d'autres organisations de sauvegarde pour faire tout ce qui était possible pour préserver ce patrimoine dans le contexte difficile du conflit en cours.

Première mission d'évaluation des dommages infligés à Alep

L'UNESCO a mené une mission d'urgence à Alep du 16 au 19 janvier pour effectuer une première évaluation des dommages infligés à la vieille ville d'Alep. La mission a travaillé sur une initiative d'urgence pour coordonner les actions des partenaires internationaux dans le but d'améliorer la situation, et a tenu des réunions avec le Conseil municipal d'Alep, la Direction générale syrienne des Antiquités et des Musées (DGAM) ainsi que des ONG.

Une des propositions qui en sont découlées est de déclarer la vieille ville d'Alep « zone d'urgence ».

Selon une première estimation, environ 60 % de la vieille ville d'Alep a été gravement endommagée, et 30 % totalement détruit, dont Grande Mosquée des Omeyyades, la Citadelle, les mosquées, les églises, les souks, les khans, les madrasas, les hammams, les musées et autres bâtiments historiques emblématiques de la ville.

Les 2 et 3 mars, l'UNESCO a réuni des parties prenantes syriennes et des experts internationaux lors d'une réunion technique et de coordination pour la renaissance d'Alep, à Beyrouth (Liban), grâce au soutien du Fonds d'urgence du patrimoine. Au cours de la réunion, les participants ont convenu que l'UNESCO allait coordonner tous les efforts de redressement en matière de culture. Une unité spécifique de l'UNESCO a été mise en place et un Plan d'action complet a été finalisé lors d'une réunion de suivi à Alep le 15 mars.

Perte et renaissance à Palmyre

Oasis dans le désert de Syrie au nord-est de Damas, Palmyre abrite les ruines monumentales de l'une des plus importantes villes du monde antique, célèbre pour son architecture qui marie les techniques gréco-romaines aux traditions locales et aux influences de la Perse. Le site est inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en péril depuis 2013.

En janvier, l'UNESCO a reçu plusieurs rapports et des images satellites publiés par l'UNITAR-UNOSAT confirmant la destruction du Tétrapyle de Palmyre et de plusieurs éléments du proscenium de l'amphithéâtre. Construit au III^e siècle de notre ère, le Tétrapyle marquait un carrefour important le long de rue en colonnade de Palmyre et était un témoignage de la grandeur du règne de la reine Zenobi. Le théâtre date du II^e siècle de notre ère. Tout au long de 2017, L'UNESCO a réitéré son appel à l'unité de la communauté internationale contre des attaques visant la culture comme celles perpétrées à Palmyre.



© 2018, Digital Globe

© Wikimedia Commons / J. Strzelecki

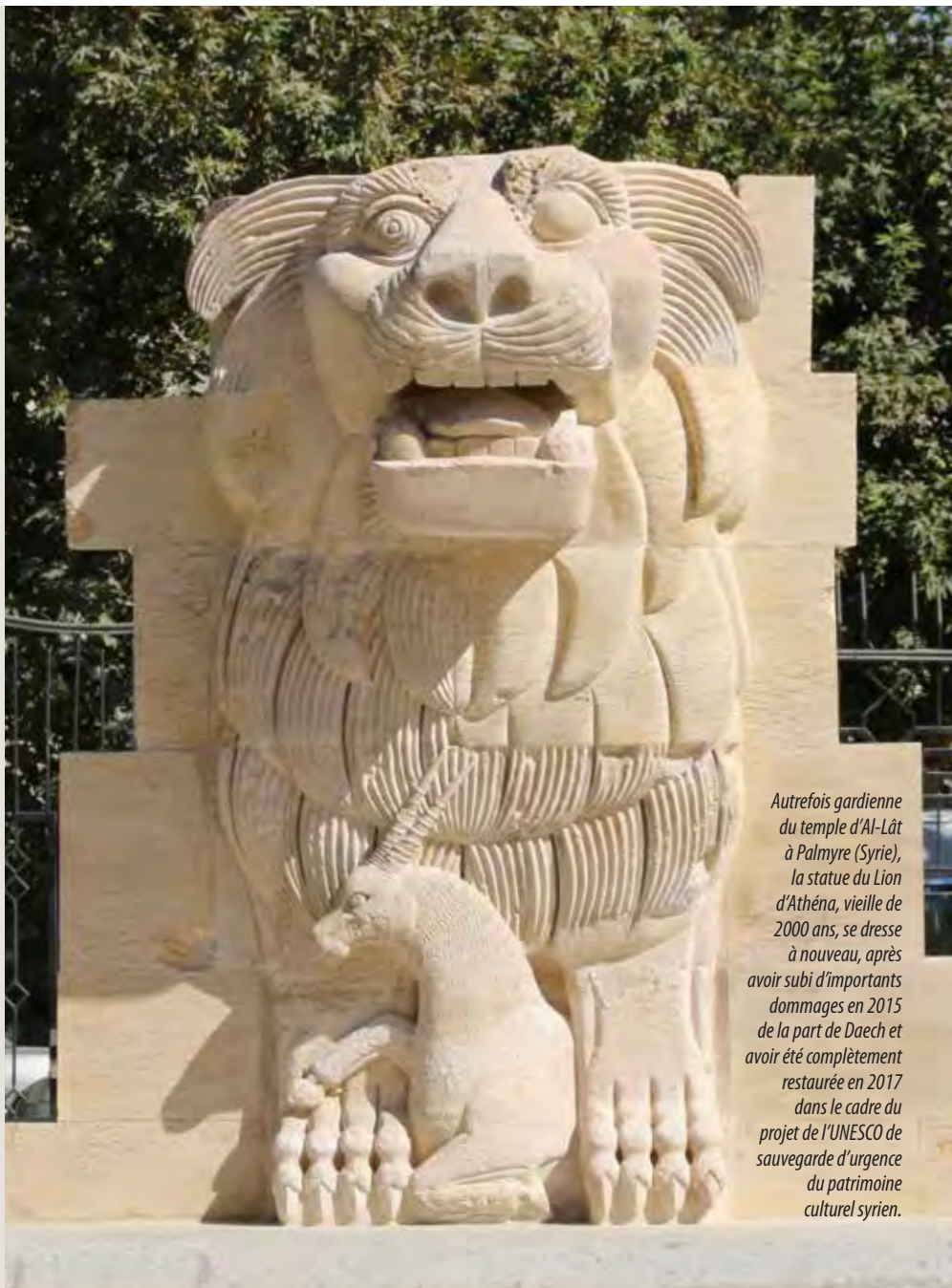
En janvier, l'UNESCO recevait des rapports et des images satellites publiés par l'UNITAR-UNOSAT confirmant la destruction du Tétrapyle de Palmyre et de plusieurs éléments du proscenium de l'amphithéâtre, et condamnait, une fois de plus, les attaques répétées visant le patrimoine culturel syrien.

Syrie

Un symbole de Palmyre relevé

La statue du Lion d'Al-Lât, vieille de 2000 ans, dénommée également le Lion d'Athéna, haute de 345 centimètres et lourde de 15 tonnes, marquait jadis l'entrée du temple d'Al-Lât à Palmyre. Découverte par des archéologues polonais en 1977, elle était l'attraction du musée de Palmyre où elle fut fortement endommagé en mai 2015 par les forces armées de Daech. En réponse à la destruction du site, l'UNESCO a envoyé une mission d'évaluation rapide à Palmyre du 24 au 26 avril 2016, grâce à son Fonds d'urgence pour le patrimoine. Les fragments du Lion du temple d'Al-Lât ont été transférés par la DGAM à Damas où sa restauration s'est achevée en octobre 2017, dans le cadre du projet de l'UNESCO de sauvegarde d'urgence du patrimoine culturel syrien.

Financé par l'Union européenne avec le soutien du Gouvernement flamand et de l'Autriche, et mené en partenariat avec le Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM) et le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), le projet protège et sauvegarde le patrimoine culturel syrien en offrant une assistance technique, en surveillant et en recensant le patrimoine culturel syrien, en développant les capacités des experts et des institutions du pays et en conduisant des efforts de sensibilisation au niveau national et international.



Autrefois gardienne du temple d'Al-Lât à Palmyre (Syrie), la statue du Lion d'Athéna, vieille de 2000 ans, se dresse à nouveau, après avoir subi d'importants dommages en 2015 de la part de Daech et avoir été complètement restaurée en 2017 dans le cadre du projet de l'UNESCO de sauvegarde d'urgence du patrimoine culturel syrien.

En réponse au ciblage répété du patrimoine culturel iraquien, l'UNESCO et le ministère de la Culture d'Iraq ont lancé en août un Plan de réponse pour la sauvegarde du patrimoine culturel dans les zones libérées d'Iraq, pour soutenir les opérations d'évaluation et de renaissance. Restes de la Grande mosquée Al-Nouri de la vieille ville de Mossoul, détruite cette année.



■ Vers le redressement en Iraq

Une conférence internationale de coordination sur la sauvegarde du patrimoine culturel dans les zones libérées d'Iraq s'est tenue à l'UNESCO les 23 et 24 février et a rassemblé des experts iraqiens et internationaux pour examiner l'état du patrimoine culturel dans les zones libérées du pays, pour définir les priorités en matière de préservation et pour identifier les initiatives visant à protéger les sites archéologiques, le patrimoine urbain, les sites et monuments religieux, les collections des musées et des manuscrits historiques, ainsi que pour prévenir le pillage et le trafic illicite. L'attention s'est portée particulièrement sur Nimrud et les sites du patrimoine mondial d'Assour (Qal'at Sherqat) et d'Hatra.

La réunion était organisée par l'UNESCO et le ministère de la Culture iraqien, avec la contribution financière du gouvernement japonais dans le cadre du projet « Conservation préventive des collections du musée iraqien et des sites du patrimoine culturel présentant un risque imminent » dirigé par le Bureau de l'UNESCO

en Iraq. Les participants ont adopté un plan d'action prioritaire d'urgence et des projets de sauvegarde à moyen terme, et convenu de mettre en place un Comité de pilotage conjoint (JSC) coprésidé par le ministre iraqien de la Culture et le Bureau de l'UNESCO pour l'Iraq.

Quelques semaines plus tard, la Directrice générale saluait la libération du musée de Mossoul dont les collections avaient été en grande partie détruites en 2015. Des plans avaient été rapidement établis pour que le personnel de l'UNESCO appuie les opérations d'évaluation et de reconstruction.

En avril, l'UNESCO saluait la libération du site d'Hatra, inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en péril depuis 2015. Les rapports préliminaires confirment qu'Hatra a subi de nouvelles destructions depuis l'occupation par Daech en 2015. Dès que les conditions de sécurité l'ont autorisé, l'UNESCO a envoyé, en coopération avec le gouvernement iraqien, une mission d'évaluation rapide d'urgence pour estimer précisément les dommages et prendre des mesures de sauvegarde d'urgence avant de préparer des plans de gestion de la conservation du site.



© 2018, DigitalGlobe

Malheureusement, on apprenait en juin que la Grande mosquée Al-Nouri de Mossoul avait été détruite. La Grande mosquée avait été construite par Nureddine Zangi en 1172 de notre ère et sa caractéristique la plus emblématique était le minaret penché Al-Hadba (le bossu). « Le minaret Al-Hadba et la mosquée Al-Nuri à Mossoul figuraient parmi les sites emblématiques de la ville et étaient un symbole d'identité, de résilience et d'appartenance. Quand Daech a pris pour cible la mosquée et le minaret il y a quelques mois, la population de Mossoul a formé une chaîne humaine pour protéger le site, apportant une nouvelle preuve que la protection du patrimoine ne peut être dissociée de la protection des vies humaines », a déclaré la Directrice générale le 22 juin.

Le mois d'août a vu le lancement d'un Plan de réponse pour la sauvegarde du patrimoine culturel dans les zones libérées d'Iraq, mis au point par l'UNESCO et le ministère de la Culture d'Iraq. Ce plan repose sur les recommandations émises lors de la conférence de février.

En avril, l'UNESCO saluait la libération du site d'Hatra, site du patrimoine mondial inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en péril depuis l'occupation par Daech en 2015. Dès que les conditions de sécurité l'ont permis, l'UNESCO a envoyé une mission d'évaluation et a commencé à préparer des plans de gestion pour la conservation du site.

Renforcement de la coopération avec la Cour pénale internationale pour lutter contre les attaques contre le patrimoine culturel

Le 6 novembre, la Directrice générale et la Procureure de la Cour pénale internationale (CPI) ont signé une lettre d'intention pour officialiser et renforcer leur collaboration, dans le contexte d'un panel international de haut niveau intitulé « Répondre au nettoyage culturel, prévenir l'extrémisme violent », organisé au siège de l'UNESCO.

Le 27 septembre 2016, la CPI avait déclaré Ahmad Al Faqi Al Mahdi coupable de crime de guerre pour la destruction des mausolées de Tombouctou et l'avait condamné à neuf ans de prison. Cette décision historique, une première, a clairement indiqué que le ciblage intentionnel du patrimoine culturel était un crime grave, puni en conséquence, en particulier par des indemnisations le cas échéant.

L'UNESCO participe également à la nouvelle initiative du Bureau du Procureur de la CPI sur le patrimoine culturel, dont la finalisation et l'adoption sont prévues en 2018.



■ Renforcer la protection du patrimoine au Cambodge

À la demande du Cambodge, le Comité pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, réuni au Siège de l'UNESCO à Paris les 29 et 30 novembre, a accordé le statut de « protection renforcée » à Angkor, site culturel du patrimoine mondial. La protection renforcée, mécanisme établi par le deuxième Protocole à la Convention de La Haye de 1954, augmente la protection légale d'un bien culturel spécifiquement désigné, en s'assurant qu'il ne sera pas utilisé à des fins militaires. Le Cambodge est le 8^e pays à bénéficier de ce statut.

D'anciens bijoux restitués au Cambodge

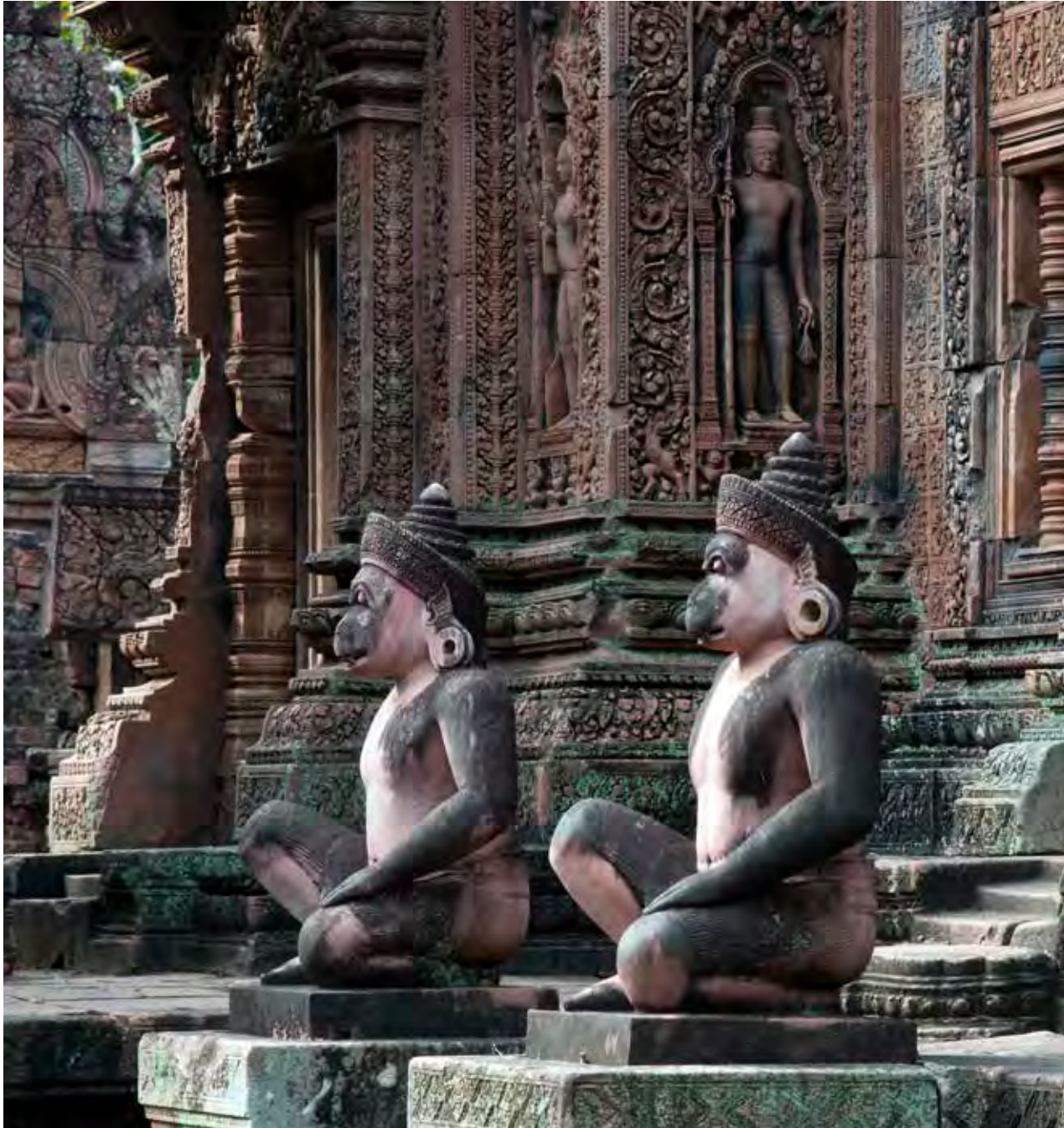
Le retour au Cambodge d'une parure angkoriennne ancienne en or a été célébré le 2 décembre lors d'une grande procession dans les rues de Phnom Penh. La parure de dix pièces, qui comprend une couronne, des boucles d'oreilles, des bracelets et un ornement pectoral, avait été volée à Angkor Wat pendant la guerre civile des années 1970 et ne fut retrouvée que récemment dans le catalogue en ligne d'un marchand d'art londonien. Les objets datent probablement de l'Empire khmer, dynastie autrefois très puissante qui dominait la plus grande partie du Cambodge actuel, la Thaïlande, le Viet Nam et le Laos entre le IX^e et le XV^e siècle.

Dès que les pièces ont été identifiées, le Cambodge a demandé leur retour. L'UNESCO a apporté son aide dans le processus de vérification de l'authenticité des bijoux. L'UNESCO a déjà été impliquée avec succès dans plusieurs démarches de retour d'objets volés du patrimoine cambodgien.

Le Bureau de l'UNESCO à Doha a collaboré avec des partenaires locaux au Yémen pour récolter des données sur les dommages que le conflit actuel fait subir aux bâtiments du patrimoine du pays. L'évaluation des bâtiments du patrimoine a montré qu'approximativement 20 % du tissu urbain de la vieille ville de Sana'a nécessite une reconstruction ou des mesures urgentes de conservation, comme l'illustre la photo ci-dessus. Afin de faciliter ce travail de documentation, le Bureau de Doha a créé une application mobile pour mettre à jour la base de données SIG pour la vieille ville et spécialement pour ses quartiers Rawda et Bir al Azab. Le bureau travaille également en partenariat avec l'université d'Oxford pour développer une plateforme SIG pour le Yémen.



La coédition UNESCO/ICROM Endangered Heritage : Emergency Evacuation of Heritage Collections (Patrimoine en danger : évacuation en urgence des collections patrimoniales), publiée en 2016, a été traduite cette année en arabe et en népalais. Des éditions japonaise, turque et géorgienne paraîtront en 2018.



Statues gardiennes d'une porte du temple de Banteay Srei à Angkor (Cambodge), site du patrimoine mondial auquel le Comité pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé a accordé cette année le statut de « protection renforcée ». Le Cambodge rejoint sept autres États parties au deuxième Protocole à la Convention de La Haye de 1954 – l'Azerbaïdjan, la Belgique, Chypre, la Géorgie, l'Italie, la Lituanie et le Mali – qui possèdent des biens spécifiques protégés par le statut de protection renforcée.

■ La Liste du patrimoine mondial continue de s'agrandir

La Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO demeure l'un des programmes emblématiques de l'Organisation et représente un outil essentiel pour identifier et sauvegarder le patrimoine exceptionnel de l'humanité.

La 41^e session du Comité du patrimoine mondial s'est déroulée du 2 au 12 juillet à Cracovie (Pologne), ville inscrite sur la Liste du patrimoine mondial en 1978 après sa destruction presque totale au lendemain de la Seconde guerre mondiale. La cérémonie d'ouverture au château royal de Wawel a attiré près d'un millier de personnes. Au total, 2 921 personnes ont assisté aux sessions du Comité durant lesquelles 235 décisions ont été adoptées.

Au cours de cette session, le Comité du patrimoine mondial a examiné 154 dossiers sur l'état de conservation de 99 sites de la Liste du patrimoine mondial et étudié les propositions d'inscription de nouveaux sites. Il a inscrit 21 nouveaux sites et approuvé l'extension de cinq biens déjà inscrits.

La Liste du patrimoine mondial comprend à présent 1073, dont 832 sites culturels, 206 sites naturels et 35 sites mixtes. La Liste du patrimoine mondial en péril a été également revue : deux biens ont été ajoutés et trois autres ont été retirés, ce qui porte le nombre de sites sur cette liste à 54.

Importante fenêtre d'échanges sino-étrangers depuis le milieu du XIX^e siècle, Kulangsu, établissement historique international, est une petite île située dans l'estuaire du fleuve Chiu-lung, à proximité de la ville de Xiamen. Ce bien de la République populaire de Chine a été inscrit cette année sur la Liste du patrimoine mondial qui compte désormais 1 073 sites.





L'UNESCO évalue les dommages causés par un tremblement de terre de magnitude 7.1 au Mexique

Le tremblement de terre de magnitude 7.1 qui a frappé les états de Puebla et Morelos et la zone du Grand Mexico le 19 septembre a fait de nombreuses victimes (370 personnes ont été tuées et plus de 6 000 blessées) et endommagé le patrimoine de la région. Après le tremblement de terre, le Bureau de l'UNESCO au Mexique a rapidement collecté des informations sur les effets de la catastrophe sur les trois sites du patrimoine mondial situés dans la zone affectée – le Centre historique de Mexico et Xochimilco, les Premiers monastères du XVI^e siècle sur les versants du Popocatepetl, et le Centre historique de Puebla – ainsi que sur d'autres édifices d'importance historique et culturelle. Depuis, il a travaillé en étroite collaboration avec le ministère fédéral de la Culture et l'INAH, Institut national d'anthropologie et d'histoire, afin de déterminer le travail de restauration que vont nécessiter ces sites.

■ Sauvegarder le patrimoine immatériel de l'humanité

Le Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, composé des représentants de 24 États parties à la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003) a tenu sa réunion annuelle du 4 au 9 décembre sur l'île de Jeju (République de Corée). En 14 ans d'existence, la Convention a ainsi permis de mener à bien 140 projets de sauvegarde du patrimoine vivant dans 107 pays, et la Convention a été ratifiée par 175 États.

Trente-trois éléments ont été inscrits sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité durant la session du Comité, portant le nombre total des éléments inscrits au regard de la Convention de 2003 à 470. Le Comité



a également accordé une aide financière à l'Ouganda et à la Zambie, et ajouté six éléments à la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente.

47 éléments sont aujourd'hui inscrits sur la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente, mécanisme qui permet de mobiliser la coopération et l'assistance internationales nécessaires pour renforcer la préservation et la transmission du

Cérémonie d'ouverture de la 12^e réunion annuelle du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel qui s'est tenu du 4 au 9 décembre sur l'île de Jeju (République de Corée).

patrimoine immatériel. Des éléments des Émirats arabes unis, de Colombie et du Venezuela, et de Turquie ont été inscrits en 2017. Deux projets de Bulgarie et d'Ouzbékistan ont été également ajoutés au Registre des bonnes pratiques de sauvegarde.



mental Committee
ible Cultural Heritage

크 정부간위원회



© UNESCO

Le 5 décembre, un nouveau musée d'archéologie subaquatique a ouvert ses portes dans la forteresse du XVIII^e siècle de Reducto de San José El Alto, à Campeche (Mexique). Présenté comme un exemple de bonne pratique pour la promotion de l'accès au patrimoine culturel subaquatique lors d'une réunion des États parties à la Convention de l'UNESCO sur la protection du patrimoine culturel subaquatique en 2017, le musée retrace l'histoire du Mexique à travers les sites d'archéologie subaquatique et les épaves historiques. Le musée utilise les nouvelles technologies pour reconstruire les sites ainsi que différentes plateformes de médias pour présenter l'histoire des découvertes.

■ La préservation de notre patrimoine subaquatique

À la Conférence des États parties à la Convention de l'UNESCO sur la protection du patrimoine culturel subaquatique (2001), réunie au siège de l'Organisation les 30 et 31 mai, les délégués ont décidé de créer un Registre des bonnes pratiques en matière de protection du patrimoine culturel subaquatique, et ont désigné sept exemples représentant les meilleures pratiques, issus du Mexique, du Portugal et d'Espagne.

À la demande du Guatemala, l'UNESCO a convenu d'envoyer une mission d'experts du Conseil consultatif scientifique et technique pour évaluer les sites archéologiques mayas découverts en 1996 au fond du lac Atitlán dans le sud-ouest du pays.

Parmi eux, on trouve un village maya dont il reste des vestiges d'habitations et de monuments religieux. La mission, effectuée en avril, avait pour objectif de renforcer les capacités des spécialistes nationaux et de proposer un plan de gestion pour le site, en consultation avec les communautés locales.

58 pays ont à ce jour ratifié la Convention dont le but est d'aider à sauver des épaves anciennes, cités englouties, grottes ornées et autres vestiges culturels reposant sous l'eau du pillage et de la destruction des chasseurs de trésors, ainsi que d'autres menaces comme le changement climatique, les conflits et les techniques de pêche agressives. Le 1^{er} juin, le Conseil consultatif a tenu une réunion de suivi pour discuter des menaces qui pèsent sur le patrimoine subaquatique.



© Instituto Nacional de Antropología e Historia (INAH), México

Des nouvelles du terrain

Pérou

La thérapie par l'art aide les enfants à se remettre du traumatisme des inondations

En mars, des précipitations intenses générées par un phénomène El Niño ont causé des inondations très importantes et des coulées de boue dans le nord et l'ouest du Pérou, faisant des dizaines de morts, endommageant 115 000 demeures et forçant 45 000 élèves à manquer l'école. Pour répondre à cette situation, le Bureau de l'UNESCO à Lima s'est associé avec les ministères péruviens de l'Éducation (MINEDU) et de la Culture (MINCUL) pour

un projet intitulé « L'Art qui nous rend plus fort », conçu pour aider plus de 500 enfants d'une école primaire de la communauté de Parachique à se remettre du traumatisme de l'inondation.

Dans le cadre du projet, des artistes et des artisans de la région ont été formés aux techniques de la thérapie par l'art qui visent à encourager les enfants à exprimer leurs sentiments à travers l'art.

Parmi eux, Iván Paiva Pazos, artiste de 23 ans, a fondé il y a cinq ans l'association culturelle Passion, force et tradition, dédiée à la promotion des danses folkloriques locales. Il remarque que « malgré notre manque de fonds, notre groupe a aidé des danses locales importantes à être

reconnues. Aujourd'hui notre défi concerne les enfants de Parachique que nous confortons avec notre art à chaque séance. C'est un enseignement mutuel dont nous profitons aussi ».

Alexandra Vargas Calle, étudiante en psychologie et actrice, membre du Centre des quatre murs à Piura, pense que le théâtre peut être un moyen très fort d'autonomiser les jeunes, et déclare : « Nous avons noué un lien psychologique et émotionnel incroyable avec les enfants qui participent. Ils jouent en totale liberté et nous ne leur mettons aucune limite artistique. Chaque groupe apporte son essence culturelle et nous avons déjà remarqué des changements en eux, qui les aideront à dépasser le choc des inondations. »

Les enfants de la ville côtière de Parachique se remettent petit à petit de l'impact des inondations et des coulées de boue qui ont touché les provinces du nord-ouest du Pérou au début de 2017, grâce à des ateliers de thérapie par l'art organisés par le Bureau de l'UNESCO à Lima et les ministères péruviens de l'Éducation et de la Culture. Quelque 45 000 élèves ont bénéficié de cet effort conjoint.



■ Protéger la diversité des expressions culturelles dans le monde numérique

Les représentants des 144 pays, plus l'Union européenne, ayant ratifié la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles ont examiné les moyens d'appliquer ses principes directeurs à l'environnement numérique lors de leur réunion biennale au siège de l'UNESCO du 13 au 15 juin. À cette occasion ils ont approuvé les Directives opérationnelles concernant la mise en œuvre de la Convention dans l'environnement numérique, afin d'aider à garantir que les artistes et producteurs bénéficient pleinement et justement du potentiel des technologies de l'information. Les Directives sont le fruit de cinq années de recherche et de débat avec des experts, des gouvernements et la société civile sur les défis et le potentiel présentés par l'expansion des réseaux sociaux et des contenus générés par les utilisateurs, la prolifération des appareils multimédias et l'émergence de puissantes entreprises opérant sur Internet. Les Directives réaffirment fortement la nécessité de respecter les droits humains dans l'environnement numérique, notamment la liberté d'expression, la liberté artistique et l'égalité des genres.

Lors de la dernière journée de la réunion, des bénéficiaires du Burkina Faso, de Haïti et du Maroc ont mis en lumière le rôle d'appui qu'a joué le Fonds pour la diversité culturelle (FIDC) dans le renforcement des industries culturelles des pays en développement.

En amont de la Conférence des Parties, le 12 juin, l'UNESCO et la Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs (CISAC) ont organisé un Forum des organisations de la société civile avec l'Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO

et Président du CISAC Jean-Michel Jarre, et la réalisatrice norvégienne de films documentaires Deeyah Khan, Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO pour la liberté artistique et la créativité.

Le 12 décembre l'UNESCO a organisé un débat sur le thème « Industries culturelles et créatives : un nouvel agenda pour la communauté du développement ? » qui a rassemblé un ensemble d'experts provenant de structures gouvernementales ou non gouvernementales pour explorer le nouveau rôle des industries culturelles et créatives dans les stratégies de développement international. Les experts ont noté que divers programmes nationaux de développement durable incluent de plus en plus la culture et la créativité comme domaine d'intervention important, et que de nombreux ministères et partenaires au développement élaborent des stratégies spécifiques pour aborder le rôle des industries culturelles et créatives dans le développement durable.

Le Comité intergouvernemental pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles a continué ses travaux sur ces thèmes lors de sa 11^e session à l'UNESCO du 12 au 15 décembre. Le Comité a choisi sept initiatives visant à dynamiser l'économie créative dans le monde comme nouveaux bénéficiaires du Fonds international pour la diversité culturelle (FIDC). Ces projets centrés sur le cinéma, le théâtre, l'art et les politiques publiques, ainsi que l'entrepreneuriat culturel, incluent d'importants modèles de coopération Sud-Sud.

Le 14 décembre, Audrey Azoulay et des représentants du gouvernement suédois ont lancé le nouveau rapport mondial *Repenser les politiques culturelles*, qui examine la manière



dont les pays dans le monde conçoivent des politiques répondant aux objectifs de la Convention de 2005.

« La diversité reste un combat, en 2018 comme en 2005. La culture n'est pas une marchandise : elle porte des valeurs et des identités, elle donne des repères pour vivre ensemble dans un monde globalisé. Notre rôle est d'encourager, de questionner, de recueillir des données, pour comprendre et dynamiser les filières créatives, encourager la mobilité des artistes, stimuler un secteur en pleine mutation dans le nouvel environnement numérique », a déclaré Mme Azoulay en ouverture de la table ronde réunissant les auteurs du rapport. Elle a appelé à des actions positives pour combler l'important déficit de financement de la culture, alors que la part de l'aide au développement consacrée à la culture est aujourd'hui à son plus bas niveau depuis plus d'une décennie.

L'édition 2018 du rapport mondial Repenser les politiques culturelles, qui examine la manière dont les pays conçoivent des politiques répondant aux objectifs de la Convention de 2005, a été lancée le 14 décembre au siège de l'UNESCO par Audrey Azoulay nouvellement élue Directrice générale de l'Organisation.



© UNESCO/Frank Mays ASSOUMOU

L'UNESCO et la Banque mondiale collaborent pour la culture, le développement urbain et la résilience

Le 13 juillet, Irina Bokova et Sameh Wahba, Directeur des Pratiques mondiales sociales, urbaines, rurales et de résilience à la Banque mondiale, ont signé au siège de l'UNESCO un nouveau protocole d'accord (MoU) dans le but de renforcer l'engagement commun des deux institutions à promouvoir le développement durable par un investissement dans la culture, le développement urbain et la résilience. Le MoU fournit un cadre d'action conjoint pour faire avancer la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et précise trois domaines d'action stratégiques : les paysages historiques urbains et la régénération urbaine, les industries culturelles et créatives, la résilience et la gestion des risques de catastrophe.

L'accord coïncide avec l'Année internationale des Nations Unies du tourisme durable pour le développement, et reflète la nécessité de s'assurer que les revenus générés par le secteur d'ici 2030, estimés à 1,8 milliard de dollars, contribuent à la durabilité et à la préservation du patrimoine matériel et immatériel.

Le lancement du rapport a été suivi par un panel de discussions réunissant producteurs et distributeurs de films sur le thème « Vers des politiques de soutien au cinéma indépendant ? » pour relever les défis du secteur du cinéma indépendant en termes de financement et de distribution dans le nouvel environnement numérique.

■ Le réseau des villes créatives

Du 30 juin au 2 juillet, la ville française d'Enghien-les-Bains a accueilli la XI^e réunion du Réseau des villes créatives de l'UNESCO, qui compte désormais 180 villes dans 72 pays, représentant sept domaines créatifs : artisanat et arts populaires, arts numériques, design, film, gastronomie, littérature et musique. La réunion a rassemblé 2 000 participants, dont des dizaines de maires, représentant 100 villes créatives de 53 pays.

La « soirée tam-tam africain » a été l'un des événements qui se sont déroulés à Libreville (Gabon), coorganisés par le Bureau de l'UNESCO à Libreville pour célébrer la Journée mondiale 2017 de la diversité culturelle pour le dialogue et pour le développement.

Ville créative des arts numériques depuis 2013, Enghien-les-Bains a mené un programme artistique parallèle intitulé Data cities qui se décline en expositions, présentations interactives, concerts au cœur de la ville. Les délégués ont adopté un nouveau cadre stratégique pour le réseau, qui rapproche ses objectifs stratégiques de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Nouvel agenda urbain.

Le 31 octobre, 64 nouvelles villes de 44 pays ont été désignées Villes créatives de l'UNESCO, dont 19 villes de pays jusqu'alors non représentés dans le Réseau.



La ville toscane de Carrare (Italie) a rejoint cette année le Réseau des villes créatives de l'UNESCO dans la catégorie artisanat et arts populaires. Carrare est célèbre dans le monde entier pour la beauté et la maîtrise de ses travaux sur le marbre régional blanc et bleu gris. Vue de l'atelier des marbres du sculpteur néoclassique Carlo Nicoli à Carrare.



Le projet initial des Réseaux UNESCO de la jeunesse méditerranéenne (NET-MED Youth), financé par l'Union européenne, se termine en mars 2018 mais on espère qu'il se poursuivra avec une deuxième phase. Dans cet esprit, plus de 100 personnes se sont réunies à Bruxelles (Belgique) le 19 septembre pour créer des réseaux de travail et discuter des voies à suivre pour continuer à façonner l'avenir de la région Méditerranée. Le groupe comptait des jeunes bénéficiaires de NET-MED Youth d'Algérie, d'Israël, de Jordanie, du Liban, de Libye, du Maroc, de Palestine et de Tunisie, des membres d'organisations de jeunesse européennes, des responsables de haut niveau de la Commission européenne et des collègues UNESCO du siège et des bureaux de terrain.

CHAPITRE 4



**Apprendre
à vivre ensemble**

Apprendre à vivre ensemble

Pour que les êtres humains puissent vivre ensemble en harmonie dans le futur, il faudrait que tous aient des droits égaux : les femmes comme les hommes, les jeunes comme les vieux, les membres des minorités, les populations des pays industrialisés comme celles des pays en développement. Une grande partie du travail de l'UNESCO est consacrée à ceux qui pâtissent d'un désavantage – les femmes, les pauvres et les jeunes – et qui sont bien souvent insuffisamment consultés. Les événements, le travail en réseau et les publications de 2017 ont prolongé ce travail important qui consiste à chercher l'inclusion et l'équité, bases essentielles d'une culture de paix et de compréhension mutuelle.

■ Pour les jeunes, une voix et un rôle

Le monde compte aujourd'hui 1,8 milliard de jeunes entre 10 et 24 ans. C'est la plus grande population de jeunes de tous les temps, et c'est une opportunité pour leur offrir à profit l'énergie des jeunes générations et opérer un changement positif. Un d'entre eux sur dix vit dans une zone de conflit et 24 millions ne sont pas scolarisés. Les autres facteurs qui les affectent négativement sont l'instabilité politique, le manque d'emplois et le peu d'espace accordé à la participation politique et civile.

Que peut faire l'UNESCO pour travailler avec eux et pour les aider ? Son premier Forum des jeunes s'est tenu en 1999, et les forums qui ont suivi sont devenus partie intégrante de la Conférence générale de l'Organisation. Une analyse d'impact de grande ampleur des précédents Forum des jeunes et de la Stratégie opérationnelle pour la jeunesse 2014-2021 a montré cependant que les recommandations du Forum étaient rarement prises en compte, que l'engagement des jeunes participants dans le suivi était très faible et que beaucoup de jeunes se considéraient traités comme de simples bénéficiaires et non pas en acteurs et

en partenaires. Le message était clair : l'UNESCO doit travailler différemment avec les jeunes.

Les changements ont commencé en 2016, avec l'introduction d'interactions directes, via les médias numériques, avec des jeunes femmes et hommes du monde entier. La communauté Facebook des jeunes de l'UNESCO est née, tout comme l'initiative #YouthOfUNESCO (Jeunes de l'UNESCO) qui vise à fournir une plate-forme aux jeunes qui mènent des changements dans leurs communautés. 2017 a été l'année de la remise en plat radicale du format du Forum des jeunes, de façon à ce que les jeunes formulent des recommandations sur la manière dont l'UNESCO peut s'engager avec eux, y compris en travaillant avec des jeunes artisans du changement au niveau régional et sous-régional, ainsi que d'autres suggestions concrètes de collaboration.

Les jeunes ont été invités à expliquer pourquoi ils devaient participer et 60 participants ont été sélectionnés parmi plus de 2 500 candidats. Tous dirigent ou cofaçonnent une initiative sociale liée à un domaine de spécialisation de l'UNESCO.

Des sessions d'étude sur la façon d'intégrer les ODD dans les projets communautaires des jeunes leaders ont été coordonnées par des collègues UNESCO en février au Soudan du Sud et en Ouganda. Elles s'inscrivaient dans le cadre d'une vaste mission menée par la Whitaker Peace & Development Initiative et dirigée par Forest Whitaker, Envoyé spécial de l'UNESCO pour la paix et la réconciliation, et Défenseur des ODD pour les Nations Unies.



© UNESCO/WPDI



2017 a vu une refondation radicale du format du Forum des jeunes. 60 participants – des anciens enfants soldats, des jeunes réfugiés, de jeunes militants environnementaux, des entrepreneurs sociaux – ont été sélectionnés parmi plus de 2 500 candidats et se sont réunis au siège de l'UNESCO pour discuter de la meilleure façon pour l'UNESCO de travailler avec les jeunes.



L'exposition photographique « Le Pouvoir de l'empathie », hommage à la compréhension et à la solidarité des jeunes, a été inaugurée lors de la deuxième Conférence internationale sur le volontariat des jeunes et le dialogue qui s'est tenue au siège de l'UNESCO en septembre. C'est le résultat d'un concours photo mondial pour les jeunes, lancé par l'UNESCO sur les réseaux sociaux début 2017.

Parmi eux, des anciens enfants soldats, des jeunes réfugiés, de jeunes militants environnementaux, des entrepreneurs sociaux. Ce groupe extrêmement diversifié s'est réuni à l'UNESCO les 25 et 26 octobre. Leurs sujets de discussion ont porté sur l'engagement des jeunes dans des questions thématiques telles que la consolidation de la paix, la dégradation de l'environnement et les jeunes comme ambassadeurs culturels performants.

Cette réorientation des activités permet à l'UNESCO de collaborer avec une gamme de jeunes militants de tous les continents, dont

beaucoup développent déjà des solutions révolutionnaires à certains des plus grands défis mondiaux, afin de mieux répondre aux besoins des jeunes du monde entier.

L'UNESCO a pris plusieurs initiatives d'envergure en 2017 pour autonomiser les jeunes et leur offrir des choix. Dans la région des États arabes, où les conflits et la violence touchent aussi bien les vieux que les jeunes, comment les jeunes utilisent-ils le pouvoir de la culture et des arts pour résister à la violence, préserver et reconstruire leur société et ses identités diverses ? Une conférence régionale « Patrimoine culturel et identité : une perspective de la jeunesse de la région arabe », organisée par l'UNESCO à Tunis-Carthage du 1^{er} au 3 mars 2017, a réuni un ensemble d'experts du patrimoine culturel, de représentants d'organisations de jeunesse, de la société civile et d'autorités municipales, d'institutions publiques et d'universités d'une douzaine de pays du nord, du sud et de l'est de

la Méditerranée. Le but était d'aider les jeunes à participer efficacement à la protection du patrimoine et à la consolidation de la paix dans la région arabe, en leur offrant une plateforme sans précédent pour un débat éclairé et une pensée créatrice sur les thèmes de la consolidation de la paix, de la cohésion sociale, des droits et du dialogue.

La conférence a cherché à mettre en valeur des expériences réussies de coopération dans le domaine, à expliquer l'importance de la sauvegarde du patrimoine pour un renouveau démocratique et l'évolution des sociétés, et à identifier et soutenir des projets pilotes de consultation pour l'amélioration de l'implication civique. Les participants ont souligné l'importance de la diversité et leurs propositions incluaient une meilleure éducation/formation formelle et non formelle au patrimoine culturel, de nouveaux modèles d'entrepreneuriat social et privé initiés par les jeunes et sensibles aux différences entre les genres, de meilleures politiques pour protéger et aider les artistes, des plateformes étendues pour les projets culturels et artistiques, en particulier ceux qui reposent sur les médias sociaux, et, critère capital, l'encouragement des bailleurs de fonds publics et privés à être davantage sensibles au soutien de la culture et des arts.

« Prévenir l'extrémisme violent et renforcer la cohésion sociale » était le thème de la seconde Conférence internationale sur le volontariat des jeunes et le dialogue qui s'est tenue au siège de l'UNESCO du 25 au 27 septembre. L'initiative était financée par le Programme international pour une culture de paix et de dialogue du Roi Abdullah bin Abdulaziz. Parmi les organisations participantes on comptait le Programme des volontaires des Nations Unies, l'Organisation mondiale du mouvement scout et la Fondation mondiale des scouts.

2017 se conclut sur une note positive pour les Réseaux de la jeunesse méditerranéenne de l'UNESCO

Le propos était de promouvoir la solidarité, l'empathie, la pensée critique, l'engagement social, la participation civique et la collaboration internationale entre des jeunes bénévoles du monde entier, dont une centaine était présents. Quatre thèmes principaux ont été abordés : les réfugiés et la migration, l'importance de l'éducation interculturelle, le rôle des médias et des réseaux sociaux dans la construction d'un dialogue positif et l'engagement de la jeunesse pour le patrimoine culturel et les arts. La conférence a accueilli des ateliers d'arts dramatiques, une étude de la « bibliothèque humaine » – conçue pour contrer la discrimination – et une discussion sur le rôle du sport dans la lutte contre la violence.

Depuis leur lancement en février 2014, Les Réseaux de l'UNESCO de la jeunesse méditerranéenne (NET-MED Youth) ont formé plus de 4 000 jeunes à l'analyse politique, au dialogue, à la planification stratégique, au plaidoyer, aux médias, à la liberté d'expression, à la communication, aux politiques du marché du travail et bien plus encore. Le réseau est aujourd'hui fort de 150 membres actifs dans 9 pays, de 7 politiques nationales de la jeunesse révisées ou mises en œuvre, de 12 études sur les besoins et aspirations des jeunes. Le projet initial de trois ans, mis en œuvre par l'UNESCO et financé par l'Union européenne, se termine en mars 2018 mais on espère qu'il se poursuivra avec une deuxième phase.

NET-MED Youth travaille avec des organisations de jeunes de 19 pays des bassins Est et Ouest de la Méditerranée. Son objectif central est de stimuler les jeunes à travers l'engagement civil, l'apprentissage et le désir de faire la différence, ainsi que de créer une plateforme solide pour qu'ils puissent devenir leaders et acteurs de l'innovation.

Ses projets incluent Jeun'Experts, en Tunisie, plateforme numérique pilote qui met à l'honneur une centaine de jeunes actifs, avec une expertise dans les domaines de l'économie, de la politique, de la dynamique sociale et culturelle, et des médias, ainsi qu'une base de données en ligne créée au Liban par des jeunes pour mettre en lumière de jeunes professionnels et experts. Des formations et des consultations ont conduit à la création ou à la révision des politiques et des stratégies pour la jeunesse en Palestine et au Maroc, et ce travail est en cours en Tunisie et en Jordanie. La question du chômage des jeunes a toujours été présente ainsi que des questions liées aux jeunes, telles que la protection du patrimoine culturel, les Objectifs de développement durable et l'Agenda pour la jeunesse, la paix et la sécurité.

Plus de 100 participants venus du monde entier ont échangé et réfléchi ensemble sur la prévention de l'extrémisme violent et le renforcement de la cohésion sociale lors de la deuxième Conférence internationale sur le volontariat des jeunes et le dialogue qui s'est tenue au siège de l'UNESCO du 25 au 27 septembre.



Les besoins des personnes âgées

Entre 2016 et 2050, le nombre des personnes âgées dans la région Asie-Pacifique devrait plus que doubler, passant de 547 millions à 1,3 milliard. Aujourd'hui déjà, environ 60 % des personnes âgées dans le monde sont originaires de la région. D'ici 2050, une personne sur quatre y aura plus de 60 ans et la proportion des « plus âgés », c'est-à-dire des personnes âgées de plus de 80 ans, représentera un cinquième de la population âgée. Il y aura plus de femmes que d'hommes, et les effets cumulatifs de la discrimination feront que de nombreuses femmes seront particulièrement désavantagées économiquement.

Comment les pays peuvent-ils générer de la croissance économique dans cette situation ? Et comment faire pour bien aider les personnes âgées ? Les solutions à ces problèmes résident souvent dans les innovations sociales — de nouvelles idées pour des produits, des services et des modèles qui, en même temps, répondent aux besoins sociaux et créent de nouvelles collaborations sociales. Le Programme de l'UNESCO MOST (Gestion des transformations sociales) cherche à identifier des innovations sociales dans des contextes locaux et à aider à répandre largement leur impact.

Le premier Forum MOST des ministres du Développement social de l'Asie et du Pacifique, que le programme MOST a organisé avec le gouvernement malaisien, a été conçu pour répondre à ces questions. Des ministres et des hauts responsables d'Asie et du Pacifique se sont réunis avec des chercheurs et des scientifiques à Kuala Lumpur (Malaisie) du 20 au 23 mars. Le but était d'explorer trois thèmes importants qui vont transformer la région : le vieillissement, l'égalité entre les genres et l'innovation sociale — sous le thème général « Construire des sociétés inclusives en Asie-Pacifique ». Les résultats du forum contribueront à la mise en œuvre de la Stratégie MOST adoptée à la 199^e session du Conseil exécutif et de l'Agenda pour le développement durable.

À l'occasion de la Journée internationale des femmes, une exposition d'art au siège de l'UNESCO du 7 au 17 mars célébrait la créativité des jeunes femmes dans la construction de l'avenir. Des œuvres d'artistes représentant toutes les régions du monde étaient exposées, dont des sculptures de Mme NiaVal Ngaro (Îles Cook) qui sourit au public.

■ Les femmes en vedette

À l'occasion de la Journée internationale de la femme le 8 mars, une exposition d'art au siège de l'UNESCO célébrait la créativité des jeunes femmes dans la construction de notre avenir. Les artistes issus de dix pays (Azerbaïdjan, Belgique, République populaire de Chine, Égypte, Grèce, Honduras, Îles Cook, Pologne, République dominicaine et Tunisie) étaient présentées par les délégations permanentes.

Une table ronde intitulée « Le courage de créer : l'égalité des genres et des arts » était consacrée aux défis auxquels sont confrontées les femmes artistes, à l'art comme moyen d'expression pour les femmes ou encore au rôle que l'art peut jouer pour déconstruire les stéréotypes liés au genre. Elle a été suivie par un concert de la chanteuse populaire Louane et du groupe Her qui a attiré un public de 420 personnes, et par le spectacle de danse Des oiseaux, mis en scène par Axelle Migé.

Une réunion de deux jours dans le cadre de la Journée internationale de la femme, organisée par la Division pour l'égalité des

genres, a fait appel à dix chaires UNESCO dans le domaine de l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes pour discuter de leur contribution au Plan d'action pour l'égalité des genres de l'UNESCO (GEAP II) et à ses grands programmes. La réunion a également été l'occasion d'établir de futurs mécanismes de collaboration. De même, CAMPUS UNESCO a invité quatre orateurs à partager leur attachement et leur engagement envers l'égalité des genres avec les jeunes de lycées parisiens.

La Journée internationale de la femme a été également célébrée dans le monde entier et les événements régionaux de l'UNESCO ont traité de sujets comme « Les droits des femmes à travers le jazz » à Santiago (Chili), « Autonomiser les femmes dans les médias soudanais », ateliers sur le travail de l'Association féminine Ghor el Safi à Amman (Jordanie), et « Célébration des femmes du Costa Rica dans les sciences et la technologie ». La Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO a organisé une conférence



en ligne au cours de laquelle des femmes océanographes ont partagé leurs expériences personnelles et professionnelles avec les jeunes participantes, et un appel à candidature a été lancé pour le premier Prix UNESCO pour l'éducation des filles et des femmes, créé pour récompenser les innovations et les contributions exceptionnelles d'individus, d'institutions et d'organisations.

La campagne 2017 de sensibilisation « Les femmes font l'info », qui s'adresse à tous les acteurs impliqués dans le domaine des médias et dans les choix des sujets par les médias, a été organisée par l'UNESCO en collaboration avec l'Alliance mondiale genre et médias et ONU Femmes. Elle invitait des rédacteurs en chef, journalistes et blogueurs, en ligne ou non, ainsi que des écoles de journalisme, organisations intergouvernementales, ONG, et des entreprises de hautes technologies à faire le test de l'égalité des genres. Une nouvelle édition de l'*eAtlas de l'UNESCO sur les inégalités entre les sexes dans l'éducation*, a été publiée en ligne par l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU).

Une série d'événements sur le « Soft power de l'UNESCO aujourd'hui » a été lancée le 30 juin par une conférence de haut niveau sur le thème « Promouvoir l'autonomisation et le leadership des femmes » au siège de l'UNESCO. Première du genre, la conférence a réuni plus d'une cinquantaine de personnalités de haut niveau – dirigeants et acteurs du changement de domaines et de provenances divers – pour qu'ils apportent leurs visions et perspectives sur les façons dont l'UNESCO peut contribuer à l'agenda du développement durable, et particulièrement à l'autonomisation et au leadership des femmes. Le but est de fournir une plateforme pour commencer à identifier des partenariats inclusifs et novateurs



© UNESCO

permettant de faire avancer l'autonomisation et le leadership des femmes et des filles. L'assistance de près de 600 personnes a été une preuve de succès.

Les sessions se sont penchées sur l'autonomisation des femmes, l'éducation, la paix et la sécurité, le leadership des femmes dans les secteurs public et privé et l'importance de rompre avec les stéréotypes de genre. Lors de la cérémonie de clôture, une déclaration a été présentée qui renouvelait l'engagement de l'UNESCO à agir comme champion de la promotion de l'égalité des genres sur la scène internationale. Tirant parti de la richesse de son expérience et utilisant son soft power, l'UNESCO est déterminée à intensifier les initiatives et les bonnes pratiques existantes, tout en identifiant de nouveaux domaines, de nouvelles approches et de nouvelles modalités ayant le potentiel de contribuer à l'autonomisation des femmes dans l'avenir.

Un nouveau rapport intitulé Le soft power de l'UNESCO aujourd'hui : Encourager l'autonomisation et le leadership des femmes (multilingue) présente les conclusions et les recommandations de la conférence de haut niveau qui s'est tenue au siège de l'Organisation le 30 juin.

L'UNESCO remplit sa mission par un plaidoyer pour la paix et le développement et avec le soft power de la persuasion. Dans ce contexte, une série de discussions thématiques a été organisée le 30 juin, dont une conférence de haut niveau avec des experts internationaux qui a servi de plateforme pour identifier des pistes de partenariats novateurs et inclusifs permettant de travailler à l'autonomisation et au leadership des femmes et des filles.



Burundi

Des colombes et des tambours au lancement d'une campagne pour une culture de paix

Des milliers d'étudiants et de jeunes dirigeants de partis politiques et de la société civile ont participé à une marche et à une manifestation à Bujumbura le 30 mars, dans le cadre d'un événement de deux jours de lancement d'une campagne de mobilisation des jeunes pour créer une culture de la paix au Burundi. Le chant de la campagne a été composé par des jeunes et mis en musique par le groupe « Paix et amour ». Les tambours nationaux ont résonné et des jeunes filles ont exécuté des danses traditionnelles.

L'UNESCO a organisé cette campagne avec le Réseau des jeunes en action pour la paix, la réconciliation et le développement (REJA) et d'autres partenaires, à la suite des campagnes du Gabon et de Luena (Angola) en 2016, et en parallèle avec une campagne au Cameroun. Les jeunes se sont engagés à « avoir un esprit patriotique ; être conscients de leur rôle dans la consolidation de la paix et résister aux divers types de manipulations ; adopter des comportements responsables ; s'abstenir d'adhérer aux mouvements de violence ; cultiver la valeur de la vérité ». Les cérémonies se sont clôturées avec le lancement de trois colombes blanches symbolisant la paix que l'on espère voir se répandre dans le pays.

Dans le cadre du lancement de la campagne, les représentants ont ouvert trois ateliers de renforcement des capacités des radios locales, et ont donné des téléphones portables et des vestes de reportage, créant ainsi des synergies entre la communication et la culture de la paix. Ils ont également organisé des rencontres avec les autorités nationales, des représentants des agences des Nations Unies, des dirigeantes d'associations de femmes, de médias pour la jeunesse, des ONG partenaires, entre autres.

Vue de la campagne coorganisée en mars par le Bureau de l'UNESCO à Yaoundé, le Réseau des jeunes en action pour la paix, la réconciliation et le développement (REJA) et d'autres partenaires locaux, à Bujumbura (Burundi) pour inciter les jeunes à créer une culture de paix dans leur pays.



Autrefois, l'ordre du jour de la paix était en majorité dominé par des considérations de sécurité interétatiques ou intra-étatiques, mais aujourd'hui, le système des Nations Unies s'oriente vers une définition plus étroite de la paix, dépassant la simple absence de guerre ou de conflit violent. Les participants ont présenté la consolidation de la paix comme un processus large, fondé sur les populations et porteur de transformations, soutenu par des approches de « soft power » incluant l'éducation à la paix, le dialogue interculturel, le respect des droits humains et de la dignité humaine, l'inclusion sociale, le dialogue régional et le développement durable. Ils ont salué les efforts de l'UNESCO pour utiliser le pouvoir de l'éducation afin de « construire les défenses de la paix dans l'esprit des femmes et des hommes ».

Le 27 juin, au siège de l'UNESCO, des discours et de la musique ont accompagné la remise du Prix Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix, établi en 1990 par l'UNESCO pour « honorer les personnes vivantes, institutions ou organismes publics ou privés en activité ayant contribué de manière significative à la promotion, à la recherche, à la sauvegarde ou au maintien de la paix, dans le respect de la Charte des Nations Unies et

de l'Acte constitutif de l'UNESCO ». En 2017, les deux lauréats étaient Mme Giuseppina Nicolini, maire de Lampedusa, et l'organisation non gouvernementale française SOS Méditerranée. Tous deux ont déployé des efforts exceptionnels en vue de sauver la vie des réfugiés et des migrants, et de les accueillir avec dignité pour une nouvelle vie en Europe.

Zeinab Badawi à Harare (Zimbabwe) lors du tournage de la série de films de la BBC sur l'Afrique fondée sur l'Histoire générale de l'Afrique de l'UNESCO. Sur cette photo, elle parle au sculpteur Alan Adam dont le travail a été utilisé dans la série pour illustrer les techniques de la ferronnerie qui ont participé au façonnement de la civilisation africaine ancienne.

■ Célébration de l'histoire et de la culture africaine

« Investir dans la jeunesse africaine » était le thème des célébrations 2017 de la Semaine africaine de l'UNESCO. Les activités, au siège de l'Organisation du 22 au 24 mai, ont comporté des défilés de mode des jeunes stylistes Diana Magesa (Tanzanie) et Tatenda Sipula (Afrique du Sud), un atelier de maroquinerie organisé par la Maison Andridz (Madagascar), et un récital de contes de l'Afrique traditionnelle dits par Fouma Traoré (Burkina Faso). D'autres événements ont inclus une animation à destination des enfants

L'Histoire générale de l'Afrique à la télévision

L'Histoire générale de l'Afrique, outil déjà très influent, l'est devenu encore plus quand la collection a servi de base à une série de neuf films diffusés sur BBC World News. La Soudanaise Zeinab Badawi, réalisatrice de la série, a voyagé dans toute l'Afrique et interviewé des historiens, des archéologues et des citoyens africains dont les récits et les histoires dessinent une image vivante du passé de leur continent et de la façon dont il nourrit leurs vies actuelles. Les épisodes – Afrique mère ; Bétail, récoltes et fer ; le Don du Nil ; le Royaume de Kush ; la Montée d'Aksoum ; Rois et émirs ; Afrique du Nord ; Ancêtres, esprits et religion : et Islam africain – ont été diffusés pour la première fois en juillet et août.



avec des percussions, des danses africaines et des masques, une présentation de gastronomie créative par le jeune chef congolais Dieuveil Malonga et la projection du film *Tourbillon à Bamako* de Dominique Philippe.

« L'Afrique racontée par les Africains eux-mêmes » est le concept qui sous-tend la collection de *l'Histoire générale de l'Afrique*. Le continent africain est riche d'une histoire longue et complexe, et son peuple a édifié des civilisations qui se sont mesurées à toutes les autres civilisations du monde. Cependant, la plus grande partie de l'histoire du continent est très mal connue et les présentations, émises souvent d'un point de vue occidental, donnent une vision partielle et déformée. Lancé en 1964, le projet de l'UNESCO vise à reconstruire une histoire de l'Afrique libérée des préjugés raciaux hérités de la traite négrière et de la colonisation, et à favoriser une perspective africaine.

Depuis lors, huit volumes ont été publiés. Cette contribution majeure à la connaissance a eu un grand retentissement en Afrique et au-delà. En 2013, l'UNESCO a lancé le développement du volume IX, avec le soutien du gouvernement du Brésil et de la compagnie sud-africaine de télécommunications MTN. Cela sera l'un des points culminants de la contribution de l'UNESCO à la Décennie internationale des Nations Unies des personnes d'ascendance africaine (2015-2024). Le Comité scientifique international du volume IX s'est réuni à Xiamen (République populaire de Chine) du 4 au 9 décembre pour examiner et valider les dernières contributions, et finaliser le manuscrit.

Cette réunion s'est tenue en Chine et non en Afrique car le volume comprend des contributions sur les relations Chine-Afrique. Ce fut également une opportunité pour les membres du comité de discuter avec des chercheurs, des artistes et des représentants de la société civile, ainsi qu'avec des journalistes chinois.



Une représentation de la soirée de gala culturel à l'UNESCO lors de la Semaine africaine 2017.

L'avenir de l'Afrique est l'une des priorités intersectorielles majeures de l'UNESCO. Un atelier de formation de trois jours, « Localisation de l'objectif de développement durable 11 : Planification urbaine inclusive pour les autorités municipales en Afrique australe » s'est tenu à Swakopmund, dans la région d'Erongo (Namibie) du 17 au 19 mai. Les participants à l'atelier, organisé par le Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique australe (ROSA) en collaboration avec le ministère du Développement urbain et rural de Namibie, les Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), la chaire UNESCO pour les villes intermédiaires et l'Académie africaine des gouvernements locaux (ALGA), étaient des maires, des urbanistes, des conseillers municipaux, des responsables de développement communautaire, des représentants des habitants de bidonvilles et des universitaires de Botswana, du Malawi, de Namibie et de Zambie.

Parmi les présentations, on a découvert des détails du plan stratégique de l'Académie africaine des gouvernements locaux (ALGA), fondé sur dix projets prioritaires impliquant des mécanismes d'apprentissages par les pairs ; le nouvel agenda de l'UNESCO pour la construction de villes pacifiques, ouvertes et durables ; et l'Institut municipal



© UNESCO/Christelle Alix

M. Robert Badinter, ancien ministre français de la Justice et ancien Président de la Cour constitutionnelle française, et la Directrice générale de l'UNESCO récemment élue, Audrey Azoulay, lors du lancement le 11 décembre de la campagne de commémoration du 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme dont les événements se dérouleront tout au long de l'année 2018.

d'apprentissage de Swakopmund (SMILE) comme centre d'excellence et d'apprentissage pour les villes intermédiaires de la région d'Afrique australe.

■ Célébration des droits de l'homme

La Déclaration universelle des droits de l'Homme a été adoptée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale des Nations Unies. La commémoration par l'UNESCO de son 70^e anniversaire aura lieu pendant l'année 2018 mais a été lancée le 11 décembre 2017 au siège de l'UNESCO par la Directrice générale récemment élue Audrey Azoulay en présence d'éminents invités, dont M. Zeid Ra'ad Al Hussein, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, S.E. Mme Zohour Alaoui, Présidente de la Conférence générale de l'UNESCO, et M. Robert Badinter, ancien ministre français de la Justice et ancien Président de la Cour constitutionnelle française.

Bien que la Déclaration ait eu une immense influence, il reste beaucoup à faire pour soutenir les droits de l'Homme face à des défis tels que la détresse des réfugiés, la fréquence des viols et les formes modernes d'esclavage et de servitude.

Célébration de l'arabe

On compte plus de 290 millions de locuteurs natifs dans le monde, l'arabe est l'une des langues les plus parlées au monde et des millions de personnes le parlent plus ou moins bien en tant que seconde langue. Les célébrations de la Journée mondiale de la langue arabe, au siège de l'UNESCO les 18 et 19 décembre, avaient pour thème le « Rôle des nouvelles technologies et leurs différentes applications ».

Organisés en coopération avec la Délégation permanente du Royaume d'Arabie saoudite, avec le soutien de la Fondation du Prince Sultan Bin Abdulaziz Al-Saud, les événements ont permis de mettre en lumière la contribution de la langue arabe aux sciences et à la culture, dont la philosophie et les arts, et ont été marqués par un concert du compositeur et joueur d'oud iraquien Naseer Shamma, Artiste UNESCO pour la paix. Des tables rondes ont exploré la relation de la langue arabe avec les sciences ; la planification linguistique et son rôle dans la diffusion de la langue arabe ; l'ingénierie de la langue, ainsi que l'utilisation des nouvelles technologies dans l'enseignement de l'arabe et l'avenir de la langue. Cette célébration fait écho à la Décennie internationale du rapprochement des cultures (2013-2022), pour laquelle l'UNESCO est l'organisation chef de file au sein des Nations Unies.

France

Comprendre les préjugés et le racisme

Plus de 120 000 personnes ont visité la première grande exposition temporaire depuis la réouverture du Musée de l'Homme à Paris (branche du Muséum national d'histoire naturelle), « Nous et les autres – Des préjugés au racisme ». Organisée sous le patronage de l'UNESCO du 31 mars 2017 au 8 janvier 2018, l'exposition proposait une scénographie immersive originale ayant pour objectif d'apporter un éclairage scientifique sur les comportements racistes et les préjugés.

Comment se construisent les préjugés ? Quelle est la réalité des « races » d'un point de vue génétique ? Quels arguments opposer aux tenants d'une division de l'humanité en « races » ? Pourquoi des États en sont-ils venus à mettre en place un racisme institutionnalisé contre des catégories données d'individus ? Telles étaient certaines des questions auxquelles entendait répondre cette exposition qui reposait sur des recherches d'experts en anthropologie, biologie, sociologie et histoire.

Les visiteurs étaient invités à comprendre les mécanismes individuels et collectifs qui conduisent au rejet des « autres », sans moralisation ni jugement. Cette exposition met également en valeur la Coalition internationale des villes inclusives et durables (ICCAR) de l'UNESCO, réseau mondial travaillant avec des plans d'action régionaux pour offrir une plateforme robuste de lutte contre le racisme et les discriminations, et promouvoir l'inclusion et la diversité dans les villes. On espère que l'exposition sera montrée à l'UNESCO, dans d'autres villes en France et ailleurs.

Affiche de l'exposition « Nous et les autres – Des préjugés au racisme » au Muséum national d'histoire naturelle - Musée de l'Homme, à Paris, organisée sous le patronage de l'UNESCO.



Dans son discours, Mme Azoulay a insisté sur quatre défis persistants : les risques découlant de l'ignorance et du mépris des droits de l'Homme ; les conséquences dramatiques du terrorisme et de la montée de l'extrémisme violent ; la résurgence du relativisme culturel ; et la régression du multilatéralisme.

Le lancement a été suivi, le 12 décembre, par un Campus UNESCO pour les étudiants sur « Les droits de l'Homme d'aujourd'hui » et par un atelier interactif sur les « Initiatives nationales sur la sécurité des journalistes – Ce qui fonctionne ».



■ L'importance des humanités

Les entretiens en direct sur la page Facebook de la Conférence mondiale des humanités (CMH), qui s'est tenue du 6 au 12 août à Liège (Belgique), ont enregistré plus de 200 000 vues en une semaine. Plus

de 750 000 personnes ont regardé le live de la Conférence dans leur fil d'actualité Facebook. Et plus de 1 000 participants se sont déplacés, de tous les continents et de toutes les disciplines des humanités, sciences sociales et sciences naturelles, dont 300 orateurs provenant de 60 pays.

Comment répondre au changement climatique sans en comprendre l'histoire ? Comment gérer les conflits identitaires sans étudier les récits collectifs ? Comment se situer dans le monde sans en saisir les dynamiques culturelles ? Telles sont quelques-unes des problématiques qui ont été abordées par la conférence, organisée dans le cadre du programme MOST de l'UNESCO et des ODD.

La conférence était composée de sept discours liminaires, de six sessions plénières thématiques et de plus de 100 sessions parallèles. Les six thèmes principaux étaient l'humanité et l'environnement ; les identités culturelles et la diversité culturelle ; les migrations et les frontières ; le patrimoine culturel ; l'histoire, la mémoire et la politique ; et les sciences humaines dans un monde en transition. Les participants ont également profité d'une riche programmation artistique, culturelle et musicale.

Organisée conjointement par l'UNESCO, le Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH) et la Fondation pour la Conférence mondiale des humanités, Liège 2017, cette conférence a été précédée par des réunions préparatoires au Brésil, en Colombie, en France, en Jamaïque, au Mali, au Liban, au Portugal, en République populaire de Chine et en République de Corée, ainsi que par plusieurs semaines de consultation publique sur le contenu du document final qui adopte

une nouvelle vision des humanités pour le XXI^e siècle. Ce document appelle l'UNESCO, à travers son Secrétariat et ses États membres ainsi que ses partenaires, « à assurer une forte présence des humanités au sein du Programme MOST, notamment en promouvant l'établissement d'un réseau de chaires UNESCO dans toutes les régions du monde » ; « à prendre en considération les conclusions de la Conférence mondiale des humanités dans la conception de politiques de la recherche et de l'éducation » ; et à « s'assurer que les conclusions de la conférence seront prises en compte lors de la 39^e session de la Conférence générale de l'UNESCO en novembre 2017 ».

Dans le cadre de son action pour promouvoir la place et le rôle des sciences humaines et sociales dans nos sociétés contemporaines, l'UNESCO, en partenariat avec la Commission nationale marocaine pour l'éducation, les sciences et la culture, a organisé une série de conférences nationales, les « Assises des sciences humaines et sociales : état des lieux et perspectives d'avenir ». La première a eu lieu à Rabat en février et a examiné l'état des lieux actuel, les défis et les perspectives. La deuxième a eu lieu à Casablanca en avril-mai, sur la contribution des humanités et des sciences sociales au développement régional et territorial, et sur la responsabilité des universités. Une session finale, à Casablanca en février 2018 traitera du thème des inégalités et des droits humains, se demandant comment les disciplines des sciences sociales et des humanités mettent en lumière les inégalités de notre temps, et dans quelle mesure elles nous permettent d'agir pour améliorer la situation.



SIN RESPETO NO HAY JUEGO

En Espagne, la campagne de Cadena SER de lutte contre le racisme et la discrimination dans le football, « Pas de jeu sans respect », a été lancée par l'UNESCO et Prisa radio (du groupe espagnol Prisa) le 24 juin à Madrid.

L'édition 2016 de l'une des publications phares de l'UNESCO, le *Rapport mondial sur les sciences sociales* (produit en partenariat avec le Conseil international des sciences sociales, CISS) portait sur la lutte contre les inégalités et a influencé les événements ci-dessus. Les sciences humaines et sociales sont sous pression aujourd'hui, alors que certains les voient comme des sujets d'étude et de recherche moins utiles que les thèmes des sciences dures, et que d'autres craignent leur pouvoir subversif. Le but de ces conférences était de réaffirmer leur rôle dans l'analyse et la compréhension de la complexité de nos sociétés contemporaines, et les défis mondiaux et interconnectés auxquelles elles font face.

■ Le rôle du sport

Bien que le sport ne soit pas explicitement mentionné dans les ODD, les participants à la 6^e Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport (MINEPS VI), qui s'est tenue à Kazan (Fédération de Russie) du 13 au 15 juillet, ont considéré que les ODD offraient le cadre essentiel dans lequel le sport devait se développer de façon à participer au développement durable et à aider à construire des sociétés pacifiques, ouvertes et équitables.

Le Plan d'action de Kazan aborde trois priorités : l'accès universel, l'optimisation de la contribution du sport au développement durable et à la paix, et la protection de l'intégrité du sport (en insistant sur les mesures de protection des pratiquants et sur la gouvernance des organisations sportives et des compétitions).

Le respect dans le football, un message fort

Un événement organisé par l'UNESCO et la radio Prisa (du groupe espagnol Prisa) a lancé la campagne de Cadena SER « Pas de jeu sans respect » (avec le hashtag en espagnol #SinRespetoNoHayJuego), afin de combattre le racisme et la discrimination dans le football, le 24 janvier, au Museo del Traje de Madrid (Espagne). Au sein d'une assistance de 130 personnes, on trouvait les présidents de plusieurs clubs de football célèbres et des journalistes. La campagne s'est poursuivie pendant le premier semestre de 2017.

Selon les mots du journaliste Manu Carreño, directeur de l'émission *El Larguero*, qui modérait la table ronde qui a suivi le lancement, le public doit comprendre que « l'achat d'un billet pour un match ne donne pas le droit d'insulter ou de menacer. » Les événements de football professionnel attirent une vaste audience et les efforts pour éradiquer les comportements violents dans le domaine ont donc un impact fort.

Cérémonie d'ouverture de la 6^e Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport (MINEPS VI), qui s'est déroulée en juillet à Kazan (Fédération de Russie). Lors de cette conférence a été adopté un Plan d'action, approuvé par plus de 50 ministres et fonctionnaires responsables de 115 pays, ayant pour priorité le développement des sports pour les femmes et tous les âges.



© Media Department, ANO/Directorate for Sports and Social Projects.

Un accent particulier a été mis sur la participation des jeunes. Le Plan a été conçu par plus de 50 ministres du Sport et hauts fonctionnaires représentant 115 pays, présents parmi les 500 participants à la conférence. Des représentants de la République populaire de Chine, de France, du Japon et de la Fédération de Russie se sont engagés publiquement à soutenir la mise en œuvre internationale de ce Plan d'action.

Les actions à entreprendre doivent avoir des résultats mesurables. L'Action 2, par exemple, demande aux signataires

d'« Élaborer des indicateurs communs pour mesurer la contribution de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport aux ODD et cibles prioritaires ». Elles comprennent un suivi de la Déclaration de Berlin adoptée par MINEPS V, et reprennent la Charte internationale de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport, révisée en 2015.

La Convention internationale contre le dopage dans le sport compte 187 États parties et est le seul cadre juridique mondial sur lequel les gouvernements se

fondent pour s'attaquer aux problèmes de dopage. La Convention offre un cadre pour la législation antidopage, les politiques, les règles et les directives antidopage. La sixième session de la Conférence des Parties à la Convention (COP6), au siège de l'UNESCO les 25 et 26 septembre, a fait passer le message que les programmes d'éducation axés sur les valeurs et une meilleure gouvernance sont des éléments clés pour faire progresser la lutte contre le dopage. Y ont participé plus de 300 participants et observateurs, dont des représentants de

plus de 100 États parties, l'Agence mondiale antidopage (AMA), le Conseil de l'Europe, la Commission européenne et diverses organisations sportives internationales, régionales et nationales.

Les thèmes discutés comprenaient la durabilité de la prévention antidopage, l'intégrité sportive et l'éducation aux valeurs par le sport, et les moyens d'assurer un suivi efficace des obligations des États parties concernant la Convention.

Parmi les actions visant à renforcer la mise en œuvre de la Convention, on trouve la nécessité d'élaborer des lignes directrices opérationnelles de la Convention et un cadre de conséquences en cas de non-conformité, et le partage des informations entre les autorités publiques et les organisations nationales antidopage.

Bras opérationnel de la Convention, le Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport fournit un soutien financier aux

autorités publiques pour la conception et la mise en œuvre de projets dans les domaines de l'éducation antidopage, des conseils stratégiques et du renforcement des capacités. Il a soutenu 218 projets dans 108 États parties au cours de la dernière décennie. La Conférence a adopté le plan opérationnel du Fonds pour les deux années à venir et a discuté des nouvelles voies d'investissement et d'une future évaluation des activités du Fonds.



Bannière de l'UNESCO pour la promotion des jeux et sports traditionnels (JST) lors de la Journée internationale du sport pour le développement et la paix 2017. L'Organisation protège et soutient les JST à la fois comme pratiques sportives et comme patrimoine immatériel. Les JST sont importants pour l'amélioration du dialogue interculturel, et pour la paix, l'autonomisation des jeunes et la promotion de pratiques sportives éthiques.

La Journée internationale des Nations Unies pour les personnes handicapées (JIPH) est célébrée dans le monde entier le 3 décembre pour attirer l'attention sur les bienfaits d'une société inclusive et accessible pour tous. Parmi les différents événements qui se sont déroulés lors de la Journée 2017, l'UNESCO a accueilli la représentation théâtrale In Touch coproduite par la Compagnie du Théâtre d'inclusion et le Théâtre des nations (Russie) en association avec la Compagnie de théâtre Graeae et le National Theater (Royaume-Uni). La performance saisit les histoires vraies de sourd-aveugles, aveugles, déficients visuels, déficients auditifs, sourds, et personnes voyantes et entendantes, dans un style théâtral éclectique parlé et signé. La jeune et talentueuse chanteuse mauricienne Jane Constance, désignée Artiste pour la paix un peu plus tôt dans l'année, a partagé la scène avec les acteurs.

© UNESCO/Christelle ALIX



CHAPITRE 5

Construire des sociétés du savoir



Construire des sociétés du savoir

La préservation et la diffusion des connaissances du monde, ainsi que le soutien au développement de nouvelles connaissances font partie des missions essentielles de l'UNESCO. Ces activités couvrent un large spectre allant des anciens documents très fragiles aux dernières technologies numériques. Un accent particulier a été porté en 2017 sur les personnes défavorisées – dont les pauvres, les handicapés et ceux qui ont des difficultés à suivre les changements numériques – pour veiller à ce qu'elles bénéficient d'un accès le plus complet possible aux connaissances du monde. Cela jette les bases du développement des sociétés du savoir, au cœur de la vision du programme 2030.

■ La célébration de l'accès à l'information

L'information des personnes passe par un engagement des gouvernements à développer, promulguer et mettre en œuvre des politiques et des lois sur le droit à l'information, de façon à garantir le respect de ce droit humain. Cela exige l'application de mécanismes et une culture de la transparence dans tous les types d'institutions. Les citoyens doivent également maîtriser le raisonnement critique,

la fluidité et les compétences numériques afin de pouvoir avoir accès à l'information et l'analyser, et l'utiliser de différentes façons, en ligne et hors ligne.

La Journée internationale de l'accès universel à l'information (JIAUI, 28 septembre) a été créée en 2015 par 195 États membres à la 38^e Conférence générale de l'UNESCO, dans le but de reconnaître que « le droit à l'information est inhérent au droit fondamental à la liberté d'expression ». La JIAUI a une pertinence toute particulière

pour la cible 16.10 des ODD qui demande de garantir l'accès public à l'information et de protéger les libertés fondamentales.

Les commémorations de la deuxième année de la JIAUI, visant à sensibiliser sur l'importance de l'accès à l'information pour des sociétés inclusives, et à promouvoir la transparence, l'état de droit et la bonne gouvernance, ont été organisées en Afrique du Sud, au Brésil, à Cuba, en Égypte, en Indonésie, en Jordanie, à Madagascar, en Mongolie, en Palestine, au Sénégal, au Soudan du Sud, en Tunisie et au Viet Nam. Elles ont compris des débats organisés par le Programme international pour le développement de la communication (PIDC) sur le thème « Dynamiser le développement durable à travers l'accès à l'information » dans 11 villes à travers le monde.

À Paris, l'événement a attiré environ 350 personnes au siège de l'UNESCO, qui ont écouté les débats et les récits de parties prenantes locales et mondiales, de

Le lien entre la construction de sociétés du savoir inclusives et ouvertes, et la réalisation des ODD en Afrique était le thème d'une série d'événements qui se sont déroulés pendant trois jours à Balaclava (Maurice) à l'invitation de l'UNESCO, du Programme Information pour tous (PIPT), du gouvernement de Maurice et de eLearning Africa.



dirigeants publics mondiaux, de grands journalistes d'investigation, d'experts des médias et d'autres intellectuels. Les orateurs compaient plusieurs femmes éminentes, évocation du fait qu'on rencontre en ligne 250 millions moins de femmes que d'hommes et qu'un effort d'envergure est nécessaire pour trouver l'équilibre. Parmi elles, on trouvait la première ministre femme de l'Information, la Yéménite Nadia AlSakkaf, la journaliste et animatrice aux États-Unis de *Democracy Now* (la démocratie maintenant) Amy Goodman, et l'ancienne Présidente de Finlande Tarja Halonen.

Pendant trois jours, du 27 au 30 septembre, des événements ont eu lieu à Balaclava (Maurice) organisés par l'UNESCO en partenariat avec le programme Information pour tous, le gouvernement de Maurice et eLearning Africa, 12^e Conférence internationale sur les TIC appliquées au développement, à l'enseignement et à la formation, avec le soutien de Talkmate, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'INRIA (Institut français national de recherche en informatique et en automatique) et de la Global Rainbow Foundation. Le thème en était « Dépasser les fractures et atteindre les ODD en Afrique ». L'événement a attiré des participants de haut niveau provenant de pays africains, dont le Vice-président de la République de Maurice, des ministres de l'Éducation et de l'Information et de la communication, et des délégations permanentes à l'UNESCO.

Les thèmes des ateliers et des tables rondes portaient sur le cyberdroit, l'éthique de l'information, les ressources éducatives libres et l'inclusion numérique, le développement des applications mobiles pour la jeunesse, la préservation des logiciels et le rôle de la technologie spatiale, ainsi que les stratégies



© UNESCO

SMART pour soutenir les pays africains dans leur effort vers les ODD.

Un représentant de Talkmate, portail en ligne d'apprentissage des langues proposant des cours dans 100 langues différentes, a évoqué les langues en danger, motif du partenariat de l'entreprise avec l'UNESCO pour le programme de l'*Atlas mondial des langues en danger*, outil flexible sous-tendu par les TIC, donnant accès aux données sur la diversité linguistique du monde, encourageant la collaboration entre les différentes parties prenantes et sensibilisant sur l'importance de la diversité linguistique et du multilinguisme pour le développement durable.

Fut proposé également un atelier YouthMobile d'une journée, conçu pour former les enseignants au développement d'applications mobiles grâce à l'App Inventor

de MIT, et complétant la formation des formateurs lors de l'édition 2017 de l'Africa code Week organisée par SAP en partenariat avec l'UNESCO.

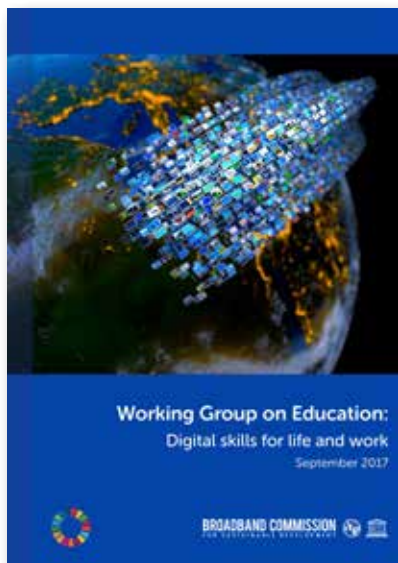
Les participants à la conférence de Maurice ont demandé à l'UNESCO de soutenir les initiatives pertinentes et de jouer un rôle de défenseur et de promoteur de l'accès à l'information et aux connaissances, à la liberté d'expression, à des normes de discrétion, d'éthique et de comportement en ligne — clés du développement de sociétés du savoir inclusives.

Tous les événements de la JIAUI ont bénéficié d'une forte campagne sur les médias sociaux. Le hashtag #IPDCTalks ainsi que d'autres hashtags proches mis en avant de juin à septembre, ont généré plus de 15,5 millions d'impressions (personnes touchées) dans toutes les langues et 7,3 millions de clics.

Des jeunes femmes apprennent à coder sous la houlette du spécialiste du programme UNESCO Davide Storti lors d'un atelier qui s'est tenu à Dar-es-Salaam (République-Unie de Tanzanie) dans le cadre de l'Africa code week, organisée par SAP en partenariat avec l'UNESCO.

■ Les ressources pédagogiques disponibles à tous

Pendant les préparatifs du 2^e Congrès mondial sur les ressources éducatives libres (REL), six consultations régionales organisées par le Commonwealth of Learning (COL) en partenariat avec l'UNESCO, ont réuni des experts et des responsables politiques de plus de 100 pays pour discuter des progrès dans la mise en œuvre de la Déclaration de Paris sur les REL 2012 qui encourageait les licences ouvertes pour les matériaux pédagogiques produits avec des fonds publics et proposait une stratégie reconnue mondialement pour des actions de REL. Ces consultations régionales se sont déroulées de décembre 2016 à mai 2017 à Kuala Lumpur (Malaisie), La Valette (Malte), Doha (Qatar), Port-Louis (Maurice), Sao Paulo (Brésil) et Auckland (Nouvelle-Zélande). Des résultats d'enquêtes nationales REL ont en outre été reçus de la part de quelque 100 pays.



Les systèmes éducatifs du monde entier commencent juste à initier leurs apprenants aux compétences numériques dont ils ont besoin pour réussir dans nos sociétés de plus en plus numérisées, selon Digital Skills for Life and Work (Des compétences numériques pour vivre et travailler), rapport du Groupe de travail sur l'éducation de la Commission de l'UNESCO pour le large bande au service du développement durable et de l'Union internationale des télécommunications (UIT).

Le 2^e Congrès mondial sur les ressources éducatives libres s'est tenu du 18 au 20 septembre à Ljubljana (Slovénie). Coorganisé par l'UNESCO et le ministère slovène de l'éducation, des sciences et du sport, en collaboration étroite avec le Commonwealth of Learning, la commission nationale slovène pour l'UNESCO et la chaire UNESCO sur les technologies libres pour les REL et l'apprentissage ouvert (Jožef Stefan Institute, Slovénie), avec le soutien généreux de la Fondation William et Flora Hewlett, il a réuni plus de 500 participants provenant de plus de 100 États membres de l'UNESCO, dont plus de 20 ministres de l'Éducation et des sciences, afin de discuter comment les REL peuvent être utilisées pour aider à atteindre les cibles d'éducation de 2030.

L'événement marquait 15 années de croissance et de développement depuis que le terme REL a été pour la première fois employé à l'UNESCO en 2002. Les trois objectifs principaux étaient d'examiner les solutions permettant de résoudre les défis d'intégrer les contenus et les pratiques REL dans les systèmes éducatifs dans le monde ; de mettre en valeur les bonnes pratiques mondiales en matière de politiques, d'initiatives et d'expertise REL ; et d'identifier des recommandations en lien avec les bonnes pratiques pour l'intégration des REL. Parmi les questions clés examinées étaient la promotion du multilinguisme et l'accès des personnes souffrant de handicaps aux REL.

Le 2^e Congrès mondial sur les ressources éducatives libres s'est achevé par l'adoption par consensus du Plan d'action 2017 de Ljubljana qui apporte des recommandations sur l'intégration des ressources en accès libre pour la construction de sociétés du savoir inclusives et la réalisation de l'ODD 4 sur la qualité de l'éducation. La déclaration ministérielle demande « une coalition dynamique pour étendre et consolider les engagements pris pour les actions, les stratégies



© africacodeweek.org

et la législation » dans les REL, avec un appel « à toutes les parties prenantes de l'éducation de mettre en œuvre les recommandations du Plan d'action 2017 de Ljubljana ».

■ Des compétences numériques pour les jeunes et les vieux

Les systèmes éducatifs mondiaux commencent juste à aider les apprenants à cultiver les compétences numériques dont ils ont besoin pour être performants dans nos sociétés de plus en plus numérisées. Telle était la conclusion du



L'ambition de départ de l'Africa code week 2017 était de mobiliser 500 000 jeunes africains pour une semaine, et 1,3 million d'enfants et de jeunes provenant de 35 pays ont été initiés au codage. En Afrique du Sud seule, où a été prise cette photo, 46 935 jeunes et 4 252 enseignants ont bénéficié de la formation.

rapport de l'UNESCO et de la Commission du large bande pour le développement durable de l'Union internationale des télécommunications (ITU), *Digital Skills for Life and Work* (Des compétences numériques pour vivre et travailler), publié en septembre. La commission a été créée en 2010 et regroupe plus de 50 dirigeants représentant les pouvoirs publics, le secteur privé, et le secteur non gouvernemental et les universités. Son objectif est d'aider activement les pays, les experts des Nations Unies et les organisations non gouvernementales à mettre toutes les possibilités qu'offrent les technologies de l'information et de la communication au service

des stratégies visant à atteindre les Objectifs de développement durable dans des secteurs clés tels que l'éducation, les soins de santé, l'égalité des genres et la gestion de l'environnement.

Rédigé par le Groupe de travail sur l'éducation de la Commission, coprésidé par Irina Bokova la Directrice de l'UNESCO à l'époque et John Galvin, Vice-président d'Intel, le rapport énumère les aptitudes et les compétences numériques indispensables à la vie et au travail aujourd'hui, qui vont des aptitudes de base que chacun doit acquérir à des compétences professionnelles très spécialisées. Il conclut que les facteurs qui déterminent si les personnes

acquièrent ou non ces compétences incluent l'engagement des pouvoirs publics, la nécessité de combiner méthodes d'enseignement traditionnelles et applications numériques, et le renforcement des connaissances numériques des enseignants. Quand ces facteurs sont absents et quand l'éducation échoue à apporter les connaissances nécessaires, on assiste à l'installation d'une nouvelle fracture mondiale des compétences qui reflète différents facteurs tels que le genre, les classes sociales, la localisation géographique et l'âge, qui ensemble peuvent avoir un impact très grave sur l'éducation et les compétences.

Ces jeunes femmes enthousiastes montrant des panneaux où sont écrits « J'ai appris à lire » et « Alphabétisation dans le monde numérique » suivent des cours dans le Centre d'apprentissage communautaire de Shikharapur à Katmandou (Népal). Le jour où cette photo a été prise, elles discutaient de l'alphabétisation dans le monde numérique avec des collègues du Bureau de l'UNESCO à Katmandou.



© Shikharapur CIC. M. Shrestha

Le rapport accorde une attention spéciale aux compétences « complémentaires », souvent négligées et pourtant indispensables pour évoluer dans des sociétés technologiques, par exemple avoir une bonne compréhension des questions liées à la protection de la vie privée, savoir comment agir en tant que citoyen numérique responsable et appréhender la manière dont les technologies numériques, les mégadonnées et les algorithmes façonnent nos sociétés.

Soulignant l'importance de ce nouveau rapport, Irina Bokova a exhorté la Commission sur le large bande et les pays du monde entier « à soutenir le développement d'une nouvelle génération de "citoyens numériques" ayant les compétences qui leur permettront de vivre, de travailler et d'être membres des communautés connectées d'aujourd'hui et de demain ». Pour ce faire, les auteurs appellent instamment à l'engagement envers les recommandations présentées dans le rapport pour faire en sorte que tous les groupes

de population puissent acquérir ces compétences. Maintenir l'engagement de l'État dans le domaine du développement des compétences numériques de plus en plus soumis à des impératifs de rentabilité, produire améliorer les données sur les compétences numériques des différents groupes de population, redoubler d'efforts pour éliminer les inégalités, promouvoir les ressources numériques ouvertes et à s'occuper des besoins auxquels les fournisseurs commerciaux ne répondent pas, encourager les partenariats avec différents acteurs, notamment avec des représentants de l'industrie, sont des mesures d'une égale importance qui peuvent aider à préparer les populations aux exigences de l'avenir.

Le rapport contient en outre de nombreuses études de cas présentant des exemples de coopération réussie entre les secteurs public et privé en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique du Nord, en vue de veiller à ce que chacun dispose des compétences et des connaissances dont il a besoin pour prendre part à l'économie de demain, fondée sur le savoir.

■ L'explosion de nouvelles technologies

Un musée de chien imprimé en 3D pour détecter les explosifs, inspiré par une truffe de chien et développé par des scientifiques l'Institut américain des standards et de la technologie ; Abalobi, application gratuite pour les petits pêcheurs sud-africains ; Dexmo, projet de République populaire de Chine de création de gants bioniques pour ressentir les textures et les forces en réalité virtuelle ; le prochain Rembrandt, projet néerlandais de production d'œuvres dans le style du grand maître à l'aide d'une imprimante 3D et d'un logiciel d'intelligence artificielle ; Qure.AI, application de diagnostic médical venant d'Inde ; Prémonition, pièges robotiques intelligents développés par des scientifiques américains

pour contrer les épisodes épidémiques liés aux moustiques ; Sixgil, application de cybersécurité israélienne capable de surfer sur les sites les plus importants du Dark Web ; Your MD, développé aux États-Unis et validé par le Service national de santé britannique, pour aider des patients à obtenir un diagnostic et identifier le professionnel de santé le plus approprié pour les aider ; et India Stack, prolongement d'un précédent projet lauréat, qui donne une identité numérique à 1,1 milliard de citoyens indiens et facilite les applications concrètes avec un bouquet avancé de services aux citoyens, aux entreprises, sur les domaines bancaires, scolaires et administratifs. Tels ont été certains des brillants projets présentés au 10e Forum Netexplo, organisé par l'Observatoire Netexplo avec l'UNESCO les 26 et 27 avril.

Ces projets sont le prolongement d'un processus de découverte sur une année, impliquant un réseau d'universités partenaires du monde entier. Chacun a reçu un Prix de l'innovation Netexplo, et après deux jours de réunions et de débats entre entrepreneurs, dirigeants, responsables, start-ups, chercheurs, philosophes et sociologues, ainsi qu'un vote du

public, le Grand Prix de 2017 a été accordé à BitNation Refugee Emergency Response (BRER). Ce projet suédois vise à fournir une identité officielle et infalsifiable aux migrants sans papiers. Il a recours à la blockchain, technologie utilisée pour développer des monnaies virtuelles, qui permet l'authentification et la sécurisation des transactions virtuelles. Chaque personne assistée reçoit également une carte de paiement qui lui donne accès à des fonds sans qu'elle ait besoin de compte en banque.

Le rapport 2017 de Netexplo, présenté par le professeur Julien Levy, a identifié trois principaux courants : l'accent sur l'être humain, le progrès technologique signifiant qui permet aux individus et aux communautés de s'épanouir sous contrôle ; la nature humanisée, quantifiée, corrigée et protégée ; et les machines post-humains qui interagissent avec nous, nous augmentent, nous remplacent et nous provoquent. Un débat a eu lieu sur le thème central de l'intelligence artificielle, et ce 10^e anniversaire a également été l'occasion d'examiner les innovations primées lors des premières éditions et ayant aujourd'hui un impact mondial – dont Twitter, Spotify, Waze et Airbnb.



© G. Gillen/NIST



Le retour du *Courrier*

Le *Courrier de l'UNESCO* est un élément clé de l'identité de l'Organisation et l'un de ses outils les plus puissants au service de son mandat humaniste. Fondé en 1948, il n'était à ses débuts qu'un 8 pages en noir et blanc édité en anglais, français et espagnol. Son format a changé en 1954 quand il est devenu un magazine illustré. C'est dans le *Courrier* que l'histoire de l'UNESCO est enregistrée le plus complètement. À travers les continents, le *Courrier* incarne la mission de l'UNESCO de construction de la paix par la diffusion des savoirs et des cultures, la libre circulation des idées et l'information écrite et visuelle, et de renforcement de la compréhension mutuelle, de l'esprit de tolérance et du débat informé. Pour des raisons financières, le *Courrier* avait été interrompu pendant cinq ans. La renaissance de cet organe historique en avril 2017, grâce au généreux soutien de la République populaire de Chine, est bien plus que la reprise d'une entreprise éditoriale, c'est l'occasion précieuse de renouveler l'engagement de l'UNESCO envers ses valeurs fondatrices. Le magazine est désormais disponible tous les trimestres, sur papier et en ligne, dans les six langues officielles des Nations Unies, ainsi qu'en portugais et en espéranto.

Grâce à une imprimante 3D, des scientifiques du National Institute of Standards and Technology (Institut national des standards et de la technologie) aux États-Unis, ont réalisé un nez artificiel à partir d'un golden retriever femelle, nez disposant des capacités olfactives de l'animal et pouvant détecter des odeurs imperceptibles aux humains, dont les explosifs, les drogues et même certains types de cancers. Ce fut l'un des projets pionniers présentés au 10^e Forum Netexplo, organisé par l'Observatoire Netexplo en partenariat avec l'UNESCO en avril.

■ Les défis du Dark Net

Comment faire face aux défis que pose le DarkNet, ce cybermonde parallèle souvent utilisé à des fins criminelles ? Telle était la question au cœur d'une des conférences internationales organisée par le PIPT qui cherchait à contrer la radicalisation sur Internet et la violence dans le cyberspace. Ces dernières années, les attaques par des extrémistes violents sont devenues plus meurtrières et font peser une menace mondiale sur des modes de vie pacifiques et durables. L'extrémisme violent n'est pas confiné à une classe d'âge, un groupe ou un genre, néanmoins les jeunes sont particulièrement vulnérables. De nombreux extrémistes répandent leurs idées et organisent des actions avec leurs acolytes dans le cyberspace.

La série de ces manifestations a commencé en 2015 et deux événements se sont tenus en 2017. Le premier était une conférence internationale à Beyrouth, organisée par la Commission nationale libanaise pour l'UNESCO

Les médias sociaux poussent-ils les individus vulnérables à avoir recours à la violence ? La nouvelle publication de l'UNESCO Youth and Violent Extremism on Social Media (Les jeunes et l'extrémisme violent sur les médias sociaux) apporte une vision mondiale de la recherche sur les rôles présumés joués par les médias sociaux dans les processus de radicalisation violente, en particulier pour ce qui est des jeunes et des femmes dans le monde.



en partenariat avec le PIPT, le Bureau de l'UNESCO à Beyrouth et le Rotary club de Beyrouth sur « Les jeunes et les technologies de l'information et de la communication : prévenir l'extrémisme violent dans le cyberspace ». Son objectif était d'informer les jeunes sur les menaces et de les autonomiser pour qu'ils les contrent.

Du 17 au 19 mai, environ 200 participants de 20 pays, parmi lesquels des universitaires, des responsables politiques et des chercheurs, ont discuté de différentes questions : trouver

un espace commun pour lutter contre les tentatives délibérées des extrémistes de déformer la religion ; apprendre aux jeunes à vivre ensemble quelles que soient leurs différences religieuses, ethniques ou culturelles ; développer de nouvelles formes de citoyenneté mondiale, dont la citoyenneté numérique. Les participants, particulièrement les jeunes, ont pu échanger des idées et des expériences dans le but d'explorer de nouveaux moyens de prévenir la radicalisation et de faire le jour sur les progrès réalisés. Les intervenants

Des applis et des savoirs utiles pour les développeurs au Yémen

L'UNESCO a mené les projets de son initiative YouthMobile dans plusieurs pays, pour initier les jeunes à la science de la programmation informatique et à la résolution de problèmes, et pour les aider à développer des applications mobiles qui résolvent des enjeux locaux de développement durable. C'est particulièrement important au Yémen, pays qui subit un conflit persistant et qui vit une des crises humanitaires les plus graves du monde. C'est pourquoi l'UNESCO s'est associée avec le fournisseur Internet Yemen Chapter pour lancer un projet YouthMobile dans le pays en 2017.

À Sana'a et à Aden, 40 jeunes ont reçu une formation de deux semaines et développé dix applications mobiles sur des questions de santé, de droits humains, d'intégration de déplacés, et sur des conseils de premiers secours, grâce à l'outil App Inventor, application Internet en libre accès développé par le Media Lab du MIT.

Abdullah Raweh et son groupe de Sana'a, ont créé « save.life » (sauver la vie). « Du fait de la situation humanitaire, nous avons créé une appli pour servir de guide pour la santé et sauver des vies. L'appli comprend plusieurs éléments comme des instructions de premiers secours, comment traiter les cas difficiles, ainsi que des informations et des instructions sur un certain nombre de maladies traitables, dont le choléra », a-t-il expliqué.

Le groupe de Nada Al-Maktary à Sana'a a développé « Déplacé » pour aider sa communauté, et en particulier les déplacés, en leur fournissant des conseils et des recommandations pour la vie quotidienne. L'appli collecte également des statistiques qui seront communiquées aux ONG internationales et aux organisations humanitaires pour qu'elles puissent atteindre les déplacés et leur venir en aide.

Hanane Abdo, jeune programmatrice d'Aden, a déclaré qu'elle avait amélioré sa confiance en elle et sa confiance dans le fait que, par le codage, elle pouvait « faire partie de la solution et non pas du problème » dans son pays. « Je crois que de nombreux problèmes et crises sont créés parce que les gens ne sont pas conscients de leurs droits et de ce qu'ils peuvent faire pour contribuer à la construction d'environnements pacifiques. J'ai donc créé une appli consacrée au partage de mesures pratiques, de messages et de conseils sur les droits humains, la paix et la réconciliation, qui permet aux utilisateurs de partager des messages personnels en faveur du processus de consolidation de la paix », a expliqué Hanane.

L'initiative va continuer à se déployer au Yémen avec du mentorat et du soutien entre pairs. Une page Facebook, « YouthMobile-Yemen » a également été créée pour aider les jeunes à échanger des idées et à se soutenir mutuellement.

ont fait part de leur engagement à faciliter tous les types de plateformes d'information et de communication et à promouvoir des récits qui condamnent la violence et le discours de haine, en favorisant l'intégration, l'égalité, le dialogue interculturel et la paix. Le 19 mai, la conférence a adopté un document final qui appelle à des mesures efficaces pour prévenir et combattre la propagation en ligne de la violence, et pour utiliser Internet dans la promotion d'une culture de paix.

Le Dark Net était le thème du deuxième événement de 2017, la réunion d'experts

organisée le 14 septembre au siège de l'UNESCO. Intitulée « Le DarkNet : les nouveaux défis sociétaux, juridiques, technologiques et éthiques », elle a examiné des sujets tels que les dangers d'un Internet souterrain qui peut être accessible de manière anonyme, les potentielles stratégies pour éviter les conséquences négatives de ce système qui peut être utilisé comme une plateforme pour l'extrémisme violent, et les implications techniques et légales de cet Internet parallèle. Le but était d'augmenter la compréhension internationale de ce

phénomène complexe, changeant et peu connu. Les participants comprenaient des experts en cybersécurité, la Présidente du Conseil intergouvernemental du Programme Information pour tous (PIPT) et un représentant d'INTERPOL.

En mars, dans le cadre de l'Initiative YouthMobile de l'Organisation, le Bureau de l'UNESCO à Doha a coorganisé avec plusieurs partenaires, dont la Commission nationale qatarie pour l'UNESCO, une série d'ateliers de développement d'applications mobiles pour les filles de 12 à 15 ans pendant le QITCOM, la plus grande manifestation de TIC au Qatar.



Myanmar

Autonomiser les agriculteurs grâce à l'information

Win Oo, agriculteur de la commune de Pauk au Myanmar, a déclaré que la mise à jour de l'application Greenway, lancée par l'UNESCO Myanmar et la start-up locale de technologie agricole Greenovator, s'est avérée « vraiment profitable » dans sa vie quotidienne. « J'ai recommandé l'application à d'autres agriculteurs », a-t-il ajouté.

L'appli donne aux agriculteurs accès à une vaste gamme de matériels d'information et de pédagogie – y compris des programmes de télévision et de radio, une série de

matériels imprimés et des kits d'utilisation des médias produits par un projet financé par LIFT et mis en œuvre par l'UNESCO. Son lancement à Yangon en décembre a été suivi par plus de 100 participants du gouvernement, des médias, des organisations internationales et de la société civile. Dans l'esprit de l'objectif du projet, qui se veut inclusif et porteur de la voix des agriculteurs, l'UNESCO a également invité des personnes issues du secteur agricole de tout le pays.

L'accès à l'information au Myanmar s'est trouvé gravement réduit pendant des décennies du fait d'une censure stricte et de la faiblesse des infrastructures de télécommunications, mais des améliorations sont soutenues par le

gouvernement dans le cadre du processus actuel de transition démocratique, et le ministère de l'Information a facilité l'accès à l'information sur des thèmes tels que la nutrition, la sécurité alimentaire, la météo, les techniques agricoles novatrices et les prix du marché.

L'UNESCO collabore également avec la Myanmar Book Aid and Preservation Foundation pour former les personnes au Myanmar à utiliser des applications comme Greenway. Ei Thin Htike, bibliothécaire dans la commune de Htantabin, a déclaré qu'avec les agriculteurs qui avaient suivi la formation avec elle, « ils n'oublieraient pas le contenu et l'appliqueraient dans leurs vies quotidiennes ».

Lancée par le Bureau de l'UNESCO au Myanmar avec divers partenaires, l'application Greenway peut informer, guider et conseiller les agriculteurs du Myanmar, qui constituent plus de 60 % des travailleurs du pays. Thein Soe (au milieu), un des fondateurs de Greenovator, promeut l'application mobile lors d'une convention agricole en 2017.



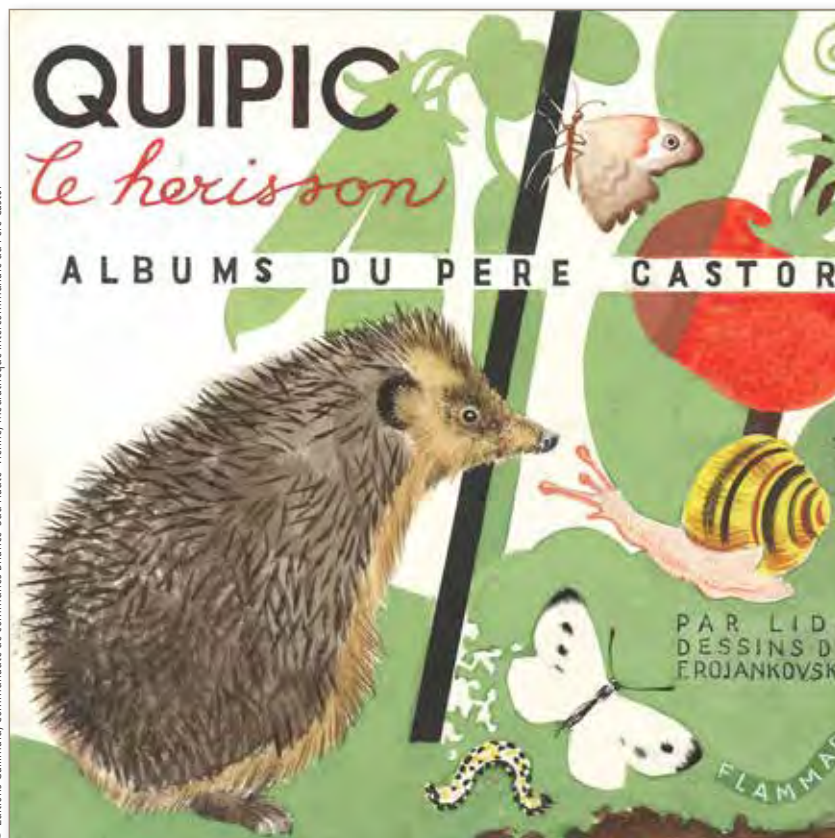
■ Conserver la mémoire du monde

La mémoire du monde n'est pas un concept simple ou indiscutable. Il comprend l'esclavage aussi bien que la liberté, la cruauté humaine et la douceur, les réponses aux désastres et les triomphes humains de l'imagination. Le programme Mémoire du monde de l'UNESCO, créé en 1992, reconnaît l'importance de conserver le souvenir de tous ces aspects de notre histoire humaine. Il est également le résultat de la prise de conscience grandissante de la mauvaise conservation du patrimoine documentaire mondial et de la difficulté d'y avoir accès. Le pillage et la dispersion, le trafic illégal, la destruction, les abris et les financements inadéquats, tout cela constitue un défi. La guerre et les soulèvements sociaux aggravent des problèmes qui existent depuis des siècles. L'inscription au Registre international Mémoire du monde est une reconnaissance de l'importance de documents matériels et numériques, et augmente les chances de leur préservation.

Le Comité consultatif international (CCI) du Programme Mémoire de monde s'est réuni à l'UNESCO du 24 au 27 octobre pour examiner les propositions de nomination au Registre pour la période 2016-2017. Il a recommandé d'inscrire 78 nouveaux éléments, a proposé d'ajouter trois éléments à des inscriptions existantes et recommandé l'inscription provisoire de deux éléments.

Dans une décision récente (202 EX/15) du Conseil exécutif, les États membres ont réaffirmé la vocation du Programme Mémoire du monde telle qu'elle a été exprimée par la Conférence générale en 2015 dans la Recommandation concernant la préservation et l'accessibilité du patrimoine documentaire, y compris le patrimoine numérique, qui

© Editions Gallimard, Communauté de communes Briance-Sud Haute-Vienne, Médiathèque intercommunale du Père Castor



souligne « l'importance du patrimoine documentaire pour la promotion du partage des connaissances pour une compréhension et un dialogue renforcés, afin de promouvoir la paix et le respect de la liberté, de la démocratie, des droits de l'homme et de la dignité humaine » et considère « dans le même temps que la conservation et l'accessibilité à long terme du patrimoine documentaire sont des conditions préalables à l'exercice des droits fondamentaux que constituent la liberté d'opinion, la liberté d'expression et la liberté d'information ».

Les États membres ont également soutenu un examen approfondi du programme de

façon à présenter un plan d'action au Conseil exécutif au printemps 2018. Par ailleurs, les États membres ont appelé la Directrice générale, les membres du Comité et tous les acteurs impliqués dans le Programme Mémoire du monde, à souscrire aux principes de dialogue, de compréhension et de respect mutuels et à éviter toute tension politique concernant le Programme Mémoire du monde.

Le Registre Mémoire du monde comprend désormais 429 documents et collections venant de tous les continents et conservés sur différents supports allant de la pierre au celluloïd en passant par le parchemin et les enregistrements sonores.

Les archives du Père Castor ont été proposées par la France en tant que patrimoine documentaire et recommandées pour inclusion sur le Registre Mémoire du monde en 2017. Elles comprennent en majorité des documents de conception, de fabrication et de distribution de la collection des Albums du Père Castor (1931-1967) considérés aujourd'hui comme des classiques de la littérature jeunesse et traduits dans de nombreuses langues.



Affiche créée par l'UNESCO pour célébrer la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur 2017.

■ Les livres dans le monde

Bien que la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur soit tombée un dimanche (23 avril), elle a reçu une attention considérable

de la part des médias. Plus de 630 articles ont été publiés dans les six langues officielles des Nations Unies faisant référence à la Journée et à l'UNESCO, en Arabie saoudite, en Espagne,

aux États-Unis, en Égypte, au Mexique, en République populaire de Chine et dans de nombreux autres pays. L'Espagne a connu une couverture médiatique particulièrement vaste avec le hashtag très populaire #DíaDelLibro.

Le thème de 2017 portait sur les personnes aveugles ou souffrant d'une déficience visuelle. L'UNESCO s'est associée avec l'ASFORD (Association nationale pour la formation et le perfectionnement professionnels dans les métiers de l'édition) pour des événements qui se sont déroulés en son siège pendant la matinée du 24 avril, dont une conférence « Accessibilité, quels enjeux pour l'édition ? ». Dans l'après-midi, le siège de l'UNESCO a accueilli une célébration du choix de Conakry (République de Guinée) comme Capitale mondiale du livre 2017-2018, et l'événement « Lire l'Afrique ! » qui honorait non seulement Conakry mais aussi toute la littérature de l'Afrique, avec des tables rondes sur l'Afrique littéraire contemporaine et sur les femmes africaines, source d'inspiration littéraire. Onze auteurs africains y ont participé – Christian Abegan, Sophia Ammad, Kidi Bebey, Sonia Houenoude, Jussy Kiyindou, Mbougar Sarr, Hemley Boum, Selma Guettaf, Yves Berthrand Nguyen Matoko, Fathia Radjabou et Michelle Tanon-Lora – et plusieurs maisons d'édition ont présenté leurs collections. Des animations et des ateliers ont complété la programmation, et la Journée s'est achevée avec trois spectacles accompagnés de musiques jouées sur des instruments africains.

Les événements qui se dérouleront à Conakry pendant son année de Capitale mondiale du livre offrent l'opportunité d'étendre le goût pour la chose écrite dans un pays où beaucoup de personnes sont illettrées. Les célébrations ont commencé par des acrobaties et des poèmes en slam. Les portraits des auteurs et les jaquettes des livres étaient affichés et des piles de livres pouvaient être feuilletées.

© UNESCO



Le Bureau de l'UNESCO au Mexique, le Système de transport collectif et le gouvernement de la ville de Mexico se sont réunis pour transformer la station de métro de Polanco et célébrer le 50^e anniversaire de la fondation du Bureau. Les murs, les escaliers et les couloirs de cette grande station qui voit passer plus de 25 000 passagers chaque jour en moyenne, portaient des informations sur les liens historiques entre le Mexique et l'UNESCO.

© UNESCO/Gabriela Velázquez Álvarez

L'inclusion par les arts



Depuis 1992, la Journée internationale des Nations Unies pour les personnes handicapées (JIPH) est célébrée tous les ans le 3 décembre à travers le monde. La JIPH mobilise les soutiens aux problèmes critiques de l'inclusion des personnes handicapées, promeut la sensibilisation aux problèmes du handicap et attire l'attention sur les bénéfices d'une société inclusive et accessible à tous.

La Journée internationale de 2017 avait pour thème « Transformation vers des sociétés durables et résilientes pour tous » et s'est tenue au siège de l'UNESCO le 4 décembre en coopération avec la Délégation permanente de la Fédération de Russie et du Centre des arts inclusifs.

L'accent était mis sur le rôle inclusif des arts dans la création de sociétés durables et résilientes, dans lesquelles les personnes handicapées seront parfaitement intégrées parmi les acteurs majeurs. Cet événement a fait écho à la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées et reflète l'intention du programme de développement durable 2030 qui demande de « ne laisser personne pour compte ».

Parmi les événements, on comptait une table ronde de haut niveau sur le rôle inclusif des arts pour les personnes avec des handicaps, avec des intervenants travaillant dans le domaine des arts et de l'inclusion numérique ; une représentation théâtrale par le groupe du projet artistique *In touch* dans le cadre d'un programme à long terme entre la Compagnie de théâtre d'inclusion et le Théâtre des nations (Fédération de Russie) qui utilise les arts pour rapprocher les sourds et les aveugles, les personnes voyantes et entendant grâce au théâtre professionnel, à des actions humanitaires et à des projets culturels ; une courte session d'apprentissage du langage des signes ; et un concert de Zarifa (Zara) Mgoyan, Artiste UNESCO pour la paix engagée depuis longtemps dans des programmes d'aide aux personnes handicapées.



Un record a été battu en 2017, avec la présence d'au moins 740 000 personnes, des Bermudes au Brésil et dans tout le bassin Caraïbe, lors de l'exercice d'alerte au tsunami CARIBE WAVE 17 le 21 mars, sous la coordination de la Commission océanographique internationale de l'UNESCO (COI-UNESCO). Ce taux de participation fait de l'exercice CARIBE WAVE encore une fois le plus grand entraînement international de préparation au tsunami du monde. Dans le seul Venezuela, où a été prise cette photo, quelque 238 000 personnes ont participé.

An aerial photograph of a coastal town. In the foreground, a group of people, including adults and children, are walking through tall, dry grass on a hillside. Below them is a large, sandy area with some green patches, possibly a sports field or a dry pond. In the background, there is a dense residential area with colorful buildings and a clear blue ocean with a white boat visible in the distance.

CHAPITRE 6

Une planète, un océan

Une planète, un océan

Près de 3 milliards de personnes dans le monde dépendent de la biodiversité marine et côtière pour subvenir à leurs besoins, et le bien-être de tous les citoyens, de toutes les sociétés et de tous les pays, qu'ils soient enclavés ou côtiers, dépend de la santé des océans. Les océans occupent 71 % de notre planète, absorbent environ un tiers du gaz carbonique produit par les humains et réduisent l'impact du changement climatique. Les efforts de l'UNESCO, et plus particulièrement de sa Commission océanographique intergouvernementale (COI-UNESCO), sont stratégiques pour la réalisation de l'ODD 14 « Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines ».

■ Une décennie pour la célébration et la protection de l'océan

Étudier l'océan demande des navires et un équipement coûteux, des images satellitaires, des robots sous-marins et des véhicules télécommandés. Cela implique également des milliers de scientifiques pour collecter et analyser les données dans des laboratoires

ou dans des environnements marins. C'est dans ce contexte que le 2 novembre, la COI-UNESCO, avec le soutien du gouvernement norvégien, a accueilli un événement parallèle à la 39^e Conférence générale de l'UNESCO, afin de mobiliser et coordonner les efforts des nations et des disciplines pour générer de nouveaux savoirs et de nouvelles compréhensions des océans, et ainsi améliorer la gestion, l'administration

et le développement durable des océans et des côtes. La Directrice générale de l'UNESCO à l'époque, Irina Bokova, le premier Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour les océans Peter Thomson, et un représentant de la Norvège ont demandé ensemble une décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030) : l'Océan dont nous avons besoin pour l'avenir que nous voulons. Les Nations Unies ont formellement annoncé la décennie le 5 décembre.

Les objectifs de la décennie sont de stimuler un partenariat mondial sur les besoins en sciences océaniques nécessaires pour soutenir la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ; d'acquiescer une connaissance quantitativement plus large des écosystèmes océaniques et de leur contribution à la société, de la surface des océans jusqu'aux bas-fonds ; de cartographier le plancher océanique et ses ressources et de soutenir leur gestion durable ; de comprendre les impacts des facteurs de stress cumulés et de chercher des solutions durables pour pérenniser les bénéfices de l'océan ; d'augmenter la recherche, le partage des connaissances et les transferts de technologies ; et de renforcer et diversifier les sources de financement, en particulier pour les Petits États insulaires en développement (PEID) et les Pays les moins avancés (PMA).

Les Nations Unies ont proclamé la Décennie des sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030) afin de rassembler les parties prenantes de l'océan du monde entier en un cadre commun qui assurera que la science soutient pleinement les pays dans leur réalisation de l'ODD 14 sur l'océan. Selon le mandat accordé par les Nations Unies, la COI-UNESCO coordonnera le processus préparatoire à la Décennie.



© UNESCO



(A partir de la gauche) David Eades, de BBC World, La ministre de l'Environnement Karolina Skog, la Directrice générale de l'UNESCO à l'époque Irina Bokova, le président de l'Assemblée générale des Nations Unies Peter Thomson, le Directeur exécutif de l'ONU-Environnement Erik Soleim et le correspondant pour les sciences de Sky TV Thomas Moore, réunis par la COI-UNESCO pour discuter de l'état de la science mondiale de l'océan lors de la Conférence des Nations Unies sur l'océan en juin.

■ La première conférence des Nations Unies sur l'océan

Le 5 juin, la première Conférence des Nations Unies sur l'océan s'est ouverte à New York, rassemblant des parties prenantes du monde entier pour soutenir la mise en œuvre de l'objectif de développement durable 14.

La COI-UNESCO a coorganisé différents événements parallèles. Consacré à l'importance des écosystèmes côtiers de carbone bleu et à leur gestion durable, un événement parallèle organisé avec le gouvernement australien a lancé le Réseau mondial de données et de connaissances sur le carbone bleu mis en place par l'Initiative

Carbone bleu soutenue par la COI-UNESCO. Concernant le renforcement des capacités, la COI-UNESCO s'est associée avec le Comité scientifique pour la recherche océanique (SCOR) et le Partenariat pour l'observation des océans du monde (POGO) afin d'identifier les besoins nationaux de développement des capacités et de promouvoir le partage des informations entre les pays. Un événement parallèle organisé avec l'ONU-Océans, mécanisme de coordination impliquant toutes les agences onusiennes traitant des questions océaniques, a fourni une occasion de discuter de la future réalisation des ODD. Enfin, pour l'axe découverte, la COI-UNESCO a lancé une initiative majeure, Plancher océanique 2030, visant à compléter la cartographie du plancher océanique d'ici 2030.

La COI-UNESCO rend hommage aux pays et aux organisations pour leur contribution à la science océanique mondiale

La Norvège possède 364 chercheurs en sciences pour 1 million d'habitants : c'est une locomotive pour la science océanique mondiale. La République des Seychelles a développé un schéma novateur d'échange de dette pour financer la science océanique locale et les programmes de résilience climatique. Il a pour objectif d'augmenter la protection de la biodiversité côtière et marine du pays, de moins de 1 % à plus de 30 % d'ici 2020, et crée un Fond de conservation et d'adaptation au climat pour les Seychelles. C'est la raison pour laquelle ces pays font partie des huit pays et organisations honorés par la COI-UNESCO le 6 juin en raison de leur contribution à la science océanique mondiale. Les autres membres des « 8 pour l'océan » étaient les États-Unis d'Amérique, l'Argentine, le Maroc, le Portugal, la Nippon Foundation et l'agence de l'environnement des États-Unis #CleanSeas campaign.



Global Ocean Science Report, The Current Status of Ocean Science around the World (Rapport mondial sur les sciences océaniques) de la COI-UNESCO évalue pour la première fois l'état et les tendances des compétences en science océanique dans le monde. Il présente un bilan mondial sur les personnes, les méthodes et les lieux de la science océanique.

Les États membres se mobilisent pour la 29^e session de l'Assemblée de la COI-UNESCO

La COI-UNESCO est la seule entité des Nations Unies dotée d'un mandat sur la science océanique et est l'agence en charge des cibles 14.3 et 14.a sur l'acidification des océans et les capacités de recherche marine. Elle contribue également aux fondements scientifiques de plusieurs autres cibles. La réalisation de l'ODD 14 requiert une augmentation de la prise de conscience du public au sujet de l'état de l'océan, ce que la COI-UNESCO s'emploie à faire en encourageant une culture de sollicitude dans les activités d'accès aux connaissances de l'océan pour tous, et plus généralement par l'éducation au développement durable via d'autres programmes UNESCO.

Les 148 États membres de la COI-UNESCO se sont réunis pour la 29^e session de son Assemblée, du 21 au 29 juin au siège de l'UNESCO à Paris. Ils ont examiné le travail de la Commission, dont celui du Secrétariat et des commissions sous-régionales, et formulé un plan de travail commun pour les deux années à venir.

Le projet est une collaboration entre la Nippon Foundation et la GEBCO (General Bathymetric Chart of the Oceans, Carte bathymétrique des océans) dont la COI-UNESCO est une organisation mère.

La Conférence des Nations Unies sur l'océan a culminé avec la célébration de la Journée mondiale de l'océan le 8 juin, occasion pour la COI-UNESCO de lancer le nouveau portail en ligne centralisé des Nations Unies pour la Journée. Le portail a été développé en partenariat avec la Division des Nations Unies des affaires maritimes et du droit de la mer et avec le Réseau Océan mondial. Ce portail mondial donnera aux parties prenantes de l'océan la possibilité d'annoncer leurs événements et d'augmenter leur visibilité. Les célébrations de la Journée ont également vu l'organisation du campus UNESCO Sauvons nos océans, qui a rassemblé des jeunes au siège de l'UNESCO pour discuter avec des experts des océans et participer à un échange en direct avec l'Assemblée générale des Nations Unies à New York.

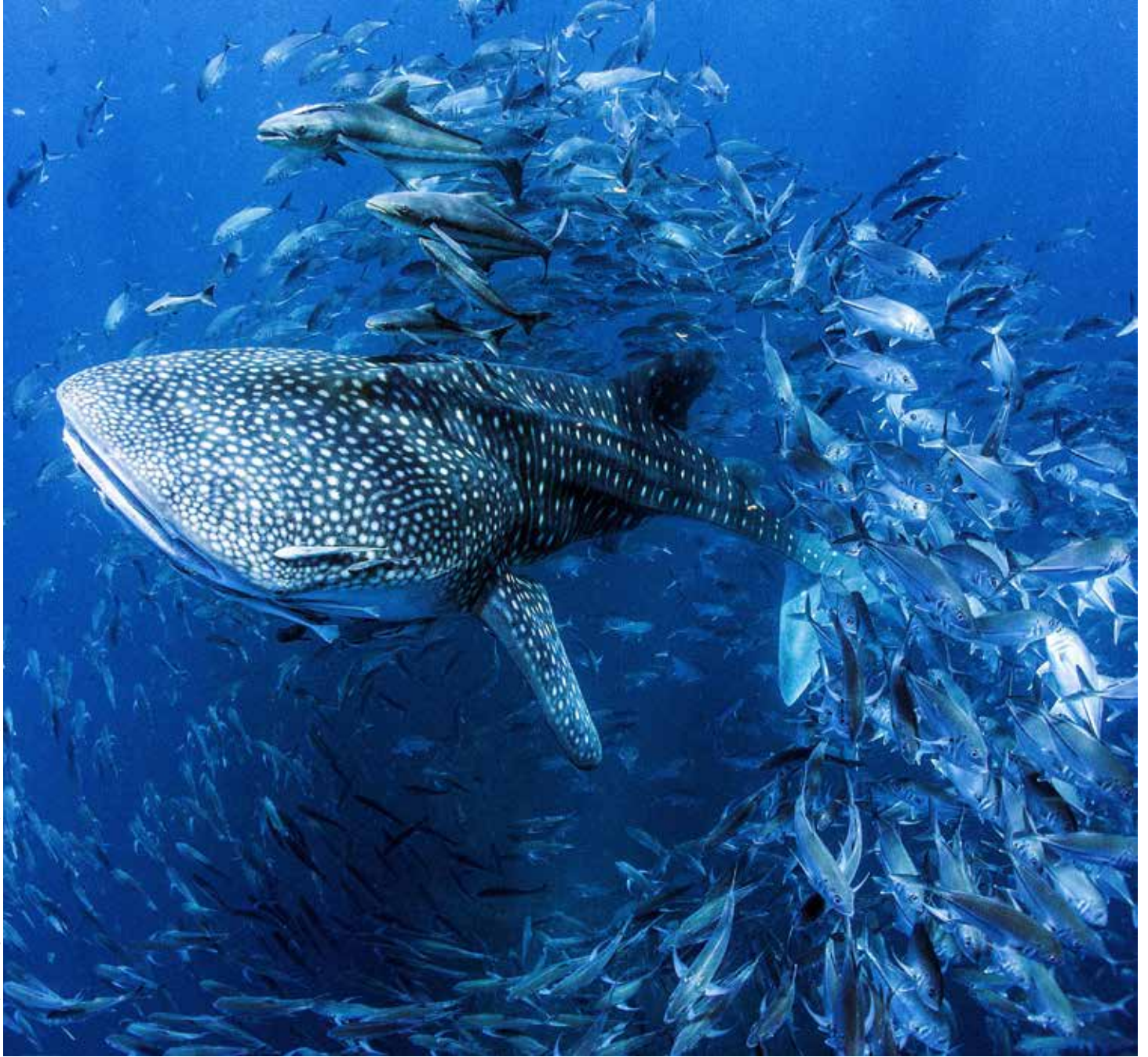
■ Encore une nouveauté : le premier Rapport mondial sur les sciences océaniques

La Journée mondiale de l'océan, le 8 juin, a vu le lancement du tout premier *Rapport mondial sur les sciences océaniques* (RMSO) lors d'un événement parallèle à la Conférence des Nations Unies sur les océans. L'événement Élaborer des savoirs pour le développement durable était soutenu par les gouvernements de Norvège, des Maldives et de Samoa.

Le rapport identifie et quantifie les éléments essentiels des sciences océaniques au niveau national, régional et mondial, notamment en ce qui concerne les effectifs, l'infrastructure et les données. Il s'agit de la première tentative collective de mise en évidence systématique des possibilités, ainsi que des besoins en capacités. Il constitue une ressource à l'intention des responsables politiques, des universitaires et des autres parties prenantes qui cherchent à exploiter le potentiel des sciences océaniques pour relever les défis planétaires.

Selon le RMSO, les dépenses nationales consacrées aux sciences océaniques se montent à entre 0,04 % et 4 % des sommes totales investies dans la recherche et le développement. Des efforts supplémentaires sont indispensables si l'on veut atteindre l'ODD 14. Le RMSO note également que les sciences océaniques sont aujourd'hui pilotées par un petit nombre de pays industrialisés, et émet des recommandations sur les façons dont les capacités en sciences de la mer pourraient être renforcées dans le monde entier grâce à la coopération internationale.

Choisie parmi des centaines de clichés, cette photo spectaculaire de requin-baleine prise au large de la côte thaïlandaise par le photographe britannique Dan Charity a gagné le concours photo de la Journée mondiale de l'océan 2017 dans la catégorie vie sous-marine.





© UNESCO/Fundo Vale

Le Bureau de l'UNESCO à Brasília et le Fonds Vale ont travaillé pendant plus de deux ans à l'amélioration de la durabilité de la pêche et à la promotion de l'inclusion des femmes et des jeunes des communautés traditionnelles de la zone côtière de l'Amazonie brésilienne.

Pêche durable sur la côte amazonienne

En général, les pêcheurs brésiliens vendent le poisson à bas prix à des intermédiaires qui le revendent plus cher. Dans plusieurs régions côtières, les stocks de poissons et de crustacés sont de plus en plus menacés par la pollution, les pratiques prédatrices et la surpêche. Le projet Pêche durable sur la côte amazonienne cherche à améliorer la durabilité et à promouvoir l'inclusion des jeunes et des femmes des communautés traditionnelles et des populations de l'Amazonie brésilienne.

Mené en coopération par le Bureau de l'UNESCO à Brasília et le Fonds Vale, avec la participation des communautés et de partenaires institutionnels locaux dans dix municipalités où vivent presque 10 000 familles, le projet a démarré en janvier 2015 et doit durer jusqu'à 10 ans. Il travaille avec 30 communautés riveraines et côtières dans les états de Amapá, Pará et Maranhão, région riche en biodiversité qui abrite la plus longue étendue continue de marais de mangroves du monde. Le projet cherche à développer et mettre en œuvre des technologies sociales peu onéreuses comme des fosses septiques adaptées aux zones inondables, des jardins médicinaux communautaires et des pièges spéciaux pour la pêche à la crevette durable dans les rivières.

L'initiative complémentaire Jeunes leaders pour la durabilité (YLS) implique environ 300 fils et filles de pêcheurs âgés de 15 à 19 ans dans des activités qui reposent sur l'art, l'éducation, la communication, à base de méthodes participatives. Parmi les résultats, on compte un projet de ramassage des déchets sur les plages locales, une formation sur la législation sur la pêche, les bonnes pratiques pour le transport de la pêche et la transformation des aliments, et la résolution des conflits sociaux et environnementaux.

■ Améliorer la connaissance de l'océan pour tous

La plupart d'entre nous n'ont pas conscience de l'impact du mode de vie quotidien actuel sur la santé de l'océan, sur son développement durable et ses nombreuses ressources pourtant essentielles à notre survie. La connaissance de l'océan (*ocean literacy*) est la compréhension de l'impact individuel et collectif que nous exerçons sur l'océan, et de son influence sur nos vies et notre bien-être. Plus qu'un concept, c'est un outil fondamental pour élargir la connaissance de l'océan et encourager les citoyens et les parties prenantes à adopter un rôle actif. Une éducation à l'océan précise et contraignante est essentielle pour combattre « l'aveuglement face à l'océan ».

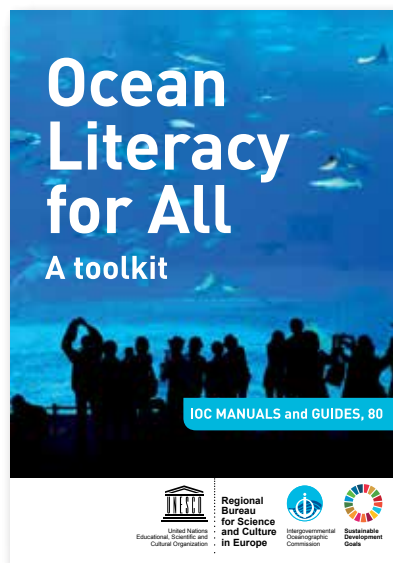
Des experts de haut niveau se sont réunis les 4 et 5 décembre à Venise (Italie) pour une conférence internationale sur l'*ocean literacy* à l'invitation du Bureau régional de l'UNESCO

pour la science et la culture en Europe, avec le soutien du gouvernement suédois. L'objectif était de tracer une feuille de route afin de faire avancer, au niveau international, l'*ocean literacy*. L'UNESCO y a lancé *Ocean Literacy for All. A toolkit* (Accès aux connaissances de l'océan pour tous), publication mettant en lumière les différentes activités d'*ocean literacy*, outil majeur de développement durable, dans les écoles, salles de conférences et institutions gouvernementales. Le manuel s'appuie sur l'initiative Ocean Literacy for All de la COI-UNESCO qui est également soutenue financièrement par la Suède.

Selon Ocean Literacy for All. A toolkit (Accès aux connaissances de l'océan pour tous), les écoles devraient présenter les conditions idéales pour que les enfants, les jeunes et les enseignants acquièrent une meilleure connaissance de l'océan et adoptent un rôle actif dans la communauté scolaire, et plus largement dans leurs communautés. Sur cette photo, des élèves visitent l'aquarium Kaiyuka à Osaka (Japon).



© Shutterstock/Isarescheewin



La publication commune Ocean Literacy for All. A toolkit (Accès aux connaissances de l'océan pour tous) de la COI-UNESCO et du Bureau de l'UNESCO à Venise offre aux enseignants du monde entier des méthodes, des ressources et des outils nouveaux pour comprendre les processus complexes de l'océan et les problèmes les plus urgents qui se posent.

Souligner le rapport entre le patrimoine culturel subaquatique, la préservation de l'océan et l'ODD 14

Le 29 mai, une journée d'échanges était organisée pour les délégations qui prenaient part à la réunion des États membres à la Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique (2001) ; cette journée s'est concentrée sur la relation entre le patrimoine culturel subaquatique et les ODD. Ce fut l'un des événements d'une série organisée par l'UNESCO en préparation de la Journée mondiale de l'océan, le 8 juin, et on a pu y voir la projection d'un film récent sur la recherche en haute mer de l'épave du Danton, à laquelle 700 personnes ont assisté, une exposition photo et une réception visant à sensibiliser aux épaves de la flotte cubaine de Cervera, ainsi que le lancement d'une brochure sur le patrimoine culturel subaquatique et la préservation de l'océan dans le cadre de l'ODD 14.

La nouvelle brochure de la COI-UNESCO, Une planète, un océan, a reçu un accueil chaleureux et l'Agence maritime et hydrographique allemande a proposé de l'imprimer et de la diffuser auprès des décideurs politiques allemands et de la communauté scientifique élargie.



Durant la dernière décennie, la COI-UNESCO a aidé les pays à mettre en œuvre une gestion fondée sur l'écosystème de l'environnement marin, grâce à son programme de planification de l'espace maritime. Vue du site Internet du programme.

■ Planification de l'espace maritime

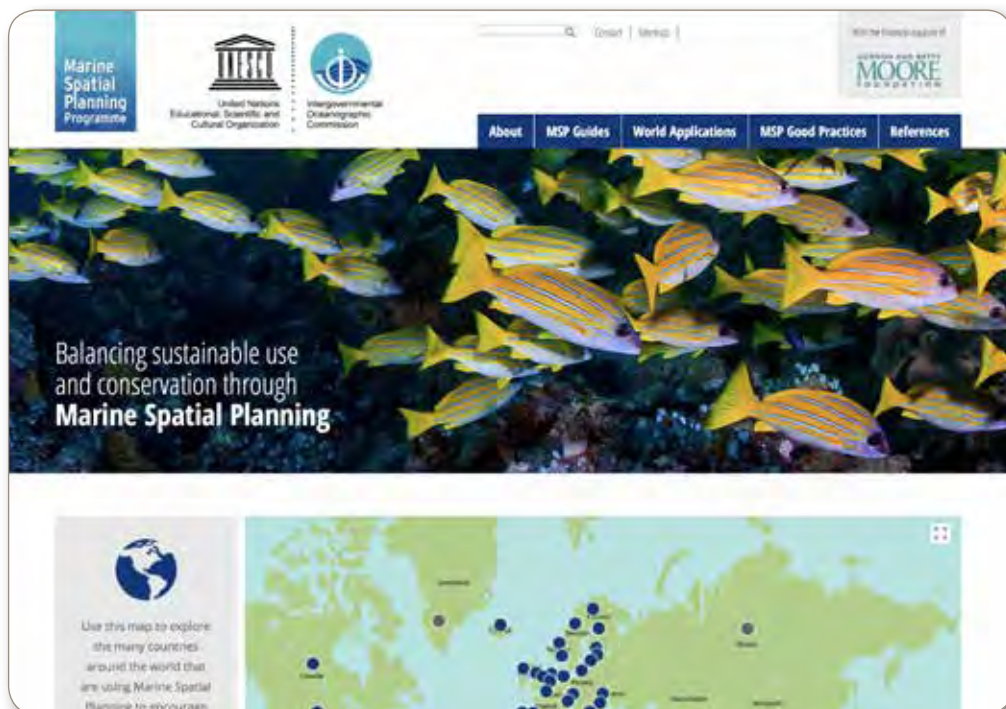
Depuis 2006, la COI-UNESCO aide les pays à mettre en œuvre des cartes de l'espace maritime, dans le but de coordonner la prise de décision et d'éviter des conflits intersectoriels et la surexploitation des ressources dans des zones économiques exclusives côtières (zones situées à moins de 200 milles nautiques des côtes, où les États exercent des droits souverains). Dans ces zones, la pêche traditionnelle ou la navigation, peuvent entrer en conflit avec des pratiques comme l'extraction de granulats marins, l'aquaculture offshore ou la génération d'énergies marines renouvelables. La planification couvre près de 10 % de ces zones mais l'objectif est de tripler ces étendues d'ici 2015. Une conférence internationale sur la planification de l'espace

maritime, organisée par la COI-UNESCO et la Direction générale des affaires maritimes et de la pêche de la Commission européenne, a réuni plus de 350 experts du monde entier au siège de l'UNESCO du 15 au 17 mars pour discuter des actions à mener. Les participants ont également pris part à un jeu de rôle, le MSP (Marine spatial planning, Planification de l'espace maritime) Challenge, en se mettant dans la peau d'un défenseur de l'environnement, d'un industriel ou d'un décideur.

Le travail de longue haleine de l'UNESCO pour la protection et la conservation des écosystèmes océaniques inclut à présent 49 sites marins du patrimoine mondial dans 37 pays – qui couvrent environ 10 % de toutes les zones marines protégées existantes – ainsi que son réseau de 212 réserves de biosphère possédant des zones marines, insulaires ou côtières dans 74 pays.

■ CARIBE WAVE 17, le plus grand exercice d'alerte au tsunami

Même s'ils sont rares, les tsunamis sont parmi les catastrophes naturelles les plus dévastatrices. Depuis 2000, plus de 11 millions de personnes ont été touchées et environ 250 000 tuées. La COI-UNESCO coordonne les services d'alertes nationaux et régionaux aux tsunamis, sensibilise sur les actions efficaces, sur les politiques et les pratiques qui permettent de réduire l'exposition au risque de catastrophe, avec ses quatre systèmes d'alerte aux tsunamis et d'atténuation de leurs effets dans le Pacifique, l'océan Indien, les Caraïbes, le Nord-Est atlantique, la Méditerranée et les mers adjacentes. Elle aide également les États membres avec des programmes d'éducation et des exercices réguliers de communication et d'évacuation. La Journée mondiale de sensibilisation aux tsunamis 2017 était consacrée à la réduction du nombre de personnes affectées.





© UNESCO/COPECO

Après CARIBE WAVE 2017, le Honduras a organisé en août, avec la COI-UNESCO et la Commission permanente de contingence du Honduras (COPECO), un deuxième exercice régional de simulation de tsunami, dans le but de mettre au point l'application des mesures de préparation du système d'alerte précoce aux tsunamis (EWS).

Plus de 740 000 personnes résidant dans 32 pays situés dans les zones entre les Bermudes et le Brésil ainsi que dans le bassin caribéen ont participé à l'exercice d'alerte au tsunami CARIBE WAVE 17, le 21 mars 2017, sous la supervision de la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO. Comme le réseau d'alerte aux tsunamis et d'urgence, il a impliqué des écoles, des agences gouvernementales, des collèges et des universités, des établissements de santé et des hôtels. Ceux-ci ont reçu une alerte via des sirènes, des emails, des systèmes d'alerte, des SMS, des publications dans les médias, des messages radio et sur les médias sociaux. Les événements ont compté des séminaires, des exercices, des évacuations complètes. Ce taux de participation fait de l'exercice CARIBE WAVE 17 le plus grand exercice d'alerte aux tsunamis réalisé jusqu'à présent dans le monde.

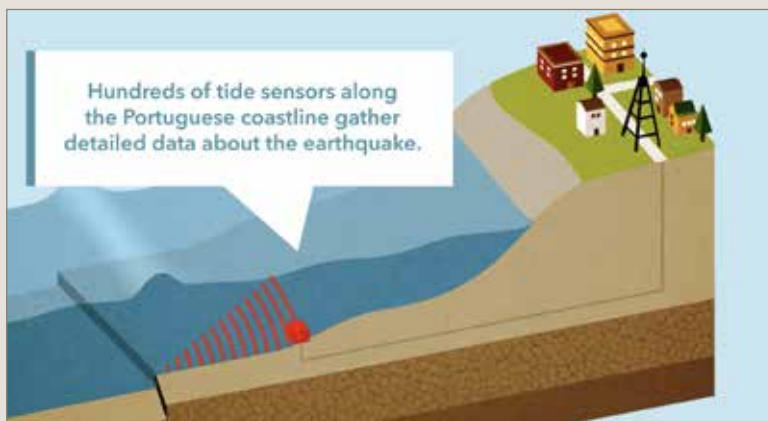
Dernières informations scientifiques sur les variations du niveau de la mer

Il est prévu que la côte est des États-Unis connaîtra une des plus importantes élévations du niveau de la mer dues au changement climatique, New York s'imposait donc comme lieu pour accueillir la Conférence internationale sur les variations régionales de l'élévation du niveau de la mer et les incidences sur les zones côtières, organisée par le Programme mondial de recherche sur le climat (PMRC), son projet CLIVAR (Climat et océan : variabilité, prédictibilité et changement) et la COI-UNESCO. Elle a attiré des centaines de scientifiques à l'université de Columbia, dans le but d'offrir « la voix et une expertise collective de la communauté internationale du niveau de la mer pour traiter les enjeux actuels en décrivant et en prévoyant les changements régionaux et côtiers du niveau de la mer, et en quantifiant des incertitudes intrinsèques ».

L'évaluation du prochain Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) donnera aux gouvernements les informations scientifiques, techniques et socio-économiques nécessaires à la compréhension de la base scientifique du risque du changement climatique causé par les humains, ses impacts potentiels et des options pour l'adaptation et l'atténuation. Les participants ont reçu le programme qui comprend un rapport spécial sur l'impact du réchauffement de 1,5 °C (prévu pour la fin 2018) et un rapport spécial sur les océans et la cryosphère (prévu pour la fin 2019).

Des nouvelles du terrain

Sélection d'images extraites de la vidéo promotionnelle sur YouTube du nouveau centre d'alerte aux tsunamis du Portugal. La vidéo a été produite par le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) avec l'aide de la COI-UNESCO.



Portugal

Les côtes portugaises sont à présent protégées grâce à un nouveau centre d'alerte au tsunami

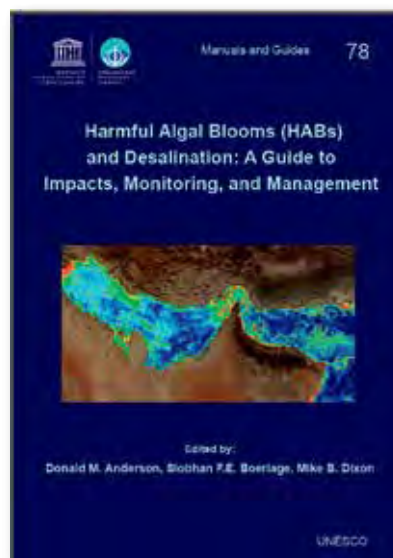
Les tsunamis se produisent majoritairement en Asie et dans les Amériques, mais certaines parties d'Europe sont également exposées. Le littoral portugais est très étendu, avec plus de 943 km de côtes au Portugal continental, auxquels s'ajoutent les 667 km des archipels des Açores et les 250 km de Madère. Toutes ne sont pas exposées au risque de tsunamis mais beaucoup d'entre elles sont localisées à la frontière entre les plaques tectoniques africaine et eurasiennne, ce qui les rend très vulnérables aux séismes. Le Portugal a été frappé en 1755 par un tremblement de terre de magnitude 8,5 à 9 sur l'échelle de Richter, qui a tué plus de 70 000 personnes et déclenché des vagues de 5 à 6 mètres de hauteur à Lisbonne. Aujourd'hui, un tremblement de terre au large de la côte du sud-ouest du Portugal ou de l'Espagne – probable selon les experts – toucherait des centaines de milliers de personnes qui vivent sur les côtes de plus en plus urbanisées de la péninsule ibérique. Après la France, la Turquie, l'Italie et la Grèce dans la région de l'Atlantique du Nord-Est, de la Méditerranée et des mers adjacentes (NEAM), le Portugal s'est doté d'un Centre national d'alerte aux tsunamis. Situé à l'Institut portugais de la mer et de l'atmosphère (IPMA) et coordonné par la COI-UNESCO, il utilise des centaines de capteurs et devrait être capable de donner aux populations à risque 8 minutes pour se mettre en sécurité. Fernando Carrilho, Directeur de l'IPMA, a déclaré : « Ces capteurs enverront l'information aux autorités portugaises qui relayeront ensuite l'alerte aux communautés exposées par message ou sirènes ». Ce nouveau centre portugais va considérablement augmenter la capacité de l'Europe à alerter ses citoyens de l'arrivée d'un tsunami.

■ De nouveaux défis pour la science océanique

L'oxygène est essentiel pour la santé de l'océan et de la planète. Il affecte les cycles du carbone, de l'azote et d'autres éléments clés, et est un élément fondamental de la vie marine, des côtes aux bas-fonds de l'océan. Cependant les activités humaines augmentent la désoxygénation aussi bien sur les côtes qu'au large. En 2016, la COI-UNESCO a créé le Réseau mondial de l'oxygène (GO2NE), groupe de travail cherchant à fournir une vision mondiale et pluridisciplinaire de la désoxygénation, prenant en compte toute l'étendue du problème et offrant des conseils politiques fondés sur des données scientifiques. GO2NE a organisé un événement parallèle à la Conférence des Nations Unies sur l'océan et prépare d'autres événements dont des ateliers d'experts et un cours d'été. Le réseau explore les possibilités d'actions conjointes pour les prochaines années avec un groupe d'experts sur la Variabilité dans l'oxycline et ses impacts sur l'écosystème (VOICE).

L'absorption du gaz carbonique par les océans cause un changement des taux d'acidité : en pleine mer et dans les zones côtières, l'acidité marine a augmenté en moyenne d'environ 26 % depuis le début de la révolution industrielle. Parmi les effets, on compte des problèmes dans la constitution des récifs de coraux et des coquilles des organismes marins. Pour faire face à cette question, la cible 14.3 de l'ODD 14 demande de « Réduire au maximum l'acidification des océans et lutter contre ses effets ». Cependant, des lacunes existent dans l'observation de l'acidification de l'océan dans un grand nombre de zones supposées particulièrement vulnérables aux changements dans l'acidité, comme le Triangle du corail dans l'ouest du Pacifique et l'ouest de l'océan Indien.

L'absorption de gaz carbonique par les océans cause un changement des taux d'acidité. Parmi ses effets on constate le blanchissement des coraux et la diminution des récifs coralliens. Ces coraux foliacés et cornes de cerf ont commencé à blanchir sur un récif de Sulawesi (Indonésie). Pour faire face à ce problème, la cible 14.3 de l'ODD 14, pour laquelle la COI-UNESCO est l'agence responsable, demande de « Réduire au maximum l'acidification des océans et lutter contre ses effets ».



La nouvelle publication de la COI-UNESCO, Harmful Algal Blooms (HABs) and Desalination: A Guide to Impacts, Monitoring, and Management (Prolifération des algues nuisibles et dessalement : guide sur les impacts, le suivi et la gestion), est le premier manuel consacré au problème croissant que posent les efflorescences algales nuisibles aux usines de dessalement de l'eau de mer.

Nouveau guide de la COI-UNESCO sur les efflorescences algales nuisibles et le dessalement

Le congrès mondial de l'Association internationale de dessalement à São Paulo (Brésil) a été l'occasion du lancement, le 16 octobre, de *Harmful Algal Blooms (HABs) and Desalination: A Guide to Impacts, Monitoring, and Management* (Prolifération des algues nuisibles et dessalement : guide sur les impacts, le suivi et la gestion), premier manuel sur le problème croissant que posent les efflorescences algales nuisibles aux usines de dessalement de l'eau de mer. De nombreux pays arides dépendent du dessalement de l'eau de mer pour leur eau potable. La menace grandissante qui pèse sur ce besoin social essentiel provient des HAB. Certaines HAB produisent des neurotoxines puissantes qui peuvent résister au traitement de l'eau et menacent la santé humaine. D'autres entravent les opérations des usines de dessalement en bouchant les filtres d'entrée, en salissant les surfaces et en attaquant les membranes, et/ou en produisant des goûts, des odeurs ou des composés irritants. Les impacts peuvent être sérieux et causer l'arrêt des usines de dessalement pendant plusieurs mois. On possède de plus en plus d'expérience sur les manières de faire face aux HAB, mais cette information doit être mise en forme pour que les ingénieurs des usines de dessalement puissent les comprendre et les utiliser dans leurs activités opérationnelles quotidiennes. Le manuel de la COI-UNESCO est donc destiné à aider l'industrie du dessalement à traiter une question qui représente une menace potentielle pour la santé humaine et pour la distribution d'eau dessalée de laquelle un nombre croissant de pays arides dépend pour répondre à leurs besoins en eau douce.



© WESTPAC/DMCFC, Thaïlande

Les efflorescences algales nuisibles (HAB) constituent une grave menace pour la santé humaine et pour le développement côtier et marin durable. La COI-UNESCO dispense depuis 1992 des formations aux institutions des États membres sur le suivi et la gestion des algues nuisibles. Recherche sur les efflorescences algales à Phuket (Thaïlande).

Ce sont des lieux regorgeant de biodiversité mais dans lesquels des observations de longue durée et des expériences pertinentes n'ont pas encore été menées. Le Réseau mondial d'observation de l'acidification de l'océan, initiative de la COI-UNESCO forte de 412 membres issus de 75 pays, soutient le développement d'un réseau d'observation de l'acidification des récifs de coraux océaniques dans l'ouest du Pacifique. Il s'agit d'une des nombreuses initiatives régionales et plateformes de recherche qui se développent pour essayer de combler les lacunes existantes dans les connaissances sur l'acidification de l'océan. Des événements comme l'atelier d'acidification de l'océan de l'Association de science marine de l'ouest de l'océan Indien (24-25 octobre, Dar-es-Salam, République-Unie de Tanzanie) a réuni des experts internationaux pour discuter des moyens d'améliorer les connaissances sur les impacts de la réduction du pH sur la vie marine de la région.

■ Observation de l'océan

Aujourd'hui plus que jamais, nous devons observer les océans pour pouvoir prédire l'évolution du climat et préparer sa préservation pour le bien-être des générations à venir. Un Atelier d'observateurs de l'océan s'est tenu à Brest les 13 et 14 juin et a réuni des spécialistes des sciences de la mer, des représentants des instances éducatives et des professeurs, la communauté nautique et des communicants spécialistes du milieu marin ainsi que d'autres parties prenantes, pour explorer les possibilités de créer de nouvelles activités de collaboration

De nouveaux savoirs en Afrique de l'ouest

Dans la région du Grand écosystème marin du courant des Canaries (CCLME), la Visionneuse Eco-SIG CCLME, qui a été présentée lors d'un atelier en juillet et révélée au public en septembre, est un outil analytique dynamique SIG (système d'information géographique) qui vise à créer des produits de données significatifs à l'échelle régionale, à ajouter de la valeur aux données brutes et à produire de nouvelles connaissances scientifiques sur les océans et les zones côtières de cette région d'Afrique de l'ouest.

L'atelier s'est déroulé au Centre océanographique des Canaries de l'Institut espagnol d'océanographie (IEO) à Santa Cruz de Tenerife (Espagne) du 11 au 13 juillet, et a réuni 25 participants de 14 organisations, dont des experts du Maroc, de Mauritanie, du Sénégal, de Gambie, de Guinée, du Cap-Vert, du Kenya, de France et d'Espagne. Il a eu lieu dans le cadre de la seconde phase du projet Améliorer les capacités en océanographie dans les pays d'Afrique de l'Ouest du CCLME, financé par l'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID) et mis en œuvre par la COI-UNESCO en partenariat avec l'IEO, et qui a également publié plusieurs rapports sur des thèmes liés.

Nouveau guide pour concevoir et mettre en œuvre un plan de surveillance des microalgues produisant des toxines

Les HAB qui produisent des toxines présentent une menace grave pour la santé publique et pour le développement côtier et marin durable. Les rapports sur les impacts socio-économiques des efflorescences algales nuisibles à travers le monde augmentent avec la croissance du tourisme, de l'aquaculture et de la pêche artisanale dans de nombreuses zones côtières et marines. Outre leur utilité immédiate pour la protection de la santé publique, pour le commerce international des fruits de mer et la protection des ressources naturelles, les observations et les séries chronologiques d'occurrences de HAB et des bio toxines associées sont une source précieuse de données pour documenter et comprendre le changement de l'écosystème qu'il soit naturel ou causé par les humains. La COI-UNESCO a, depuis 1992, facilité systématiquement la recherche internationale et offert des opportunités de formation aux institutions des États membres en recherche, suivi et gestion des algues nuisibles. Cela comprend la publication de manuels et de guides, et le mois de mars a vu la publication du *Guide for Designing and Implementing a Plan to Monitor Toxin-Producing Microalgae* (Guide pour la conception et la mise en œuvre d'un plan de surveillance des microalgues produisant des toxines) de la COI-UNESCO et de l'AIEA, dans le cadre d'un programme international de lutte contre les HAB. Ce guide est une introduction aux techniques analytiques de base applicables pour concevoir des protocoles d'échantillonnage de microalgues et de vecteurs de biotoxines (poissons et les crustacés). Cette standardisation des méthodes permettra des comparaisons solides de données entre les pays et améliorera les évaluations du risque d'événements potentiels d'efflorescences algales nuisibles.



La contamination aux microplastiques a été constatée dans des dizaines de milliers d'organismes et plus de 100 espèces, selon un rapport publié en février par le groupe d'experts sur les aspects scientifiques de la protection marine environnementale (GESAMP), dont les membres sont nommés par la COI-UNESCO et par huit autres organes issus des Nations Unies.

© Shutterstock/Rich Carey

(Euro-Argo ERIC), en collaboration avec le Bureau du projet Argo et la COI de l'UNESCO. La deuxième expédition internationale dans l'océan Indien apporte de nouvelles avancées excitantes ainsi que des transferts de technologies et de capacités pour la compréhension de la science de l'océan Indien en tant que tel mais aussi de son rôle dans les cycles mondiaux des océans et des climats. L'expédition va se prolonger pendant la prochaine décennie tant dans ses activités que dans ses découvertes.

Du plastique pour le dîner ?

Environ 10 à 12 % de la population mondiale dépendent de la pêche et de l'aquaculture pour leur subsistance, mais aujourd'hui manger des fruits de mer c'est aussi manger du plastique. Des scientifiques ont récemment calculé qu'un consommateur moyen de produits de la mer mange jusqu'à 11 000 fragments de plastique avec ces produits chaque année. Les particules de plastique sont également présentes dans d'autres organismes marins. Nous avons aujourd'hui très peu de connaissances sur l'impact de ces particules de plastique sur les organismes marins eux-mêmes et sur le potentiel impact causé à la santé humaine par l'absorption d'organismes marins contenant des particules de plastique, et ces questions sont donc sujettes à de nombreux projets de recherches en cours.

En février, le groupe d'experts sur les aspects scientifiques de la protection marine environnementale (GESAMP), dont les membres sont nommés par neuf organes issus des Nations Unies, dont la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, a publié *Sources, Fate and Effects of Microplastics in the Marine Environment: Part 2 of a Global Assessment* (Les sources, l'évolution et les effets des microplastiques dans le milieu marin : Deuxième partie d'une évaluation globale) qui a confirmé que des dizaines de milliers d'organismes et plus de 100 espèces étaient contaminés par les microplastiques. Le Groupe de travail 40 du GESAMP sur Sources, Fate and Effects of Microplastics in the Marine Environment a identifié également les « points chauds » en matière de sources de microplastiques, ainsi que leurs zones de distribution et d'accumulation. La COI-UNESCO est l'agence leader du Groupe de travail 40 avec l'ONU-Environnement.



© Rutgers University

Créer des partenariats et renforcer les cadres

Plus de 130 participants de 40 pays se sont rassemblés au Cap (Afrique du Sud) – des représentants d’agences onusiennes, d’organisations internationales, du secteur privé, d’ONG et de gouvernements nationaux du monde entier – pour discuter des façons de « Construire un partenariat international pour améliorer les approches écosystémiques fondées sur la science en soutien à la gouvernance régionale de l’océan ». L’objectif était de renforcer la collaboration entre les cadres existants de gestion régionale des ressources marines et côtières : programmes des grands écosystèmes marins (LME), programmes des mers régionales et programmes de pêches régionales. Cette rencontre s’est tenue dans le cadre du projet LME:LEARN financé par le Fonds pour l’environnement mondial (FEM), mis en œuvre par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), géré par la COI-UNESCO. Il s’est déroulé en parallèle de la seconde étape de la Volvo Ocean Race.

■ Une course nautique pour mieux connaître nos océans

Les sept équipes en compétition dans la Volvo Ocean Race ont mis les voiles en novembre 2017 et devraient arriver à la mi-2018. Pendant leur parcours de 45 000 milles nautiques, ils ne font pas seulement la course, ils complètent aussi considérablement notre connaissance des océans.

Tous les bateaux transmettent toutes les 10 secondes 36 données, sur la température, la pression barométrique, la force et la direction du vent, au contrôle de la course situé au siège de Volvo à Alicante (Espagne), qui les fait suivre à la NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration, Agence américaine d’observation océanique et atmosphérique) et au Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme. Ces données devraient permettre d’élaborer des prévisions météo et des modèles climatiques plus précis. Pendant les étapes les plus isolées, les bateaux lancent des bouées

Avec un voyage de 128 000 kilomètres à travers les cinq bassins océaniques, le Challenger est la première expédition scientifique à faire le tour du monde. Lancé le 5 novembre 2016, il a atteint son premier point d’escale au large de la côte sri-lankaise le 27 septembre 2017 et récolté un ensemble sans précédent de données sous-marines.

scientifiques dérivantes, des sondes flottantes qui se déplacent au gré des courants océaniques et transmettent des données sur la pression en surface, la température et les courants océaniques via un réseau mondial de satellites. Certains bateaux transportent également des instruments de pointe permettant de tester la salinité, la pression partielle du gaz carbonique, le gaz carbonique dissous et la *chlorophyll-a* (une algue), et de mesurer les concentrations de microplastiques.

Les automobiles Volvo et un consortium scientifique composé de NOAA, JCOMMOPS, GEOMAR et SubCtech ont créé un programme scientifique centré sur l’amélioration des données météorologiques et la recherche sur les microplastiques dans l’océan.

■ Des directives pour la haute mer

Le 24 décembre, après dix ans de réunions du groupe de travail et du comité préparatoire, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de lancer l'élaboration d'un nouvel instrument juridiquement contraignant, dans le cadre de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, sur la conservation et l'usage durable de la diversité biologique marine de zones ne relevant d'aucune juridiction nationale (BBNJ) – la haute mer. Les thèmes qui seront couverts par cet instrument incluent les ressources génétiques marines et le partage des bénéfices ; les outils de gestion fondés sur les zones, dont les zones marines protégées ; les évaluations d'impact environnemental, le renforcement des compétences et le transfert des technologies marines. La COI-UNESCO s'est fortement impliquée dans le processus BBNJ, conformément à son mandat dans des domaines en lien avec la recherche scientifique marine, le renforcement des capacités et le transfert des technologies marines, ainsi que la gestion des données et des informations.

Du 7 au 9 mars, en préparation de la 3^e réunion du Comité préparatoire sur la BBNJ (27 mars – 8 avril à New York), la COI-UNESCO a organisé un atelier auquel ont assisté 100 représentants de 35 PEID, avec des scientifiques, des responsables des Nations Unies et de l'Union européenne. Une partie de l'atelier s'est déroulée au bureau de projet de la COI pour l'IODE (International Oceanographic Data and Information Exchange, Échange international de données et d'informations océanographiques) à Ostende (Belgique), plateforme mondiale de renforcement des compétences qui accueille OBIS (Ocean Biogeographic Information System, Système d'information biogéographique océanique),

la plus grande base de données mondiale sur la biodiversité marine. L'atelier était axé sur le renforcement des capacités et le transfert de technologies marines (RC/TTM), sujet au cœur des négociations liées à la diversité biologique marine au-delà des zones de juridiction nationale (BBNJ).

La 72^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu la contribution d'OBIS à la recherche scientifique marine. OBIS offre aujourd'hui un accès harmonieux à plus de 50 millions d'observations sur 120 000 espèces marines, provenant de plus de 2 000 bases de données dans le monde. Elle procure un accès libre et équitable aux données, profite à la recherche et améliore la

collaboration internationale. Selon une analyse des publications contenues dans le Web des sciences, 2 700 scientifiques de 75 pays ont collaboré à 590 articles de recherche citant OBIS. Plus de 100 nouveaux documents ont été publiés en 2017.

Grâce à OBIS, la COI-UNESCO apporte une information de base sur la biodiversité marine et soutient des évaluations mondiales comme l'Évaluation mondiale intégrée du milieu marin des Nations Unies (UN World Ocean Assessment) et les évaluations entreprises par la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES, Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services).



© NOAA Okeanos Explorer Program

La 72^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu la contribution du Système d'information biogéographique océanique (OBIS) à la recherche scientifique marine. Abrité par le bureau de la COI-UNESCO pour le projet IODE (International Oceanographic Data and Information Exchange, Échange international de données et d'informations océanographiques) à Ostende (Belgique), OBIS offre aujourd'hui un accès harmonieux à plus de 50 millions d'observations sur 120 000 espèces marines, provenant de plus de 2 000 bases de données dans le monde.



Matériel de communication de l'UNESCO pour la COP23.

■ L'UNESCO à la COP23

Un des événements phares de l'année a été la COP23, la 23^e Conférence annuelle des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Ce fut la première COP à être accueillie par un petit État insulaire en développement car Fidji en a assuré la présidence, mais elle s'est tenue à Bonn (Allemagne) du 6 au 17 novembre. Deux ans après l'Accord de Paris, la COP23 s'est centrée sur la suite des négociations pour la mise en œuvre de l'accord après 2020.

Le pavillon UNESCO offrait un espace aux experts, aux représentants de la société civile et aux spécialistes de l'UNESCO, leur permettant de se consacrer ensemble au changement climatique à travers une série de journées thématiques : le 7 novembre était la journée des peuples autochtones, le 10 novembre, la journée d'action pour l'eau, le 11 novembre, la journée d'action pour l'océan, le 13 novembre était consacré à l'impact du changement climatique en Afrique et le 14 novembre à la résilience et à la réduction des risques de catastrophes ainsi qu'au Plan d'action de l'UNESCO pour les Petits États insulaires en développement. Le 15 novembre, les sessions ont exploré la façon dont les sites désignés par l'UNESCO (sites du patrimoine mondial, réserves de biosphère et

géoparc mondiaux de l'UNESCO) pouvaient aider à mettre en œuvre des manières novatrices de traiter le changement climatique au niveau national et local. Faisant office d'observatoires du changement climatique, de nombreux sites désignés par l'UNESCO contribuent à des solutions d'atténuation, y compris en promouvant l'économie verte et l'usage durable des sources d'énergie renouvelable. Les experts ont partagé leurs opinions sur les moyens de renforcer les bonnes pratiques d'adaptation au changement climatique grâce à ces réseaux. Le thème du 16 novembre était l'éducation, et les événements ont compris un débat de haut niveau (organisé avec Fidji et la CCNUCC) sur l'éducation et les partenariats mondiaux pour lutter contre le changement climatique, et des discussions sur la préparation des écoles face au climat, la formation des enseignants au changement climatique, le leadership des jeunes et l'écologisation de la formation professionnelle et l'enseignement technique.

Le 11 novembre, journée d'action pour l'océan, la COI-UNESCO a rassemblé plus d'une dizaine d'institutions scientifiques, d'organisations internationales et de la société civile, ainsi que des représentants de gouvernements pour mettre en lumière des actions de terrain et les enseignements qui en sont tirés, des bonnes pratiques et des recommandations de réplcation et de mise à l'échelle, en insistant sur les PEID. La COI-UNESCO a coorganisé deux des sept sessions parallèles sur Science et océans : Rapport du GIEC et autres éléments (avec la plateforme Océan et climat) et sur le Carbone bleu et les contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN) : où et comment (avec l'UICN et Conservation International). Elle a également modéré, en compagnie de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique), une discussion parallèle qui s'est penchée

Une initiative conjointe océan et climat

Il est parfaitement clair, depuis la COP21 à Paris, que les organisations internationales et les gouvernements nationaux doivent se joindre aux parties prenantes de la société civile et du secteur privé pour mettre en place des actions efficaces et en temps voulu dans le domaine des océans et du climat. En février, l'Alliance des initiatives Océan et Climat (AIOC), coalition de 70 organisations non gouvernementales soutenue par la Plateforme océan et climat et par la COI-UNESCO, a été lancée au siège de l'UNESCO. Lors d'un autre événement parallèle à la COP23, le premier rapport de l'AIOC, *Report of Progress on Ocean and Climate Action* (Mesurer les progrès des initiatives océan et climat), qui souligne les éléments et conclusions clés pour le rôle futur de l'AIOC, a été présenté. La table ronde a mis en évidence les résultats de l'étroite coopération entre les chercheurs scientifiques et les ONG travaillant sur les questions de l'océan et du changement climatique, et a appelé à la création d'un cadre d'action commun pour mettre en œuvre l'Accord de Paris et le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

sur les moyens de traiter les perturbateurs de l'océan liés au climat, grâce à un meilleur renforcement des capacités, à des stratégies d'atténuation du gaz carbonique et à des approches adaptatives novatrices.

Pendant la semaine, la communauté de l'océan a appelé avec insistance à davantage d'actions fondées sur la science.

Le 16 novembre, Fidji, le pays hôte, a lancé le Partenariat Ocean Pathway. Il propose d'améliorer les possibilités de financement pour préserver la santé de l'océan et la gestion de ses écosystèmes marins, et d'encourager l'insertion d'actions liées à l'océan dans les contributions prévues déterminées au niveau national des signataires de l'Accord de Paris.

Le 13 novembre, le Département Afrique de l'UNESCO a organisé la deuxième édition de la table ronde Changement climatique : quels impacts pour l'Afrique ? dans le cadre du Programme 4 de la Stratégie opérationnelle pour Priorité Afrique, après une première édition fructueuse à la COP22 de Marrakech (Maroc).



La Pacifique est une des régions les plus vulnérables du monde aux effets négatifs du changement climatique. Towards Climate Change Resilience: Minimising loss and damage in Pacific SIDS communities (Pour une résilience au changement climatique : minimiser les pertes et les dégâts dans les communautés des PEID du Pacifique), publié en 2017 par le Bureau de l'UNESCO à Apia, rassemble des informations sur les pertes et les dommages causés à l'agriculture et au tourisme au niveau des communautés dans cinq PEID du Pacifique : les Îles Cook, Fidji, Samoa, les Îles Salomon et Timor-Leste.

Adoption de la Déclaration de principes éthiques de l'UNESCO en rapport avec les changements climatiques

L'UNESCO affirme que le changement climatique est fondamentalement une question éthique. Avec un large consensus, les 195 États membres de l'Organisation ont adopté une Déclaration mondiale de principes éthiques en rapport avec le changement climatique lors de la 39^e session de la Conférence générale.

Le processus conduisant à la Déclaration a été lancé en 2008, lorsque la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (COMEST), organe consultatif mondial d'experts, a commencé à analyser les problèmes et à souligner l'urgence d'apporter des réponses politiques.

Cette Déclaration vise à aider les gouvernements, les entreprises et la société civile à mobiliser les personnes autour de valeurs communes sur les changements climatiques, afin d'éviter des dégâts inacceptables et des injustices. Elle déclare également qu'« Un processus de décision basé sur la science est d'une importance critique pour relever les défis d'atténuation et d'adaptation face à la rapidité des changements climatiques. Les décisions devraient être fondées sur et guidées par les meilleures connaissances disponibles en sciences naturelles et sociales ».

Quelques jours auparavant, à la COP23, l'UNESCO avait organisé une table ronde sur la Déclaration pour discuter du rôle de l'éthique dans la compréhension du changement climatique et des réponses à y apporter.

Le 12 décembre, Audrey Azoulay, nouvellement élue Directrice générale de l'UNESCO, a retrouvé les dirigeants mondiaux au sommet Une planète organisé par les Nations Unies et la Banque mondiale à l'initiative du gouvernement français, à Paris. Tweet de l'UNESCO pour attirer l'attention sur ce jour.

© Présidence de la République



**PARCE
QUE C'EST
NOTRE
PLANÈTE!**

Cet événement parallèle a rassemblé des scientifiques internationaux de haut niveau représentant différents groupes (CNRS, ONG et universitaires) pour discuter des initiatives d'atténuation et d'adaptation et des mesures à prendre pour faire face au changement climatique en Afrique. Les panélistes ont soulevé des questions clés particulièrement importantes pour l'Afrique, comme le genre, les réserves de biosphère, les États insulaires, l'eau, l'énergie et la désertification.

À la lumière des impacts du changement climatique, qui causent des dommages catastrophiques, l'UNESCO a organisé le 14 novembre la Journée d'action des Petits États insulaires en développement (PEID) pour rassembler des experts, des décideurs, des représentants gouvernementaux, des représentants de la société civile et des communautés afin d'engager un dialogue transdisciplinaire sur les PEID et les impacts du changement climatique, leur atténuation et l'adaptation à ceux-ci.

À cette occasion, l'UNESCO, avec le Centre du Pacifique pour l'environnement et le développement durable (PaCE-SD) de l'université du Pacifique Sud, a lancé la production participative de données sur le projet Vers la résilience au changement climatique : minimiser les pertes et les dégâts dans les communautés des PEID du Pacifique. Ce projet avait pour but de générer et de partager de nouveaux savoirs ainsi que de sensibiliser sur les pertes et les dégâts causés par les effets négatifs du changement climatique dans cinq PEID du Pacifique : les Îles Cook, Fidji, Samoa, les Îles Salomon et Timor-Leste. Ce projet pilote a développé et testé des outils et des approches visant à mieux comprendre les pertes et les dégâts au niveau de la communauté, a identifié les enjeux de réaction et d'adaptation, et fait des recommandations pour des interventions de suivi.



Le recul des glaciers dans les Andes

Les Andes sont la plus longue chaîne montagneuse au monde. Elles traversent le Venezuela, la Colombie, l'Équateur, le Pérou, la Bolivie, le Chili et l'Argentine. Plus de 40 % de la population totale de l'Amérique du Sud – plus de 160 millions de personnes – vit dans ces pays. Une partie de la neige qui tombe sur les Andes se transforme en glace dans les glaciers. Plusieurs vallées andines souffrent de sécheresse et dépendent de l'eau de la fonte des glaciers pour disposer d'un débit d'eau à peu près constant pendant l'année.

Mais le changement climatique, en particulier l'augmentation des températures, a causé un recul rapide des glaciers dans tous les pays de la région andine. Le problème a empiré depuis 1990 et va s'aggraver encore au cours du XXI^e siècle. Les températures probablement plus élevées et la plus forte variabilité interannuelle affecteront les services environnementaux, la biodiversité et les activités socio-économiques.

Le projet Impact du recul des glaciers dans les Andes : réseau international pluridisciplinaire pour des stratégies d'adaptation a démarré en 2012, dans le but de mettre en place un réseau international pluridisciplinaire visant à améliorer l'adaptation au changement climatique grâce à une meilleure compréhension des vulnérabilités, des opportunités et des potentiels d'adaptation. Il a été conçu par le Programme hydrologique international de l'UNESCO avec IANIGLA (Instituto Argentino de Nivología, Glaciología y Ciencias Ambientales, Institut argentin de nivologie, de glaciologie et de sciences de l'environnement) et avec le soutien du gouvernement des Flandres. Sa réunion de synthèse finale s'est tenue à l'Institut IANIGLA, à Mendoza (Argentine) du 23 au 25 août. Des professionnels de premier plan, nationaux et internationaux, du domaine de la gestion de la neige et des glaciers ont présenté les résultats du projet et discuté des enjeux et des opportunités d'avenir sur la question du recul des glaciers.

Au mois d'août, des experts ont analysé l'impact du recul des glaciers dans les Andes au cours d'une réunion finale de synthèse du projet Impact du recul des glaciers dans les Andes : réseau international pluridisciplinaire pour des stratégies d'adaptation coorganisé par le Programme hydrologique international de l'UNESCO à Mendoza (Argentine). Vue de la calotte glaciaire de Quelccaya, dans les Andes péruviennes, qui a perdu 20 % de sa surface depuis 1978.



Le centre SESAME (Synchrotron-light for Experimental Science and Applications in the Middle East, Rayonnement synchrotron pour la science expérimentale et ses applications au Moyen-Orient) à Allen (Jordanie) a été inauguré par sa majesté le Roi Abdallah II, le 16 mai. SESAME est le fruit de la décision de l'UNESCO en 1999 de créer une institution internationale préparant l'établissement d'une source lumineuse de synchrotron au Moyen-Orient en réponse au besoin manifesté par les scientifiques de la région. Aujourd'hui, c'est une organisation intergouvernementale pleinement indépendante et un modèle de diplomatie scientifique, car le projet accueille des représentants de Chypre, d'Égypte, de République islamique d'Iran, d'Israël, de Jordanie, du Pakistan, de l'Autorité palestinienne et de Turquie. SESAME a été également conçu pour juguler la fuite des cerveaux et encourager les jeunes talents prometteurs de la région à poursuivre leur cursus scientifique dans l'enseignement supérieur scientifique, contribuant ainsi au développement d'une économie fondée sur la connaissance.



CHAPITRE 7

**La science
au service
d'un avenir
durable**

Les sciences au service d'un avenir durable

Dans un monde marqué par des changements technologiques rapides, miné par des conflits violents et par des catastrophes, la science a un rôle essentiel à jouer, et il est primordial que ce rôle soit compris, discuté et cadré par des limites éthiques. L'UNESCO agit pour que les efforts scientifiques se concentrent sur les questions qui touchent le plus l'humanité, en particulier les personnes défavorisées, comme la sécurité hydrique et les moyens de prévoir avec efficacité les catastrophes naturelles et d'y répondre quand elles adviennent. L'Organisation se préoccupe également de garantir que les femmes et les minorités aient accès aux carrières scientifiques, et que les savoirs traditionnels soient appréciés et respectés parallèlement aux technologies de pointe. Avec le soutien et l'aide de l'UNESCO, la science dans son acception la plus large peut être mise à profit pour aider à atteindre les objectifs de développement et pour promouvoir une culture mondiale de la paix.

■ Jeter des ponts : un réseau de scientifiques

Le programme de développement durable 2030 procure une opportunité magistrale pour reconnecter la science et la société, et jeter des bases pour la recherche et le développement. Dans ce contexte, les 172 chaires UNESCO et les réseaux UNITWIN spécialisés dans les sciences sont en position parfaite pour bâtir

des ponts entre la communauté scientifique, les décideurs et la société.

Les membres de ce réseau se sont rencontrés pour leur première conférence du 5 au 7 juillet. L'événement était organisé par l'UNESCO avec le soutien du département suisse des Affaires étrangères, en collaboration avec l'université de Genève, le CERN et l'École polytechnique fédérale de Lausanne. L'objectif

était d'unir les efforts des chaires pour contribuer au programme de 2030.

Les participants ont adopté le « Jalon de Genève », document final visant à améliorer la coopération entre les chaires, l'UNESCO et le système des Nations Unies. Au centre de cet effort on trouve les cinq principes (5 C en anglais) : l'intérêt (*concern*) pour les grands enjeux auxquels est confronté notre monde, l'engagement (*commitment*) envers le programme de 2030 et la mise en relation (*connect*) des réseaux, ainsi que la coopération et la confiance que la science peut faire la différence dans la promotion de la paix dans l'esprit de tous les êtres humains.

■ L'avancement des savoirs grâce aux sciences fondamentales

Le laboratoire SESAME (Synchrotron-light for Experimental Science and Applications in the Middle East, Rayonnement synchrotron pour la science expérimentale et ses applications au Moyen-Orient) a ouvert ses portes en Jordanie en présence de sa majesté le Roi Abdallah II, le 16 mai devant un public d'environ 300 personnes, dont des responsables de haut



Situés en position parfaite pour bâtir des ponts entre la communauté scientifique, les décideurs et la société, les 172 chaires UNESCO et les réseaux UNITWIN spécialisés dans les sciences se sont rencontrés pour la première conférence des chaires UNESCO en sciences naturelles à Genève du 5 au 7 juillet.

Sur cette photo, la Sous-Directrice générale pour les sciences naturelles Flavia Schlegel le premier jour de la conférence.



© IAEA/Dean Calma

La physicienne égyptienne Gihan Kamel, 42 ans, scientifique spécialiste du faisceau infrarouge, qui travaille au laboratoire des faisceaux infrarouges de SESAME déclare qu'elle espère que le centre récemment inauguré ouvrira les portes des sciences aux femmes. Le centre permettra aux étudiants de deuxième cycle et aux doctorants de mener leurs recherches dans la région.

niveau, des membres et observateurs du centre SESAME, ambassadeurs, des membres des comités consultatifs de SESAME, des directeurs de différents équipements de radiation du synchrotron, des scientifiques et la Directrice générale de l'UNESCO à l'époque Irina Bokova, ainsi que les directeurs généraux de l'AIEA et du CERN, le Commissaire à la recherche, à la science et l'innovation de la Commission européenne et SAR la princesse Sumaya bint El Hassan.

SESAME a été créé par l'UNESCO en 1999 comme institution internationale préparant l'établissement d'une source lumineuse de synchrotron au Moyen-Orient en réponse au besoin manifesté par les scientifiques de

la région. C'est à présent une organisation intergouvernementale pleinement indépendante. SESAME est devenu un modèle de diplomatie scientifique. Des partenaires du monde entier ont mis de côté leurs différences pour partager leurs connaissances et leurs ressources. Il sera ouvert aux scientifiques du monde entier, mais accueillera en priorité les scientifiques venus de ses membres : Chypre, Égypte, République islamique d'Iran, Israël, Jordanie, Pakistan, Autorité palestinienne et Turquie. Le centre a pour vocation de favoriser la recherche et la coopération scientifique au Moyen-Orient et dans les pays voisins par-delà les clivages dans la région.

Diplômés honorés à Trieste

Abdus Salam, Prix Nobel de physique et fondateur du Centre international de physique théorique (CIPT), désirait créer un deuxième foyer pour les scientifiques des pays en développement, ainsi qu'une base de ressources et un centre de formation. La cérémonie de remise des prix rendant honneur à Salam, le 28 août, reconnaissait à la fois son héritage et les 201 lauréats du programme de diplôme de troisième cycle du CIPT. Le programme aide à compléter la formation des étudiants et les met en contact avec de multiples domaines, les préparant à postuler pour des programmes de PhD.

Quatre des 34 étudiants diplômés ont été reconnus pour avoir atteint des sommets dans leurs domaines, et chacun a été accepté dans des programmes prestigieux de PhD dans des pays autres que les leurs.

Pour que les réfugiés ne soient pas perdus pour la science

De nombreux scientifiques sont confrontés au chômage lorsqu'ils sont réfugiés, ou bien ils occupent des emplois peu qualifiés et peu rémunérateurs, et leurs compétences sont manifestement sous-utilisées. Si cette situation continue, leurs chances de retrouver leur carrière professionnelle s'éloignent fortement. Une série de recommandations courageuses demande aux organisations scientifiques, aux universités et aux décideurs politiques de faire de plus amples efforts pour identifier les professionnels de la recherche dans les populations de réfugiés et de les aider à reprendre leur travail dans leur pays hôtes.

Ces recommandations découlent d'un atelier qui s'est tenu à Trieste (Italie) en mai, coorganisé par l'Académie mondiale des sciences pour l'avancement des sciences dans les pays en développement (TWAS, programme UNESCO), l'Institut national italien d'océanographie et de géophysique expérimentale (OGS) et l'Université euro-méditerranéenne (EMUNI, Piran, Slovénie). La réunion de haut niveau qui s'est déroulée sur un week-end a attiré plus de 50 participants venus de 12 pays, des décideurs politiques, des représentants d'institutions scientifiques et pédagogiques et des agences de réfugiés, ainsi que d'anciens ou d'actuels scientifiques réfugiés. Elle s'est penchée sur la question des réfugiés de Syrie, du Yémen, d'Iraq, d'Afghanistan et de Libye.

Il ne manque pas de politiques et de programmes excellents, et certains scientifiques réfugiés opèrent une transition réussie, mais dans d'autres cas les programmes sont éparpillés et fragmentés. Il n'existe aucun mécanisme pour exploiter les enseignements tirés d'une politique ou d'un programme et pour les diffuser largement. En même temps, des scientifiques réfugiés ou menacés de déplacement peuvent améliorer leurs chances de succès dans un nouveau pays en conservant, par exemple, des copies numériques de leurs diplômes et d'autres dossiers dans le Cloud, et en commençant le plus tôt possible à rechercher des relations dans la communauté scientifique de leur pays hôte. Une approche holistique et à long terme est essentielle, ont conclu les participants.

et d'une vision partagés par quelques pionniers qui se sont rencontrés, il y a vingt ans au siège de l'UNESCO, pour lancer ce projet », a déclaré Irina Bokova lors de la cérémonie d'ouverture.

SESAME est un centre fondé sur un accélérateur de particules qui utilise la radiation électromagnétique émise par des faisceaux d'électrons en mouvement pour étudier une série de propriétés de la matière. La puissance extraordinaire du rayonnement synchrotron en a fait un outil essentiel pour étudier la matière à une échelle variant des cellules biologiques aux atomes, en utilisant tout type de rayonnements de l'infrarouge aux rayons X. Les faisceaux de SESAME sont conçus pour produire de la lumière avec des caractéristiques adaptées aux différents types de recherches. Trois seront opérationnels en 2018 et un quatrième en 2019.

Plusieurs centaines de scientifiques, travaillant dans les sciences biologiques, médicales, physiques, environnementales et dans l'archéologie utiliseront le centre. Parmi les sujets qui seront probablement étudiés dans les premières expériences, on trouve la pollution dans la vallée du Jourdain, dans le but d'améliorer la santé publique dans la région, des études visant à identifier de nouveaux médicaments pour soigner le cancer, et des études du patrimoine culturel allant de l'archéologie – l'étude de nos ancêtres – aux recherches sur des manuscrits anciens.

L'UNESCO a joué un rôle stratégique dans la création et le développement de SESAME. L'Allemagne a fait don de la machine BESSY I qui a permis le démarrage du projet, les membres (Israël, Jordanie, Turquie), l'Union européenne, l'AIEA et l'Italie ont apporté un financement substantiel et des laboratoires internationaux et des sources de rayonnement synchrotron dans d'autres lieux, comme le CERN, ALBA, Elettra, ESRF, PSI ou Soleil, ont apporté une aide précieuse sous la forme d'expertise, d'équipement ou de formations.



Des milliers de scientifiques et d'ingénieurs ont dû fuir les zones de conflits ces dernières années pour se mettre en sécurité. Leur voyage et leur lutte sont le sujet du nouveau film documentaire Science in Exile (Science en exil), réalisé par la cinéaste italienne Nicole Leghissa en coopération avec l'Académie mondiale des sciences pour l'avancement des sciences dans les pays en développement (TWAS) de l'UNESCO, dont la première s'est déroulée lors du Forum mondial des sciences 2017 en Jordanie en novembre.

Il a également été conçu afin de juguler la fuite des cerveaux et d'encourager les jeunes talents prometteurs de la région à poursuivre leur cursus scientifique dans l'enseignement supérieur, contribuant ainsi au développement d'une économie fondée sur la connaissance. « L'ouverture de SESAME est le résultat d'un travail de longue haleine, de beaucoup de patience mais, surtout, l'aboutissement d'un rêve

■ La science pour la paix

Le Forum mondial de la science de 2017 avait pour thème « La science au service de la paix ». Il a réuni plus de 1 000 délégués de 120 pays et encouragé les scientifiques à créer des liens avec les industriels et les décideurs politiques. Les délégués se sont retrouvés en Jordanie du 7 au 10 novembre pour des séances plénières, de courts séminaires et des conférences, afin de discuter des enjeux mondiaux actuels et du potentiel de la science pour les traiter.

Le Forum de 2017 était fortement axé sur le rôle de la science, des entreprises et de l'écosystème de l'innovation dans la réalisation des ODD, avec des sessions sur les « Opportunités et défis de la transformation numérique » et sur « Construire la résilience dans un monde interconnecté ». Des questions sociales plus générales ont été abordées dans « Promouvoir l'inclusion grâce à l'éducation scientifique, la vulgarisation et l'engagement » et « Reconstituer des sociétés brisées grâce à la reconstruction et au redressement ».

© CTBTO/Sameer Karim



Le physicien théoricien Dr Michio Kaku de la City University de New York et « Pepper », robot humanoïde capable de percevoir les émotions, ont égayé la session d'ouverture du Forum mondial des sciences (WSF) qui s'est tenu en Jordanie. Le Forum est une plateforme mondiale unique pour un dialogue fructueux sur les nouvelles questions émergentes concernant la science, la politique et la société, organisé tous les deux ans par l'UNESCO, l'Académie hongroise des sciences (HAS) et le Conseil international pour la science (ICSU).



© Airbus S.A.S., 2017. Photo by P.Mascler / masterfilms

La déclaration finale, « La science au service de la paix », est un appel mondial pour resserrer les liens entre science et société, et offre une réflexion sur « le rôle de la science dans la construction d'un avenir promettant plus d'égalité, de sécurité et d'opportunités pour tous et dans lequel la science joue un rôle croissant en tant que catalyseur d'un développement équitable et durable ».

Cinq équipes d'étudiants finalistes – sélectionnées parmi 365 projets – ont été invitées à passer une semaine au ProtoSpace d'Airbus à Toulouse (France) en mai pour visualiser, prototyper et tester leurs idées pour le concours Airbus Fly Your Ideas 2017, organisé en partenariat avec l'UNESCO. L'équipe DAELead de l'Université de Hong Kong a emporté le prix avec son concept de compartiment de stockage privé sous les pieds des passagers.

Personnel de l'université namibienne de Science et de technologie faisant une expérience devant des étudiants de l'Institut Goethe de Windhoek lors de la Semaine de la science en novembre. Les événements en Namibie comprenaient un quiz sur les sciences, des expériences, l'observation grâce au télescope solaire et un travail sur les oiseaux du pays.



© NIUST

En 2017, GO-SPIN a publié le 6^e volume de sa collection de profils nationaux des politiques STI, sur le Guatemala – premier volume sur un pays d'Amérique latine.



GO-SPIN continue à tourner

De nombreux pays manquent d'informations exactes, d'indicateurs pertinents et de capacités pour analyser et superviser les politiques et les instruments dans le domaine des sciences. L'Observatoire mondial de l'UNESCO des instruments de politique de science, de technologie et d'innovation (GO-SPIN) entend combler des lacunes en offrant des informations essentielles sur les institutions qui gèrent les sciences, les technologies et l'innovation (STI), sur les cadres législatifs et les instruments politiques, et produire une série pérenne d'indicateurs pour une analyse politique fondée sur des preuves, et des modèles et des études prospectives. Les États membres ont pu constater ses progrès le 7 novembre lors d'un événement parallèle à la Conférence générale de l'UNESCO, qui incluait la plateforme en ligne de GO-SPIN devant être lancée en public en avril 2018, avec des informations sur plus de 50 pays d'Amérique latine, d'Afrique, des États arabes et d'Asie.

■ Améliorer la sécurité hydrique pour une vie meilleure

Lagos (Nigéria) produit chaque jour 1,5 million de m³ d'eaux usées qui sont pour l'essentiel déversées sans traitement dans la lagune de la ville. La pollution aux pathogènes issus des déjections humaines ou animales affecte près d'un tiers des rivières en Amérique latine, en Asie et en Afrique, et en 2012 on a compté 842 000 décès liés à une eau contaminée et des installations sanitaires inadéquates dans les pays à faible et moyen revenu. L'absence de traitement favorise aussi la propagation de certaines maladies tropicales telles que la dengue et le choléra. On estime aujourd'hui à 245 000 km² – approximativement la taille du Royaume-Uni – la superficie des écosystèmes marins affectés par l'eutrophisation, causée par des polluants, qui nuit aux écosystèmes marins. Tels sont quelques-uns des problèmes causés par le traitement insuffisant des eaux usées. Et il nous reste encore à appréhender complètement l'impact de nouveaux types de polluants comme les hormones, les antibiotiques, les stéroïdes ou les perturbateurs endocriniens.

Alors que le déversement d'eaux contaminées est délétère pour l'environnement et la santé publique, ces déchets pourraient être une ressource précieuse dans un monde où l'eau douce disponible est de plus en plus limitée.

Le Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, qui fait le point de l'état des ressources mondiales en eau douce, était axé cette année sur *Les eaux usées, une ressource inexploitée*. Le rapport démontre que nous devons changer d'optique et cesser de considérer les eaux usées, domestiques, agricoles et industrielles, comme un problème coûteux, et les envisager comme précieuses dans le cadre de la demande croissante d'eau douce et d'autres matières premières.

Selon le Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, des efforts concertés doivent être entrepris d'urgence pour minimiser l'augmentation de la contamination des ressources en eau de Lagos (Nigéria) où 1,5 million de m³ d'eaux usées est produit chaque jour, qui est pour l'essentiel déversé sans traitement dans la lagune de la ville.



La Conférence de l'UNESCO sur « La sécurité de l'eau dans les Petits États insulaires en développement (PEID) : Le Programme hydrologique international (PH) dans le Pacifique », accueillie par le ministère fidjien des Infrastructures et du transport les 23 et 24 octobre, a permis d'identifier les enjeux essentiels de la qualité de l'eau dans les PEID du Pacifique et de déterminer le soutien potentiel du PHI, avec une référence particulière au changement climatique et à la résistance aux catastrophes. Plus de 40 participants provenant de 14 pays et territoires insulaires du Pacifique, et des représentants du Centre international de l'UNESCO pour la sécurité et la gestion durable de l'eau, institut de recherche et d'enseignement basé en République de Corée, ont participé à cette réunion technique de haut niveau.

■ Que faire quand un tremblement de terre advient

Les risques naturels semblent certes être en dehors de notre contrôle, mais on peut faire beaucoup pour les anticiper et s'y préparer, ainsi que pour planifier notre réponse et nous remettre après une catastrophe. C'est l'un des domaines de travail de l'UNESCO.

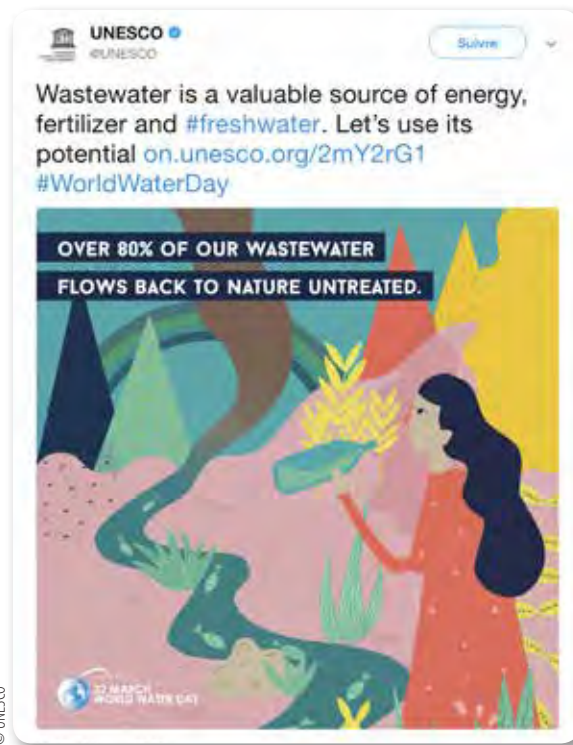
En simulant des tremblements de terre dans des écoles et des communautés, L'Institut international de génie parasismique et de sismologie (IIEES) établi en République islamique d'Iran, cherche à augmenter la sensibilisation à la réduction des risques de catastrophes et à la préparation dans cette région sujette aux tremblements de terre. Il a lancé des exercices annuels de simulation dans des écoles en République islamique d'Iran il y a près de deux décennies et les a depuis étendus pour toucher les populations locales qui utilisent l'école comme centre local de gestion des catastrophes.

L'UNESCO a aidé à étendre la pratique en Afghanistan et au Pakistan, et du 28 avril au 4 mai, une équipe d'experts de l'IIEES a soutenu l'Autorité nationale afghane de gestion des catastrophes (ANDMA) dans son premier exercice sur les tremblements de terre et la sécurité fondé sur l'école. Après la validation des connaissances acquises et une formation à base de vidéos, l'exercice s'est déroulé le 3 mai dans l'école de garçons de Ghazi à Kaboul sous une pluie battante. Quand l'alarme au tremblement de terre a retenti, les élèves et le personnel se sont abrités sous les bureaux et les tables ; quand l'alarme s'est tue, ils ont procédé à une évacuation dans l'ordre.

Des élèves de l'école de garçons de Ghazi à Kaboul ont évalué leur niveau de préparation dans le cadre d'un exercice de simulation de tremblement de terre dans les écoles et les communautés en Afghanistan, organisé cette année par l'Institut international de génie parasismique et de sismologie (IIEES), l'Autorité nationale afghane de gestion des catastrophes (ANDMA) et l'UNESCO.



© IIEES



© UNESCO

Un des tweets de l'UNESCO pour attirer l'attention sur les questions d'eaux usées lors de la Journée mondiale de l'eau 2017.

Antigua-et-Barbuda

Évaluer une catastrophe et se préparer pour la suivante

L'ouragan Irma avait atteint son intensité maximale – des vents de près de 300 km/h – quand il a traversé Barbuda les 5 et 6 septembre, détruisant la plus grande partie des infrastructures de l'île. Le ministère de l'Éducation, des sciences et des technologies d'Antigua-et-Barbuda a demandé à l'UNESCO de l'aider à évaluer les besoins après la catastrophe et à reconstruire l'infrastructure pédagogique et culturelle de l'île. Une mission exploratoire a été rapidement organisée et effectuée durant trois jours en octobre.

Après le transfert des élèves et des professeurs de Barbuda dans des écoles

d'Antigua qui avaient moins souffert de l'ouragan, l'ensemble des 49 institutions d'enseignement public a été inspecté par le Bureau de l'UNESCO de Kingston en compagnie d'experts du corps des pompiers italiens. L'état des lieux a utilisé la méthode VISUS pour l'évaluation de la sécurité dans l'école, méthode développée avec le laboratoire de sécurité et protection SPRINT de l'université d'Udine (Italie), chaire UNESCO, en collaboration étroite avec l'UNESCO. Cette méthodologie aide les autorités à prendre des décisions fondées sur des données scientifiques quant aux lieux et aux moyens d'investissement dans le renforcement de la sécurité des écoles, de leurs élèves et de leur personnel. VISUS prend en compte les conditions du site, la performance

structurelle, les besoins structurels locaux, les composantes non structurelles et les aspects fonctionnels. Les données sont connectées via une application mobile, et de simples indicateurs graphiques résument les principales faiblesses identifiées et les interventions nécessaires.

La mission a également évalué les dommages subis par les sites historiques et archéologiques, l'architecture traditionnelle, les archives nationales d'Antigua-et-Barbuda, et le Complexe de recherche de Barbuda. Beaucoup de ces sites ont été lourdement touchés, particulièrement dans la ville de Codrington à Barbuda. La mission a noté que, vu le risque considérable de futurs ouragans à Antigua et Barbuda, il était essentiel d'en tenir compte dans la reconstruction des infrastructures.

L'ouragan Irma, tempête tropicale d'intensité historique, a eu un effet dévastateur sur les Caraïbes. Quand Antigua-et-Barbuda ont commencé à organiser la reconstruction, leur ministre de l'Éducation, de la science et de la technologie a demandé au Bureau de l'UNESCO à Kingston de mener une évaluation et d'influer sur le processus de reconstruction de l'infrastructure éducative et culturelle.



■ Préserver et soutenir la diversité des ressources naturelles

Les géoparcs mondiaux UNESCO mettent en valeur la grande diversité de la géologie du monde et promeuvent la géodiversité par des initiatives communautaires afin de soutenir le développement durable régional. Ils jouent un rôle dans le suivi et la sensibilisation au changement climatique et aux catastrophes naturelles et, dans de nombreux cas, ils aident les communautés locales à élaborer des stratégies d'atténuation des effets des catastrophes.

Les délégués du réseau chinois des géoparcs ont rencontré leurs homologues au Japon du 11 au 19 avril pour le premier programme de visite et d'échange. Des liens avaient été tissés lors de la Conférence internationale des géoparcs mondiaux UNESCO à Torquay (Royaume-Uni) en septembre 2016, qui avaient débouché sur un cadre officiel de coopération dans la perspective de créer un réseau robuste des géoparcs d'Asie-Pacifique. 5 géoparcs mondiaux chinois et 6 japonais étaient représentés lors de la visite d'échange. Ils ont partagé leurs expériences, appris les uns des autres et identifié des enjeux communs pour une collaboration. Cette visite est le début d'un effort très souhaité de liaison entre les géoparcs mondiaux UNESCO des deux pays. En septembre, l'échange s'est inversé et les délégués japonais se sont rendus en République populaire de Chine. Tous les géoparcs mondiaux UNESCO concernés travaillent également à une publication conjointe destinée à mettre l'accent sur l'intérêt de la géologie et à élargir la connaissance des géoparcs mondiaux UNESCO de la région.

La conférence de Torquay a été également l'occasion de la première session du Conseil des géoparcs mondiaux UNESCO. Elle a proposé d'ajouter au réseau huit sites de République populaire de Chine, de France, de République de Corée, du Mexique, d'Espagne et de République islamique d'Iran, qui furent acceptés par le Conseil exécutif de l'UNESCO en mai 2017. Le Réseau mondial compte désormais 127 géoparcs mondiaux UNESCO répartis dans 35 pays.

Le programme l'Homme et la biosphère (Man and the Biosphere, MAB), créé par l'UNESCO au début des années 1970, est un programme scientifique intergouvernemental visant à améliorer les relations entre les habitants de la planète et leur environnement naturel. Son Conseil international de coordination s'est réuni à Paris du 12 au 15 juin et a ajouté 23 nouveaux sites au Réseau mondial des réserves de biosphère. Le Conseil a également approuvé l'extension de 11 réserves de biosphère existantes et la modification du nom d'une réserve, ainsi que les demandes de retirer des réserves du réseau mondial.

Gérées par les communautés locales, les réserves de biosphère cherchent les moyens de concilier la conservation de la biodiversité et le développement économique ainsi que l'utilisation durable des ressources.

Première visite et premier programme d'échange pour les délégués des géoparcs chinois et japonais aux îles Oki (Japon), géoparc mondial de l'UNESCO. C'est le début d'un effort très souhaité de liaison entre les géoparcs mondiaux UNESCO des deux pays. Pendant cet échange, les participants ont partagé leurs expériences et identifié des enjeux communs pour une collaboration future.

Impliquer la société civile au Qatar

En 2017, le Bureau de l'UNESCO à Doha a soutenu le ministère qatari des Municipalités et de l'environnement (MME) dans la préparation d'un Plan de gestion intégrée pour la réserve de biosphère d'Al Reem pour 2018-2022. La réserve renferme une flore et une faune en danger comme l'oryx d'Arabie et a rejoint le programme de l'Homme et la biosphère en 2007. Elle abrite aussi le seul bien qatari du patrimoine mondial, Al Zubarah.

Un programme pilote dans le Plan de gestion a pour objectif d'augmenter la sensibilisation à l'environnement autour de la réserve. Les écologistes locaux pilotent des visites pédagogiques à destination du public et des élèves du secondaire, dont une activité collective de nettoyage. Les visiteurs peuvent observer un rawdah (dépression végétalisée) et un hazm (écosystème de gravier). Des dossiers d'information mis à jour sont préparés pour mettre en relief la valeur de la réserve et son écologie, les effets de la pollution des déchets, et pour encourager la durabilité environnementale. Des experts qataris soutiennent leurs collègues des émirats arabes unis pour préparer un dossier de candidature au programme MAB pour l'écosystème du Wadi Wurayah.



MAB Youth Forum



© Gianluca Costantini 2017

Les jeunes façonnent leurs territoires

Encourager des opportunités d'emplois stables en relation avec les valeurs des réserves de biosphère était un sujet d'intérêt spécial pour les jeunes délégués qui vivent et travaillent dans plus de 140 réserves de biosphère dans 85 pays et qui se sont rencontrés pour une semaine de débats au Forum des jeunes MAB dans la réserve de biosphère du delta du Po (Italie) du 18 au 23 septembre. Leurs suggestions pour permettre aux jeunes de bien vivre dans les réserves de biosphère tout en soutenant leurs valeurs incluaient des plateformes, des incubateurs et des programmes de formation pour aider à la création d'entreprises.

Le forum était organisé par le MAB avec le Bureau régional de l'UNESCO pour la science et la culture en Europe (basé à Venise, Italie), la réserve de biosphère du delta du Po et d'autres partenaires locaux et nationaux. Dans leur déclaration de clôture, les délégués ont demandé au réseau mondial des réserves de biosphère de répandre largement les savoirs scientifiques et autochtones, et de soutenir la transmission de ces savoirs aux générations futures ; ils ont fait plusieurs propositions visant à encourager les jeunes à être plus actifs dans leurs réserves de biosphère et à s'en faire les ambassadeurs.

Le réseau compte désormais 669 sites dans 120 pays, dont 16 réserves transfrontalières.

Dans le contexte du Processus d'excellence et d'amélioration du réseau mondial des réserves de biosphère, 24 réserves se sont volontairement retirées et plus de 160 se sont améliorées, démontrant que le processus de revue périodique réussit à maintenir la bonne qualité des réserves de biosphère et l'engagement de ses États membres.

La réserve de biosphère de Savegre (Costa Rica) est située sur la côte du Pacifique central, à 190 km de San José. Elle abrite 20 % de la flore totale du pays, 54 % de ses mammifères et 59 % de ses oiseaux. Près de 50 000 habitants vivent dans cette réserve, dont les principales activités sont l'agriculture et l'élevage. Cette réserve de biosphère est l'une des 23 nouvelles inscriptions au Réseau mondial des réserves de biosphère en 2017.





© UNESCO / Juan Cirado

La diversification pour préserver la biosphère au Ghana

Les habitants de la réserve de biosphère de Bia, au Ghana, sont principalement des cultivateurs de cacao qui récoltent le miel sauvage, les champignons et d'autres produits forestiers non ligneux pendant la période creuse. La croissance de la population accentuait l'épuisement déjà très avancé des ressources naturelles, et l'UNESCO et l'Agence coréenne de coopération internationale KOICA ont travaillé avec la communauté locale pour développer des alternatives vertes. Le projet « Économie verte dans les réserves de biosphère (GEBR) : un moyen de conservation de la biodiversité, de réduction de la pauvreté et de développement durable en Afrique subsaharienne » a été lancé au Ghana en septembre 2013 et a couvert également des initiatives dans des réserves de biosphère au Nigéria et en Tanzanie.

Les activités potentielles identifiées en consultation avec les populations locales à Bia étaient la production de champignons, l'apiculture, l'élevage d'escargots et la production d'huile de palme. En tout, 235 bénéficiaires directs, dont 91 femmes, ont été soutenus et formés pour mettre en œuvre ces alternatives vertes. Ils ont également été formés à la comptabilité, au marketing et à l'emballage ainsi qu'au réinvestissement des bénéfices dans leurs activités, et ils ont été dotés d'équipements de démarrage tels que des ruches, des vêtements de protection pour la récolte du miel, des escargots et des champignonnières.

Des centres de traitement des fruits de palmier et un local d'incubation de champignons ont été construits près de la réserve de biosphère. « Les machines de traitement de l'huile de palme ont rendu mon travail plus efficace », explique Nana Abena Ataah. « Je suis maintenant en mesure d'extraire davantage d'huile de palme, que je vends pour obtenir un bon revenu. » Georgina Kyeremaah a déclaré : « Je peux vendre des champignons pour augmenter mes revenus pendant les périodes creuses ». Le personnel des réserves a observé que les communautés locales sont également devenues plus conscientes de l'importance de la biodiversité et aident à préserver la réserve de biosphère en réduisant leur impact sur ses ressources.

Georgina Kyeremaah, de la réserve de biosphère de Bia, au Ghana a vécu des périodes difficiles du point de vue financier pendant la période creuse du cacao, mais depuis qu'elle s'est mise à la culture des champignons elle a réussi à augmenter ses revenus.

Georgina est l'une des bénéficiaires du projet de l'UNESCO et de l'Agence coréenne de coopération internationale KOICA « Économie verte dans les réserves de biosphère » qui aide les communautés locales à développer des solutions alternatives.



© UNESCO

■ Honorer les femmes scientifiques

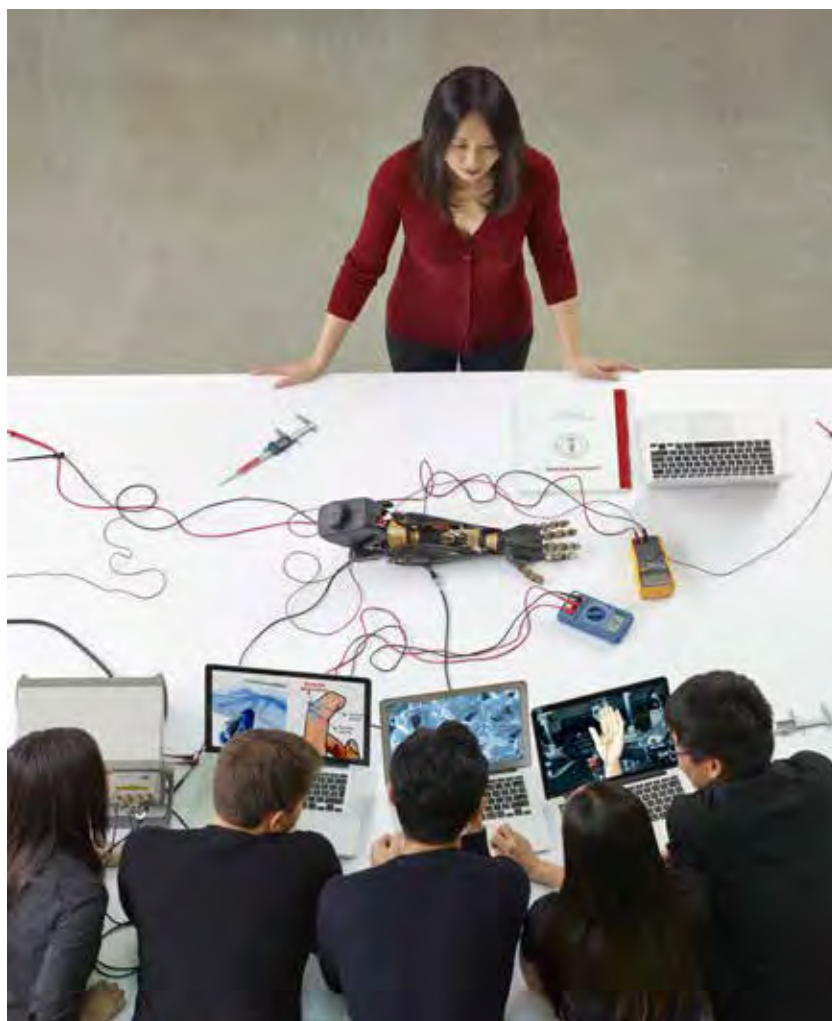
Cent cinquante ans après la naissance de Marie Curie, seulement 28 % des chercheurs sont des femmes et seulement 3 % des Prix Nobel scientifiques leur ont été attribués. C'est pourquoi le programme L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science travaille depuis 1998 à honorer des chercheuses éminentes et soutenir de jeunes scientifiques aux moments clés de leurs carrières. Depuis ses débuts, le programme a soutenu plus de 2 700 jeunes femmes scientifiques, issues de 115 pays et a primé 97 lauréates.

La cérémonie de 2017 s'est tenue à la Maison de la Mutualité à Paris le 23 mars. Cinq femmes issues des cinq régions du monde ont reçu chacune 100 000 € pour honorer leur contribution à la science devant un public de 850 personnes. « Chaque lauréate est, pour moi comme pour les filles et les femmes à travers le monde, une invitation à redoubler d'efforts pour promouvoir et reconnaître la contribution des femmes à la science », a déclaré Irina Bokova dans son message.

Pour la première fois, un événement distinct le 21 mars a célébré 15 femmes scientifiques reconnues pour leurs talents prometteurs. Lors d'un dîner de gala, 15 femmes d'Afrique du Sud, d'Allemagne, d'Argentine, d'Australie, du Brésil, des Émirats arabes unis, de Hongrie, du Liban, de Pologne, de République de Corée, de République populaire de Chine, du Royaume-Uni, de Tunisie et de Turquie ont reçu un diplôme.

Les cinq lauréates du prix L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science sont (dans le sens des aiguilles d'une montre en partant du haut à gauche) : Professeur Zhenan Bao (États-Unis d'Amérique) ; Professeur Niveen Khashab (Arabie saoudite) ; Professeur Nicola Spaldin (Suisse) ; Professeur Michelle Simmons (Australie) et Professeur María Teresa Ruiz (Chili).

© Thierry Bouët for L'Oréal Foundation



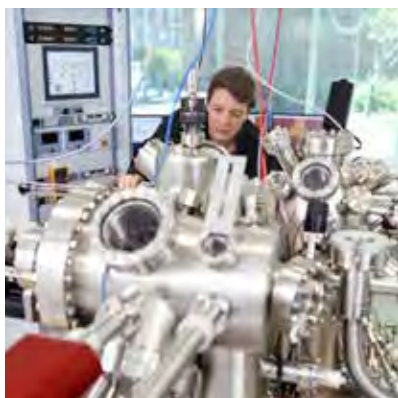


Soutenir la prochaine génération de grandes scientifiques

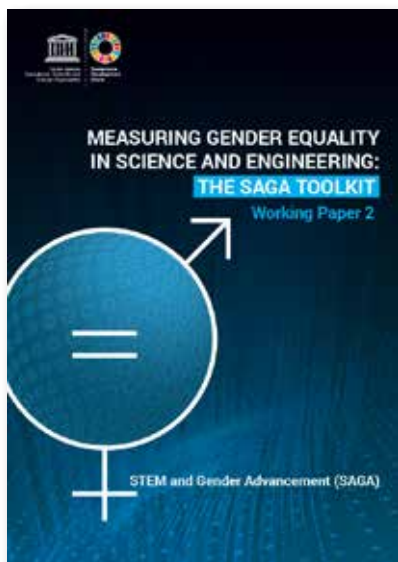
« Souvent, on ne réalise pas que nous faisons face à une discrimination parce que c'est le statu quo. » « J'ai toujours eu des doutes quant à ma capacité de faire face aux exigences d'une carrière scientifique. Je pense qu'ici je vais trouver confiance et motivation. » « Les femmes, très isolées par ailleurs, trouvent ici des compétences et des opportunités de travail en réseau et se préparent à aider d'autres physiciennes chez elles (effet multiplicateur). ». Telles ont été quelques-unes des réactions des 40 femmes du monde entier qui ont assisté à l'Atelier de développement de carrière pour les physiciennes à Trieste (Italie) le 26 octobre, organisé par le CIPT avec le soutien de l'UNESCO et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Elles ont participé à des séances sur le travail en réseau, le soutien et le développement de carrière.

Les autres événements notables du programme qui s'est étendu sur une semaine ont été la présentation des recherches des lauréates dans une session extraordinaire de l'Académie française des sciences et une session d'information et de discussion intitulée « Entamer le dialogue avec les réseaux et programmes UNESCO sur l'égalité des genres en science » au siège de l'UNESCO.

Le Centre de recherche canadien pour le développement international (CRDI) et l'Agence suédoise pour le développement international (SIDA) ont convenu d'unir leurs ressources pour soutenir l'Organisation pour les femmes en sciences pour le monde en développement (OWSD) — abritée par l'Académie mondiale des sciences pour les pays en développement de l'UNESCO (TWAS), à Trieste.



La nouvelle publication de l'UNESCO, *Measuring Gender Equality in Science and Engineering: the SAGA Toolkit* (Mesurer l'égalité des genres en science et en technologie : guide de SAGA), a été lancée lors du 8^e Forum mondial pour la science en Jordanie le 9 novembre. Elle fournit des définitions et des classifications standards pour aider à remédier à la fracture du genre de façon plus efficace dans les STEM.



La promesse du CRDI de donner environ 6 millions de dollars des États-Unis au cours des cinq prochaines années, égalant la contribution renouvelée de l'agence suédoise, donatrice historique, permet à l'OWSD d'offrir un programme complet de développement de carrière pour les femmes scientifiques provenant de 66 des pays du monde les moins développés et les plus en retard sur le plan scientifique (STLC). L'objectif du programme est de permettre aux femmes des STLC de sortir de leurs pays et d'avoir accès à des laboratoires et des départements mieux équipés dans d'autres pays en développement, de façon à compléter leur formation de PhD et atteindre les niveaux internationaux.

Avec le financement du CRDI, l'OWSD va cibler les femmes en début de carrière dans leurs instituts de formation au Sud et leur offrir le soutien individuel et institutionnel dont elles ont besoin

pour nouer des liens durables avec l'industrie et le secteur privé. 60 femmes vont participer au programme et achèveront leurs bourses d'études en 2021 ; elles recevront un soutien et une formation pour créer des laboratoires et diriger des équipes de recherche, ainsi que pour transformer leurs idées en produits commercialisables. Le premier appel à candidature sera émis en ligne en mars 2018 et un premier groupe de 20 boursières sera annoncé en octobre 2018.

Le projet STEM et égalité des genres (SAGA) aide les pays à réduire l'écart entre les genres et à promouvoir la participation des filles et des femmes en science, technologie, ingénierie et mathématiques (STEM). Projet mondial de l'UNESCO, SAGA est soutenu par le gouvernement suédois via l'Agence suédoise de développement international (SIDA).

Measuring Gender Equality in Science and Engineering: the SAGA Toolkit (Mesurer l'égalité des genres en science et en technologie : guide de SAGA), nouvelle publication UNESCO, a été lancé lors du 8^e Forum mondial pour la science en Jordanie le 9 novembre. Le Guide SAGA fait partie de la méthodologie développée par SAGA pour mesurer l'égalité des genres en science et en technologie, de façon à aider les décideurs politiques dans la conception et l'évaluation de politiques sensibles au genre et fondées sur des données vérifiées. Il fournit des définitions et des classifications standard qui devraient les aider à remédier à la fracture du genre de façon plus efficace. Les outils sont en cours de pilotage et une version finale de la méthodologie est attendue pour la fin 2018.

L'EXPO 2017 qui s'est tenue en juin à Astana (Kazakhstan), sur le thème « Énergie du futur » a été l'occasion pour l'UNESCO de présenter quelques-uns de ses projets principaux en relation avec les énergies renouvelables. Ils avaient trait au renforcement des capacités, au développement de politiques énergétiques, au soutien à des initiatives pilotes et à la fourniture d'assistance technique aux États membres.



© UNDP

■ Communiquer avec les populations autochtones et apprendre d'elles

La demande du programme de développement durable à l'horizon 2030 de « ne laisser personne pour compte » apporte un nouvel élan aux courants plaçant pour que les populations indigènes soient entendues. La politique de l'UNESCO d'engagement auprès des peuples autochtones cherche à définir une approche interne pour guider tous les secteurs de programmes de l'Organisation dans leurs interactions avec les organisations de populations autochtones. Discutée et approuvée à la 202^e session du Conseil exécutif, la nouvelle politique souligne le rôle des programmes de l'UNESCO dans la réponse aux inquiétudes des populations autochtones. En particulier le travail de l'Organisation sur les systèmes de savoirs autochtones, les langues en danger, l'éducation en langue maternelle, l'éducation pour le développement durable et la construction de sociétés du savoir.

Les savoirs des populations autochtones et des communautés locales – savoirs locaux, autochtones ou traditionnels – sont aujourd'hui reconnus comme un complément essentiel des connaissances scientifiques. Les savoirs autochtones sont déjà considérés comme centraux dans des domaines comme l'agroforesterie, la conservation de la biodiversité, la gestion des ressources naturelles, la médecine traditionnelle et le développement durable. Les communautés autochtones sont également de plus en plus prises en compte comme sources importantes de connaissances sur l'évaluation du changement climatique et sur les moyens de s'y adapter. L'UNESCO travaille à continuer à répandre ce corpus stratégique de connaissances.

Revitaliser

la transmission intergénérationnelle des savoirs

Les programmes éducatifs sont importants pour le développement humain, mais ils peuvent aussi compromettre la transmission de savoirs autochtones.

Avec l'éducation formelle, les enfants apprennent de manière passive dans des salles de classe, plutôt que de s'engager dans un apprentissage pratique sur le terrain. Les enseignants remplacent les parents et les aînés en tant que détenteurs du savoir et figures d'autorité. L'éducation se fait à travers les langues nationales plutôt qu'à travers des langues vernaculaires. L'éducation formelle peut donc contribuer à l'érosion de la diversité culturelle et de la cohésion sociale, et aggraver l'aliénation et la désorientation des jeunes autochtones.

Il est donc impératif d'améliorer la transmission intergénérationnelle des savoirs autochtones, en parallèle et à travers l'éducation formelle. Des efforts sont entrepris pour intégrer les langues et les savoirs autochtones dans les programmes scolaires, ainsi que pour ramener l'apprentissage au niveau de la communauté, réaffirmant ainsi le statut des aînés et des femmes en tant que détenteurs du savoir.



UN ENFANT NE PEUT APPRENDRE à dépecer un caribou en visitant son père au Nord du Québec, Canada.



LE COMMUNAUTÉ MAYENGA de la Réserve de Biosphère de BOSAWAS a intégré sa langue et ses savoirs de la biodiversité dans les salles de classe.



L'EFFORT ET THE GANGE IS THE PEOPLE promeut les savoirs autochtones sur la navigation dans les îles du Pacifique.



Point de contact local



Pour célébrer cette année le 15^e anniversaire du programme LINKS, l'UNESCO a présenté une exposition d'affiches sur le thème « Savoirs locaux, objectifs globaux », dans le but de présenter les systèmes de connaissances autochtones et locaux et leur interaction avec la science et la politique. Cette exposition, ainsi qu'une publication sur le programme, a été financée par le Fonds-en-dépôt japonais pour l'UNESCO et l'Agence suédoise de développement international.

Camp 2017 pour le leadership des jeunes sur le changement climatique

Sur trois sites UNESCO d'Indonésie, 150 jeunes ont exploré l'impact du changement climatique sur l'agriculture et l'énergie, l'environnement marin, la pêche et la forêt lors du Camp 2017 pour le leadership des jeunes sur le changement climatique. Les activités du camp se sont déroulées en février et le suivi a duré jusqu'en mai. UN CC:Learn, partenaire de l'UNESCO pour le programme 2017, a pris en charge les voyages des trois lauréats des activités du camp aux États-Unis d'Amérique pour le camp tribal sur le climat au Centre de conférences Pack de l'université de Washington, à Eatonville près de Washington du 30 juillet au 4 août.

150 jeunes Indonésiens ont été sélectionnés pour participer au Camp 2017 pour le leadership des jeunes sur le changement climatique et acquérir des connaissances sur les effets du changement climatique sur l'agriculture et l'énergie, l'environnement marin, la pêche et la forêt. Ce camp était organisé par le Bureau de l'UNESCO à Jakarta avec UN CC:Learn (le partenariat One UN pour l'apprentissage sur les changements climatiques) et le Projet réalité climat Indonésie (TCRPI).

« Dialogue sur les sciences, les technologies, l'innovation et les savoirs – vision des pays andins » était le titre d'un atelier organisé par le Bureau de l'UNESCO à Quito, Bureau multipays pour la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Venezuela, avec le ministère bolivien de l'Éducation et d'autres partenaires. Il s'est déroulé à La Paz du 22 au 24 novembre. L'atelier avait pour objectif de promouvoir le dialogue pour rechercher des synergies dans les efforts nationaux, de faciliter la collaboration au-delà des frontières et de clarifier quelques-uns des enjeux de la région, en particulier le croisement des STI et des savoirs traditionnels.

■ Éthique des sciences et des technologies

Le début et la fin de la vie humaine, y compris l'avortement, la procréation assistée, les directives anticipées, la mort digne et la transplantation d'organes ; les limites correctes pour la recherche sur les êtres humains ; les droits des patients ; les responsabilités des scientifiques et autres à propos de l'environnement, y compris le changement climatique, la pollution par les produits agrochimiques et les aliments génétiquement modifiés ; la frontière floue entre les sujets humains et les objets technologiques – telles sont quelques-unes des questions qui font l'objet de débats dans le domaine de l'éthique des sciences et des technologies.

À chaque niveau, l'action pour le climat exige une approche responsable. L'UNESCO considère que, dans son essence, le changement climatique est une question éthique. Avec un large consensus, les 195 membres de l'Organisation ont adopté une Déclaration de principes éthiques en rapport avec les changements climatiques lors de la 39^e session de la Conférence générale de l'UNESCO en novembre. La Déclaration de l'UNESCO vise à aider les gouvernements, les entreprises et la société civile à mobiliser les populations autour de valeurs partagées sur les changements climatiques. Elle exprime solennellement la préoccupation que, si des principes éthiques ne sont pas établis à la base de l'action sur le climat et de la réponse aux changements, on pourrait voir advenir des dommages et des injustices moralement inacceptables. La Déclaration plaide pour le développement durable, la solidarité, et prévention des nuisances.



© Sukma Impian Riveringtyas, 2017



Les technologies de la robotique ont des implications importantes pour nos sociétés et sur des notions éthiques de « capacité d'agir » et de « responsabilité », ainsi que sur les cadres de valeurs existants. Les robots utilisant l'intelligence artificielle (IA) pour simuler les capacités humaines comme la perception, l'utilisation du langage, l'interaction, la résolution de problèmes, l'apprentissage et même la créativité suscitent des questions éthiques encore plus importantes. Leurs actions dépendent de situations aléatoires et d'expériences, et les décisions qu'ils génèrent sont imprévisibles. Il faut déterminer clairement la responsabilité de leurs actions.

La Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (COMEST) de l'UNESCO a préparé un rapport sur ces questions, dans le but de sensibiliser et de promouvoir un dialogue public. Il a été publié en octobre 2017. Le rapport propose un cadre éthique fondé sur la technologie afin de considérer des recommandations sur l'éthique de la robotique reposant sur la distinction entre robots déterministes et robots cognitifs, et formule un certain nombre de recommandations spécifiques concernant l'application des technologies robotiques.

La Recommandation de l'UNESCO concernant la science et les chercheurs scientifiques est un instrument normatif

En mai, le gouvernement allemand et le Bureau de l'UNESCO à Addis-Abeba ont signé un accord pour produire une série de films sur la réserve de biosphère éthiopienne du Lac Tana et ses problèmes environnementaux les plus graves comme la déforestation, l'érosion des sols et l'envasement, et les options de gestion. Cette photo d'un jeune homme ramassant du fourrage pour ses bêtes au Lac Tana a été prise par un drone photographique lors d'une mission de repérage de reproduction.

important qui non seulement codifie les objectifs et les systèmes de valeurs à la base du fonctionnement de la science, mais souligne également que ceux-ci doivent être soutenus et protégés pour que la science se développe. La Recommandation révisée a été adoptée par la Conférence générale à sa 39^e session, elle se substitue au texte de 1974.

La 39^e session de la Conférence générale de l'UNESCO fut un moment marquant, avec l'adoption par les États membres du programme de l'Organisation et l'élection de Mme Audrey Azoulay comme Directrice générale pour les quatre prochaines années. Vue du Hall Ségur au siège de l'Organisation lors de la réception organisée par la Délégation permanente de la France, le 13 novembre.

© UNESCO/N. Houguenade



39^e session de la Conférence générale



La 10 novembre, alors que le mandat de Mme Irina Bokova arrivait à sa fin, la Conférence générale lui a rendu hommage pendant la séance plénière en salle I. Une cérémonie en son honneur a suivi, avec des présentations d'artistes internationaux majeurs dont une représentation de danse classique chinoise Guanyin aux mille bras (en bas).

© UNESCO/N. Hougenade



La Conférence générale a nommé Mme Audrey Azoulay nouvelle Directrice générale de l'UNESCO au cours d'une session plénière le 13 novembre. À sa droite, le Directeur général adjoint Getachew Engida.

© UNESCO/C. Alix





(en haut) S. Exc. M. Henry Puna, Premier Ministre des Îles Cook (à gauche) et S. Exc. M. Ibrahim Boubacar Keita, Président du Mali (à droite) s'adressent au public réuni en salle I lors du Forum des dirigeants. Le thème du Forum était le caractère central du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans tous les domaines de compétence de l'UNESCO.

© UNESCO/C. Alix

(à gauche) S. Exc. Mme Zohour Alaoui, ambassadrice, déléguée permanente du Maroc à l'UNESCO depuis décembre 2011, a été élue à l'unanimité Présidente de la 39^e Conférence générale de l'UNESCO.

© UNESCO/C. Alix

(en bas) Effervescence après l'élection des nouveaux membres du Conseil exécutif le 8 novembre.

© UNESCO/F. Gentile





S. Exc. M. Olivier Mahafaly Solonandrasana, Premier Ministre de Madagascar à son arrivée au siège de l'UNESCO le 31 octobre, pour prononcer un discours au Forum des dirigeants.

© UNESCO/C. Alix



Le défilé de mode coloré du créateur nigérien et Artiste de l'UNESCO pour la paix Sidahmed Alphadi Seidnaly, dit Alphadi, a éclairé la fin du Forum des dirigeants. © UNESCO/N. Houguenade

Une conversation publique entre Lech Walesa, Prix Nobel de la paix et ancien Président de Pologne, et Liv Torres, Directrice exécutive du Centre Nobel pour la paix de Norvège, a clôturé le Forum des dirigeants le 1^{er} novembre.


© UNESCO/C. Alix



S.A.R. la Princesse Lalla Meryem du Maroc (en bas à droite), Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO, a pris la parole au Forum des dirigeants.

© UNESCO/C. Alix





Appelant au renforcement des efforts de protection du patrimoine culture, l'UNESCO, l'Italie et l'Iraq ont inauguré le 6 novembre une réplique de la statue du Lamassu de Nimroud (Iraq) au siège de l'Organisation. La statue originale, qui protégeait autrefois le Palais du Nord-Ouest d'Assurnasirpal II dans l'ancienne capitale de l'empire Assyrien, a été intentionnellement détruite par des extrémistes violents en 2015. Elle a été reconstruite à l'initiative des institutions italiennes Associazione Incontro di Civiltà et Fondazione Terzo Pilastro – Italia e Mediterraneo, grâce à l'impression en 3D et à la robotique.

© UNESCO/C. Alix

Lors d'un événement parallèle à la Conférence générale, des photographies du patrimoine culturel malien imprimées sur des kakémonos en papier traditionnel coréen Hanji de fabrication millénaire, ont été dédiées à l'UNESCO le 7 novembre dans le cadre du suivi du projet Supports pédagogiques sur le patrimoine culturel africain en milieu post-conflit, avec l'appui des partenaires coréens.

© UNESCO/C. Alix



La salle I de l'UNESCO, qui accueille les séances plénières de la Conférence générale, a été inaugurée après plus d'un an d'une rénovation sans précédent. Une cérémonie officielle s'est tenue en présence de Son Altesse le Sheikh Hamdan Bin Rashid Al Maktoum, Vice-souverain de Dubaï et ministre des Finances et de l'industrie des Émirats arabes unis, qui a généreusement financé cette rénovation.

© UNESCO/C. Alix







Moments forts de l'UNESCO sur le terrain

Les collègues de l'UNESCO travaillent tous les jours, souvent dans des conditions difficiles, pour aider à améliorer la vie des communautés locales dans le monde entier et honorer le mandat de l'Organisation. Ce chapitre n'illustre que quelques-uns de leurs efforts. Nous remercions chacun d'entre eux d'avoir partagé ces photos.

Élèves de l'école 12 de Pikine (Sénégal).
Leurs enseignants ont profité cette année des activités du Programme de développement des capacités pour l'Éducation (CapED) coordonnées par le Bureau de l'UNESCO à Dakar.

© UNESCO/Marion Piccio





Quelque 4 000 manuscrits anciens de Tombouctou (Mali) ont été endommagés ou complètement détruits par des groupes armés en 2012 et 2013. L'UNESCO, le gouvernement malien, des ONG locales et d'autres partenaires soutiennent des projets de conservation des manuscrits anciens pour revaloriser le patrimoine culturel du pays, en particulier par la fabrication de boîtes qui leur assurent une longue préservation.

© UNESCO/Bagayoko Modibo

Angkor (Cambodge) était éclatant le 14 décembre pour la célébration du 25^e anniversaire de son inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Plus de 3 000 personnes, dont des associations de jeunesse, sont venues célébrer l'un des sites archéologiques les plus importants d'Asie du Sud-Est et prendre part à cette image historique.

Parmi elles, nos collègues du Bureau de l'UNESCO à Phnom Penh.

© APSARA National Authority-Union of Youth Federations of Cambodia



En mars, des pluies intenses provoquées par des conditions El Niño ont causé des inondations et coulées de boue très fortes, faisant des dizaines de morts et endommageant 115 000 foyers. Cet enfant est l'un des 500 élèves du primaire qui ont participé aux sessions de thérapie par l'art coordonnées par le Bureau de l'UNESCO à Lima, les ministères péruviens de l'Éducation et de la Culture, et Grupa SURA, sessions conçues pour les aider à se remettre du choc des inondations.

© UNESCO/Miguel Arreategui





A l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement et de la Journée mondiale de l'océan 2017, le Bureau de l'UNESCO à Nairobi (Kenya) a aidé à organiser des activités visant à sensibiliser à l'importance de la protection de l'environnement et de la sauvegarde de l'océan. Parmi ces activités, la remise en liberté symbolique dans l'océan Indien d'une tortue verte sauvée et traitée par notre collègue Abdul Rahman Lamin, pour une infection due à la consommation de plastique.

© UNESCO/David Onyango

Des danseurs de Bwiti – rite de passage exclusivement masculin originaire du centre du Gabon – faisaient partie des invités d'honneur de la « Nuit des traditions », l'un des événements coorganisés par le Bureau de l'UNESCO à Libreville pour célébrer la Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement en mai 2017.

© UNESCO/Frank Mays Assoumou Mvomo



Sourires de fierté après trois jours à planter des arbres et à relâcher des animaux sauvages dans le Camp 2017 pour le leadership des jeunes sur le changement climatique qui s'est déroulé à Lampung (Indonésie). L'événement faisait partie d'une série organisée par le Bureau de l'UNESCO à Djakarta, UN CC:Learn à travers UNITAR, et le projet Réalité climat Indonésie.

© UNESCO/Vann Rantini



Khaled (à droite) et ses camarades sont bien partis pour devenir des grands chefs, grâce aux cours de cuisine qu'ils ont suivis en 2017 dans le cadre du projet de formation technique et professionnelle du Bureau de l'UNESCO à Amman (Jordanie) visant à soutenir les réfugiés syriens et les jeunes Jordaniens.

© UNESCO/Christien van den Brinck



Enfants de l'une des 9 000 familles impliquées dans le projet Pêche durable sur la côte amazonienne, coopération entre le Bureau de l'UNESCO à Brasília et le Fonds Vale pour améliorer la vie de 30 communautés de pêcheurs de crabes et de crevettes le long des côtes de l'Amazonie brésilienne des états de Amapá, Pará et Maranhão.

© UNESCO/Milena Argenta

Elèves de l'école Tadbikat Maslakieh à Damas (Syrie). C'est l'une des 25 écoles choisies par le Bureau de l'UNESCO à Beyrouth pour être bénéficiaires des systèmes d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE) pour la collecte et l'analyse des données au niveau école, dans le contexte de la Stratégie de réponse de l'UNESCO par l'éducation à la crise syrienne.

© UNESCO/Amita Vohra



La production du quinoa bio au Pérou a augmenté de 57 %, en partie grâce aux efforts conjoints du Bureau de l'UNESCO à Lima, de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui ont renforcé les capacités des agriculteurs des régions d'Ayacucho et de Puno ces deux dernières années, afin d'améliorer la chaîne de valeur de cette plante de plus en plus populaire.

© UNESCO/José Luis Matos Muñasqui





Nos collègues du Bureau de l'UNESCO à Quito sont très fiers d'avoir participé pendant presque deux ans à la restauration du couvent de Saint-François à Quito (Équateur), l'un des monuments historiques les plus remarquables dans lequel le style de l'école baroque de Quito est à son apogée.

© UNESCO/Santiago Calero – ZonaSiete

Artistes locaux lors de la cérémonie d'ouverture du festival « Émoi du jazz » 2017 qui s'est tenu dans la ville de Grand-Bassam (Côte d'Ivoire) en avril. Le festival est soutenu par le Bureau de l'UNESCO à Abidjan et fut l'une des milliers de célébrations de la Journée internationale du jazz dans le monde.

© UNESCO/Eddy Dagher

Membres du personnel

2127

1044
49%

siège

Bureaux hors siège

725
34%

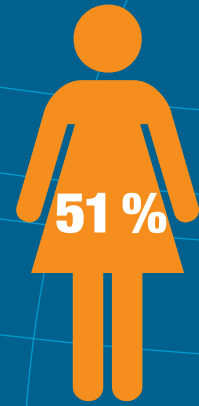
Instituts de categorie I

358
17%

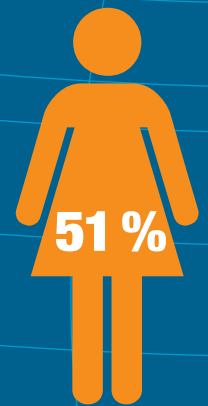
États membres
représentés

157
81%

47
Âge moyen
du personnel

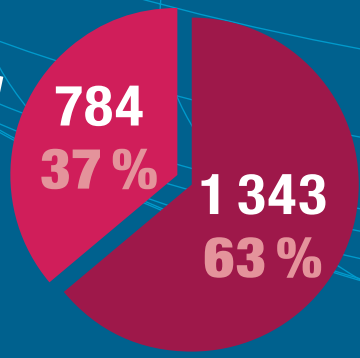


Femmes aux
postes de
direction



Femmes dans
les postes
professionnels
internationaux

Personnel
relevant des fonds
extrabudgétaires



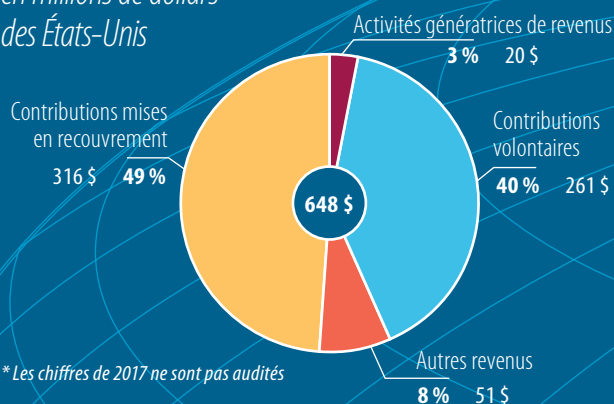
Personnel relevant
des fonds du
programme régulier



**Ressources
humaines et
financières
de l'UNESCO**

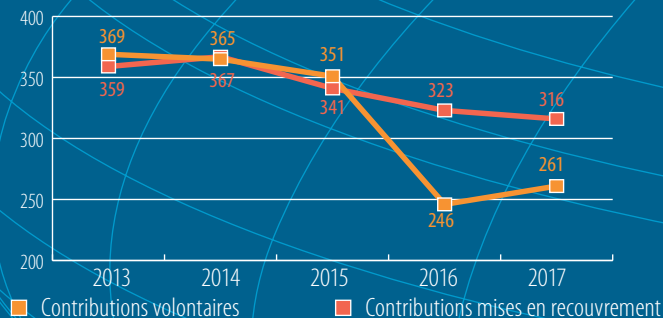
Informations financières

Total des revenus par nature, 2017*
en millions de dollars
des États-Unis

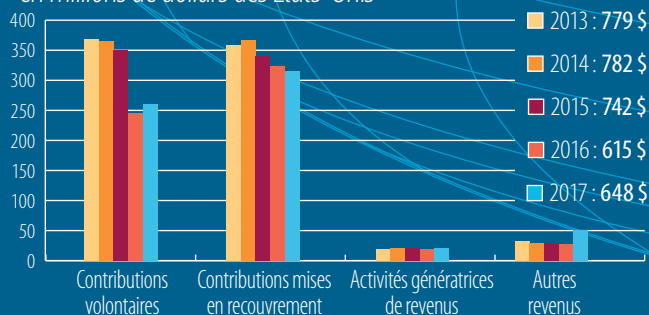


* Les chiffres de 2017 ne sont pas audités

Évolution des revenus, 2013–2017
en millions de dollars des États-Unis



Revenus par nature, 2013–2017
en millions de dollars des États-Unis



25 plus gros donateurs pour les projets
extrabudgétaires et les instituts, 2017
en millions de dollars des États-Unis

1	Italie	28 055
2	Suède	24 997
3	Union européenne (UE)	21 553
4	Brésil	20 606
5	Norvège	17 854
6	République de Corée	14 379
7	Pérou	9 919
8	Suisse	8 201
9	Canada	5 346
10	Japon	5 232
11	Chine	5 043
12	PNUD	4 419
13	UNICEF	4 028
14	AIEA	4 016
15	Allemagne	3 542
16	France	3 167
17	Inde	2 513
18	Banque mondiale/BIRD	2 448
19	ONUSIDA	2 424
20	Finlande	2 313
21	Fondation Education Above All	2 289
22	Banque africaine de développement	2 252
23	Afghanistan	2 174
24	Australie	2 101
25	Belgique	2 045

Résumé de la position financière
en millions de dollars des États-Unis

	2017	2016
Trésorerie & équivalent de trésorerie et investissements	688	667
Immobilier et équipement	538	550
Autres	87	82
Total des actifs	1 313	1 299
Prestations dues au personnel	821	828
Autres	234	216
Total des passifs	1 055	1 044
Actifs nets	258	255

Contributions mises en recouvrement pour le budget ordinaire, 25 plus gros donateurs en recouvrement, 2017 en millions de dollars des États-Unis

		Barème des quotes-parts en %	Montant	Contributions impayées au 31 décembre 2017**		
				Contributions impayées pour l'année	Contributions impayées pour les années précédentes	Total Contributions impayées
1	États-Unis d'Amérique*	22,000	71 830	71 830	470 842	542 672
2	Japon	9,679	31 602	-	-	-
3	Chine	7,920	25 859	-	-	-
4	Allemagne	6,389	20 860	-	-	-
5	France	4,859	15 865	-	-	-
6	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	4,463	14 572	-	-	-
7	Brésil	3,823	12 482	12 482	4 968	17 450
8	Italie	3,748	12 237	-	-	-
9	Fédération de Russie	3,088	10 082	-	-	-
10	Canada	2,921	9 537	-	-	-
11	Espagne	2,443	7 976	-	-	-
12	Australie	2,337	7 630	-	-	-
13	République de Corée	2,039	6 657	-	-	-
14	Pays-Bas	1,482	4 839	-	-	-
15	Mexique	1,435	4 685	-	-	-
16	Arabie saoudite	1,146	3 742	1 933	-	1 933
17	Suisse	1,140	3 722	-	-	-
18	Turquie	1,018	3 324	-	-	-
19	Suède	0,956	3 121	-	-	-
20	Argentine	0,892	2 912	2 089	-	2 089
21	Belgique	0,885	2 890	-	-	-
22	Norvège	0,849	2 772	-	-	-
23	Pologne	0,841	2 746	-	-	-
24	Inde	0,737	2 406	14	-	14
25	Autriche	0,720	2 351	-	-	-

* Les États-Unis d'Amérique ont suspendu le paiement de leur contribution depuis 2011 et ont annoncé leur retrait de l'Organisation, qui sera effectif le 31 décembre 2018.

** Les montants dus en euros sont indiqués en utilisant le taux constant : 1 dollar des États-Unis = 0,869 euro.

Dépenses annuelles par programme, 2017 en millions de dollars des États-Unis

Secteur*	Financement de base	Contributions volontaires	Total
Éducation	91,0	42,7	133,7
Sciences naturelles	28,6	23,6	52,2
Sciences humaines et sociales	8,1	14,2	22,3
Culture	35,9	23,2	59,1
Communication et information	12,5	12,2	24,7
Total	176,1	115,9	292,0

* Sans tenir compte des instituts de catégorie I ni du Bureau de Brasilia.

Dépenses par catégorie, 2017–2016 en millions de dollars des États-Unis

	2017	2016
Prestations dues au personnel	318	313
Consultants et missions	53	47
Formations externes, subventions et transferts	41	46
Consommables et fournitures	55	52
Services contractuels	120	109
Allocation pour contributions impayées et autres dépenses	101	97
Total	688	664

Note : les revenus et les dépenses suivent les normes internationales de comptabilité du secteur public (IPSAS).



Le jardin japonais du siège de l'Organisation – le Jardin de la paix – est une œuvre d'art vivante. Créé en 1957 par le designer et sculpteur nippo-américain Isamu Noguchi, il associe de façon remarquable la tradition japonaise et l'empreinte moderne et personnelle de l'artiste. Noguchi, qui avait à l'origine reçu la commande pour le patio supérieur, avait suggéré de mettre en valeur par de la végétation la cour voisine en contrebas. Pour réaliser le jardin, Noguchi a fait appel à Toemon Sano, 15^e génération d'une famille de « médecins des cerisiers ».

Alors que le jardin doit être taillé tous les deux ans, huit ans s'étaient écoulés sans entretien. En 2017, l'UNESCO a fait appel à l'entreprise familiale Uetoh Zohen, active depuis l'ère Meiji et dirigée aujourd'hui par le fils de Toemon Sano. Takuru, le petit-fils de Toemon, a supervisé la restauration du jardin. Il a fait remarquer qu'il avait l'âge de son grand-père quand celui-ci a conçu le jardin.



Annexes

1. Bourses

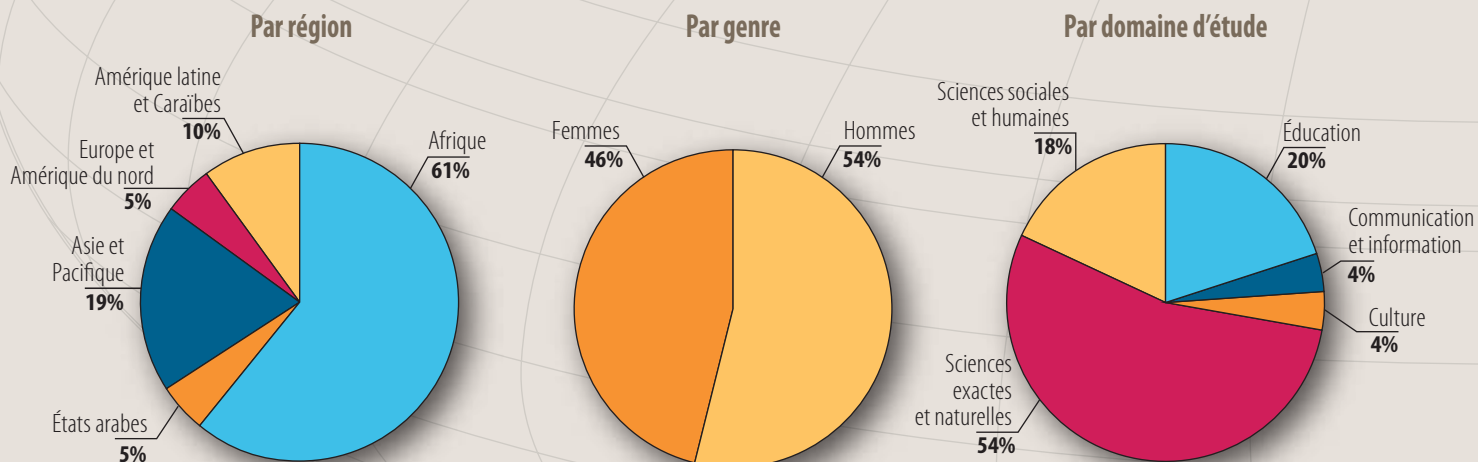
217 bourses ont été accordées par la Section du Programme de participation et des bourses sur la période s'étendant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017, dans le cadre du programme régulier et pour une valeur totale d'environ **4 095 796** de dollars des États-Unis. La répartition par bourses est présentée ci-dessous.

Budget régulier de l'UNESCO

217 bourses ont été accordées dans le cadre du Programme de bourses co-parrainées avec le budget régulier de l'UNESCO pour un total de **4 095 796** millions de dollars des États-Unis.

UNESCO/Pologne	42 bourses
UNESCO/Fédération de Russie	22 bourses
UNESCO/Chine (La Grande Muraille)	75 bourses
UNESCO/République de Corée - KOIKA	25 bourses
UNESCO/Israël - MASHAV	52 bourses
UNESCO/République tchèque	1 bourse

Répartition des bourses



2. Prix

Éducation

PRIX D'ALPHABÉTISATION UNESCO-ROI SEJONG

We Love Reading (Jordanie), Centre d'études sur l'apprentissage et la performance (CEAP) de l'Université de Concordia (Canada)

PRIX UNESCO-CONFUCIUS D'ALPHABÉTISATION

Secrétariat des technologies de l'information et des communications de la ville d'Armenia (Colombie), Citizens Foundation (Pakistan), FunDza Literacy Trust (Afrique du Sud)

PRIX UNESCO-JAPON D'ÉDUCATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Zikra for Popular Learning (Jordanie), Hard Rain Project (Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord), Sihlengeni Primary School (Zimbabwe)

PRIX UNESCO POUR L'ÉDUCATION DES FILLES ET DES FEMMES

Programme de développement et d'éducation des filles et Centre communautaire de la sous-région du Grand Mékong (DEPDC/GMS) (Thaïlande), Mini-Académie des sciences et des technologies (MaCTec) (Pérou)

Sciences exactes et naturelles

L'ORÉAL-UNESCO POUR LES FEMMES ET LA SCIENCE

Lauréates: Niveen Khashab (Arabie saoudite), Michelle Simmons (Australie), Nicola Spaldin (Suisse), María Teresa Ruiz (Chili), Zhenan Bao (États-Unis d'Amérique)

PRIX UNESCO KALINGA DE VULGARISATION SCIENTIFIQUE

Erik Jacquemyn (Belgique)

PRIX UNESCO SULTAN QABUS POUR LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

Conseil des parcs nationaux de Singapour (Singapour)

PRIX UNESCO CARLOS J. FINLAY POUR LA MICROBIOLOGIE

Shahida Hasnain (Pakistan), Samir Saha (Bangladesh)

PRIX INTERNATIONAL UNESCO-GUINÉE ÉQUATORIALE POUR LA RECHERCHE EN SCIENCES DE LA VIE

Organisation pour la recherche agricole (Centre Volcani, Israël), Rui Luis Gonçalves dos Reis (Portugal), Ivan Antonio Izquierdo (Brésil)

Sciences sociales et humaines

PRIX UNESCO-UNAM/JAIME TORRES BODET EN SCIENCES SOCIALES, HUMAINES ET EN ARTS

Casa de las Américas (Cuba)

PRIX UNESCO-SHARJAH POUR LA CULTURE ARABE

Bahia Shehab (Liban, Égypte) et eL Seed (France, Tunisie)

Communication et information

PRIX MONDIAL DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE UNESCO/GUILLERMO CANO

Dawit Isaak (Érythrée, Suède)

3. Inscriptions sur la Liste du patrimoine mondial

Sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril

AUTRICHE

- Centre historique de Vienne

PALESTINE

- Vieille ville d'Hébron/Al-Khalil

Inscriptions

Sites culturels

AFRIQUE DU SUD

- Paysage culturel des #Khomani

ALLEMAGNE

- Grottes et l'art de la période glaciaire dans le Jura souabe

ANGOLA

- Mbanza Kongo, vestiges de la capitale de l'ancien Royaume du Kongo

BRÉSIL

- Site archéologique du quai de Valongo

CAMBODGE

- Zone des temples de Sambor Prei Kuk, site archéologique de l'ancienne Ishanapura

CROATIE, ITALIE, MONTÉNÉGRO

- Ouvrages de défense vénitiens du XVI^e au XVII^e siècle : Stato da Terra - Stato da Mar occidental

DANEMARK

- Kujataa au Groenland : agriculture nordique et inuite en bordure de la calotte glaciaire

ÉRYTHRÉE

- Asmara : une ville moderniste d'Afrique

FÉDÉRATION DE RUSSIE

- Cathédrale et monastère de l'Assomption de l'île-village de Svijajsk

FRANCE

- Taputapuātea

INDE

- Ville historique d'Ahmedabad

IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')

- Ville historique de Yazd

JAPON

- Île sacrée d'Okinoshima et sites associés dans la région de Munakata

PALESTINE

- Vieille ville d'Hébron/Al-Khalil

POLOGNE

- Mine de plomb, argent et zinc de Tarnowskie Góry et son système de gestion hydraulique souterrain

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

- Kulangsu, un établissement historique international

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

- Le District des Lacs anglais

TURQUIE

- Aphrodisias

Sites naturels

ARGENTINE

- Parc national de Los Alerces

FÉDÉRATION DE RUSSIE, MONGOLIE

- Paysages de la Dauria

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

- Qinghai Hoh Xil

4. Inscriptions sur les listes du patrimoine culturel immatériel

Liste du patrimoine immatériel nécessitant une sauvegarde urgente

BOTSWANA

- Le dikopelo, musique traditionnelle des Bakgatla ba Kgafela dans le district de Kgatleng

COLOMBIE, VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU)

- Les chants de travail de llano colombo-venézuéliens

ÉMIRATS ARABES UNIS

- L'Al 'azi, art de la poésie, symbole de louange, de fierté et de force d'âme

MAROC

- La Taskiwin, danse martiale du Haut-Atlas occidental

MONGOLIE

- Les pratiques traditionnelles mongoles de vénération de sites sacrés

TURQUIE

- Le langage sifflé

Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité

ALLEMAGNE

- La fabrication des orgues et leur musique

ARABIE SAOUDITE

- L'Al-Qatt Al-Asiri, décoration murale traditionnelle par les femmes de l'Asir (Arabie saoudite)

ARMÉNIE

- Le kochari, danse collective traditionnelle

AZERBAÏDJAN

- La tradition de la préparation et du partage du dolma, marqueur d'identité culturelle

BANGLADESH

- L'art traditionnel du tissage de shital pati de Sylhet

BOLIVIE (ÉTAT PLURINATIONAL DE)

- Les parcours rituels dans la ville de La Paz pendant l'Alasita

BOSNIE-HERZÉGOVINE

- La sculpture sur bois à Konjic

BULGARIE, EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE, RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA ET ROUMANIE

- Les pratiques culturelles associées au 1^{er} mars

CÔTE D'IVOIRE

- Le Zaouli, musique et danse populaires des communautés gouro de Côte d'Ivoire

CUBA

- Le punto

EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE ET TURQUIE

- L'Hidrellez, fête du printemps

GRÈCE

- Le rebétiko

INDE

- La Kumbh Mela

INDONÉSIE

- Le pinisi, art de la construction navale en Sulawesi du sud

IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')

- Le chogan, jeu équestre accompagné de musique et de contes

IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'), AZERBAÏDJAN

- L'art de fabriquer et de jouer du kamantcheh/kamanche, instrument de musique à cordes frottées

IRLANDE

- L'uilleann piping

ITALIE

- L'art du pizzaiolo napolitain

KAZAKHSTAN

- Les jeux traditionnels d'assyks kazakhs

KIRGHIZISTAN

- Le kok-boru, jeu équestre traditionnel

MALAWI

- Le nsima, tradition culinaire du Malawi

MAURICE

- Le séga tambour de Rodrigues

PANAMA

- Les processus et techniques artisanaux des fibres végétales pour le tissage des talcos, crinejas et pintas du chapeau pinta'o

PAYS-BAS

- Les savoir-faire du meunier liés à l'exploitation des moulins à vent et à eau

PÉROU

- Le système traditionnel des juges de l'eau de Corongo

PORTUGAL

- L'artisanat des figurines en argile d'Estremoz

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO

- La musique du khène du peuple lao

SERBIE

- Le kolo, danse traditionnelle

SLOVAQUIE

- Le chant à plusieurs voix de Horehronie

SLOVÉNIE

- La tournée de maison en maison des Kurenti

SUISSE

- Le carnaval de Bâle

TURKMÉNISTAN

- Le rite chanté et dansé de Kushtdepdi

VIET NAM

- Le bàì chòi, art traditionnel du Centre du Viet Nam
- Le chant Xoan de la Province de Phú Thọ (Viet Nam)

Registre de bonnes pratiques de sauvegarde :

BULGARIE

- La chitalishte bulgare (centre culturel communautaire), expérience pratique de préservation de la vitalité du patrimoine culturel immatériel

OUZBÉKISTAN

- Le Centre de développement artisanal de Marguilan, sauvegarde des technologies traditionnelles de fabrication d'atlas et d'adras

Assistances internationales approuvées en 2017 par le Comité intergouvernemental pour la sauvegarde du patrimoine immatériel :

OUGANDA

- La documentation et la revitalisation communautaires des cérémonies et pratiques associées au système empaako d'attribution de noms en Ouganda

ZAMBIE

- Le renforcement des capacités pour la sauvegarde et la gestion du patrimoine culturel immatériel en Zambie

5. Nouvelles réserves de biosphère de l'UNESCO

ALLEMAGNE Forêt-Noire

AFRIQUE DU SUD Garden Route

BÉNIN Mono

BÉNIN/TOGO Réserve de biosphère transfrontière de Mono

COSTA RICA Savegre

DANEMARK Moen

ÉQUATEUR/PÉROU Réserve de biosphère transfrontière Bosques de Paz

ÉTHIOPIE Forêt de Majang

HAÏTI/RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

La Selle - Jaragua-Bahoruco-Enriquillo

HONDURAS San Marcos de Colón

ITALIE Tepilora, Rio Posada et Montalbo

JAPON Sobo, Katamuki et Okue

JAPON Minakami

KAZAKHSTAN Altyn Emel

KAZAKHSTAN Karatau

MYANMAR Indawgyi

NIGER Gadabedji

PARAGUAY Itaipu

PORTUGAL Castro Verde

RUSSIE, FÉDÉRATION DE/RÉPUBLIQUE DU KAZAKHSTAN Réserve de biosphère transfrontière du Grand Altaï

RUSSIE, FÉDÉRATION DE Khakassky

RUSSIE, FÉDÉRATION DE La baie de Kizlyar

RUSSIE, FÉDÉRATION DE Metsola

SERBIE Backo Podunavlje

SOUDAN Jebel Al Dair

TOGO Mono

Extensions de réserves existantes :

AUSTRALIE Fitzgerald : extension et changement de nom de l'ancienne réserve de parc national du fleuve Fitzgerald

BULGARIE Balkans centraux (englobant les anciennes réserves de biosphère de Steneto, Tsaritchina, Djendema et Boatın)

BULGARIE Uzunbudzhak

BULGARIE Chervenata Stena

BULGARIE Srébarna

ESPAGNE Marismas del Odiel

PÉROU Manu

POLOGNE Lacs de Mazurie (extension et changement de nom de l'ancienne réserve de biosphère du lac Luknajno)

RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE Lac Manyara

RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE Serengeti-Ngorongoro

RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE Est Usambara

Changement de nom de réserves existantes :

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE Congaree : changement de nom de l'ancienne réserve de biosphère de South Atlantic Coastal Plain

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE Crown of the Continent : changement de nom de l'ancienne réserve de biosphère de Glacier

IRLANDE Kerry : changement de nom de l'ancienne réserve de biosphère de Killarney

ISRAËL Meggido : changement de nom de l'ancienne réserve de biosphère de Ramat Menashe

La réserve de biosphère brésilienne Mata Atlântica incluait jusqu'ici la réserve de biosphère São Paulo Green Belt. Elles seront désormais considérées comme deux réserves distinctes.

6. Nouveaux géoparcs soutenus par l'UNESCO

ESPAGNE Las Loras

FRANCE Causses du Quercy

IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D') Qeshm Island

MEXIQUE Comarca Minera, Hidalgo

MEXIQUE Mixteca Alta

RÉPUBLIQUE DE CORÉE Cheongsong

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE Arxan

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE Keketouhai

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE Leiqiong (extension d'un géoparc mondial UNESCO)

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE Zigong (extension d'un géoparc mondial UNESCO)

7. Inscriptions au Registre international de la Mémoire du monde

ALGÉRIE

- Manuscrit "Al-Mustamlah Min Kitab Al-Takmila"

ALLEMAGNE

- Constitutio Antoniniana
- Francfort procès d'Auschwitz

ARCHIVES DE L'UNESCO

- Archives de l'Institut international de la coopération intellectuelle, 1925-1946

ARGENTINE ET ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

- Le Centre de documentation Villa Ocampo

AUSTRALIE

- Négatifs géants sur plaque de verre du port de Sydney

AUTRICHE

- Documents relatifs à la ligne de chemin de fer de Semmering du Musée historique impérial et royal des chemins de fer autrichiens

AUTRICHE, CANADA, PAYS-BAS, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

- Nachlass philosophique de Ludwig Wittgenstein

AZERBAÏDJAN

- La copie du manuscrit du «divan» de Mahammad Fuzuli

BANGLADESH

- Le discours historique du 7 mars de Sheikh Mujibur Rahman

BARBADE, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

- Une Chanson ou un chant africain de la Barbade

BIÉLORUSSIE, LETTONIE, LITUANIE, POLOGNE ET UKRAINE

- Le document de l'Acte de l'Union de Lublin

BOSNIE-HERZÉGOVINE

- Le manuscrit de la Haggadah de Sarajevo
- Collection des manuscrits de la Bibliothèque Gazi Husrev-Beg

BRÉSIL

- Collection du Pédagogue Paulo Freire
- L'archive personnelle de Nise da Silveira

BRÉSIL, ITALIE

- Antonio Carlos Gomes

BULGARIE

- Le Synodique de Boril ou Synodique du tsar Boril

BULGARIE, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

- Les Évangiles du Tsar Ivan Alexander (1331-1371)

CAMBODGE, INDONÉSIE, MALAISIE, PAYS-BAS, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

- Manuscrits de Panji

CANADA

- Marshall McLuhan : les archives du futur
- Traces et Mémoires métissées des continents – Le Son des Français d'Amérique

COSTA RICA

- Abolition de l'armée au Costa Rica
- La Cour Centraméricaine de Justice

EL SALVADOR

- Fond Documentaire d'Ignacio Ellauría : Réalité Historique et Libération

ESPAGNE

- Les Archives Générales de Simancas
- Les Archives de Santiago Ramón y Cajal et de l'"École histologique espagnole"

ESPAGNE, PORTUGAL

- Le Codex Calixtinus de Saint-Jacques-de-Compostelle et autres copies médiévales du Liber Sancti Jacobi : Les origines ibériques de la tradition jacobéenne en Europe

FÉDÉRATION DE RUSSIE

- Album de miniatures indiennes et persanes du 16^e au 18^e siècle et de spécimens de la calligraphie persane

FRANCE

- Archives du Père Castor

GÉORGIE

- Le palimpseste du tétraévangile

GUATEMALA

- Les Mémoires de Floride, un discours historique et un récit naturel, matériel, militaire et politique du Royaume du Guatemala

HAÏTI

- Fonds Odette Mennesson Rigaud

INDE

- Manuscrits Gilgit
- Maitreyavyakarana

INDONÉSIE

- Conservation des archives de Borobudur

INDONÉSIE, SRI LANKA

- Les Archives de Tsunami de l'Océan Indien

IRLANDE

- Collection de la Commission du folklore irlandais 1935-1970

ISRAËL

- IFA – Archives Israéliennes du Conte Populaire nommées en l'honneur de Dov Noy

JAPON

- Les trois stèles de l'ancien Kozuke

JAPON, RÉPUBLIQUE DE CORÉE

- Documents sur Joseon Tongsinsa / Chosen Tsushinshi : l'histoire du maintien de la paix et des échanges culturels entre la Corée et le Japon du XVII^e au XIX^e siècle

MALI

- Kitāb Shifā al-Asqām al-Āridat min al-Zahir wa al-Bātin min al-Ajsām/ Livre de la guérison des maladies internes et externes affectant le corps
- Tadkirat al gāfilin 'anqubhihtilāf al-mu'minin/ Rappel à ceux qui ne prêtent pas attention aux méfaits causés par la divergence entre croyants

MALI, NIGÉRIA

- Tadkirat al gāfilin 'anqubhihtilāf al-mu'minin, Les Intérêts de l'être liées aux religions et corps

MALTE, RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

- Les Cartes de Camocio

MAROC

- Manuscrit de al-Zahrāwīs

MEXIQUE

- Les archives de négatifs, publications et documents de Manuel Álvarez Bravo

MYANMAR

- L'inscription de la cloche du roi Bayinnaung

NORVÈGE

- Les lois Castberg en faveur des enfants (1915)

OMAN

- Manuscrit de Ma'den Al Asrar Fi Elm Al behar – Les secrets du métal dans le manuscrit de la science marine

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

- Dossiers du Programme d'éradication de la variole de l'Organisation mondiale de la Santé

OUZBÉKISTAN

- Archives de la Chancellerie des Khan de Khiva

PAYS-BAS

- Les Archives des Notaires d'Amsterdam 1578-1915
- Le film de Westerbork

PAYS-BAS, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

- Documents de Aletta H. Jacobs

POLOGNE

- Rapport Jürgen Stroop : Il n'y a plus de juifs dans le district de Varsovie !
- Documents de renseignements radio polonais datant de la Bataille de Varsovie de 1920

PORTUGAL

- Le livre d'enregistrement des visas attribués par le consulat Portugais à Bordeaux, Aristides de Sousa Mendes, 1939-1940

PORTUGAL, RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

- Documents officiels de Macao au cours de la dynastie des Qing (1693-1886)

RÉPUBLIQUE DE CORÉE

- Archives du Mouvement pour le remboursement de la dette nationale
- Collection de sceaux royaux et livres d'investiture de la dynastie Joseon

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN

- Jāme' al-Tavarikh

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

- Les Archives de la Soie de Suzhou des Temps Modernes et Contemporain
- Les inscriptions chinoises sur os d'oracle

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE

- Manuel abrégé illustré des arts martiaux

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

- Les archives de Leoš Janáček
- Le daguerréotype de Kynzvalt – Naissance d'un média visuel moderne

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

- Les archives de Gertrude Bell
- Les œuvres de Orwell

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

- Les « Documents de Shakespeare », une trace documentaire de la vie de William Shakespeare

SINT MAARTEN

- Voie/Voix de la Liberté : une étude sur la façon dont des esclaves africains ont obtenu leur liberté --sur l'île binationale de Sint Maarten/Saint Martin

SUÈDE

- Collection Dag Hammarskjöld

SUISSE

- Patrimoine documentaire de l'Ancienne Abbaye de Saint-Gall dans les Archives de l'Abbaye et dans la Bibliothèque de l'Abbaye de Saint-Gall
- Déclarations faites par les peuples autochtones aux Nations Unies 1982 à 2015

THAÏLANDE

- Les négatifs sur les plaques de verre photographiques royales et la collection des copies originales

TUNISIE

- Abolition de l'esclavage en Tunisie 1841-1846

TURQUIE

- Recueil des langues turques
- La carte mondiale Piri Reis (1513)

UKRAÏNE

- Patrimoine documentaire sur l'accident de Tchernobyl

VIET NAM

- Archives Impériales de la Dynastie Nguyen (1802-1945)

Recommandés comme documents additionnels à une inscription existante

ISRAËL, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

- Les documents scientifiques et mathématiques de Sir Isaac Newton

MONGOLIE

- Stèle de pierre pour le Tanjur mongol

SAINT-VINCENT ET LES GRENADINES

- Patrimoine documentaire d'ouvriers indiens sous contrat

8. Nouvelles villes créatives de l'UNESCO

Artisanat et arts populaires

- Baguio (Philippines)
- Barcelos (Portugal)
- Carrare (Italie)
- Chiangmai (Thaïlande)
- Chordeleg (Équateur)
- Gabrovo (Bulgarie)

- João Pessoa (Brésil)
- Kütahya (Turquie)
- Le Caire (Égypte)
- Limoges (France)
- Madaba (Jordanie)
- Ouagadougou (Burkina Faso)
- Porto-Novo (Bénin)

- Sheki (Azerbaïdjan)
- Sokodé (Togo)
- Tétouan (Maroc)
- Tunis (Tunisie)

Arts numériques

- Braga (Portugal)
- Changsha (République populaire de Chine)

- Guadalajara (Mexique)
- Košice (Slovaquie)
- Toronto (Canada)

Design

- Brasilia (Brésil)
- Courtrai (Belgique)
- Dubaï (Émirats arabes unis)
- Istanbul (Turquie)
- Kolding (Danemark)
- Le Cap (Afrique du Sud)
- Mexico (Mexique)
- [Ville du] Grand Geelong (Australie)
- Wuhan (République populaire de Chine)

Film

- Bristol (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
- Łódź (Pologne)
- Qingdao (République populaire de Chine)

- Terrassa (Espagne)
- Yamagata (Japon)

Gastronomie

- Alba (Italie)
- Buenaventura (Colombie)
- Cochabamba (Bolivie [État plurinational de])
- Hatay (Turquie)
- Macao [Région administrative spéciale de], République populaire de Chine (Membre Associé de l'UNESCO)
- Panama (Panama)
- Paraty (Brésil)
- San Antonio (États-Unis d'Amérique)

Littérature

- Bucheon (République de Corée)
- Durban (Afrique du Sud)
- Lillehammer (Norvège)

- Manchester (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
- Milan (Italie)
- Seattle (États-Unis d'Amérique)
- Utrecht (Pays-Bas)
- [Ville de] Québec (Canada)

Musique

- Almaty (Kazakhstan)
- Amarante (Portugal)
- Auckland (Nouvelle-Zélande)
- Brno (Tchéquie)
- Chennai (Inde)
- Daegu (République de Corée)
- Frutillar (Chili)
- Kansas City (États-Unis d'Amérique)
- Morelia (Mexique)
- Norrköping (Suède)
- Pesaro (Italie)
- Praia (Cabo Verde)

9. Ratifications de conventions adoptées sous l'égide de l'UNESCO

Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (1960)

BOLIVIE (ÉTAT PLURINATIONAL DE)
17/08/2017 *Ratification*

Convention sur l'enseignement technique et professionnel (1989)

BÉNIN 01/03/2017 *Ratification*

Convention régionale Asie-Pacifique sur la reconnaissance des titres de l'enseignement supérieur (2011)

NOUVELLE-ZÉLANDE 01/08/17 *Ratification*

JAPON 06/12/2017 *Ratification*

RÉPUBLIQUE DE CORÉE 19/12/2017 *Ratification*

Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, avec Règlement d'exécution (1954)

TOGO 24/01/2017 *Accession*

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD 12/09/2017
Ratification

AFGHANISTAN 26/10/2017 *Accession*

Protocole à la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (1954)

TOGO 24/01/2017 *Accession*

BOTSWANA 23/08/2017 *Accession*

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD 12/09/2017 *Accession*

Deuxième protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (1999)

TOGO 24/01/2017 *Accession*

LIECHTENSTEIN 31/01/2017 *Accession*

FRANCE 20/03/2017 *Accession*

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD 12/09/2017 *Accession*

SUÈDE 10/11/2017 *Ratification*

Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels (1970)

BÉNIN 01/03/2017 *Ratification*

BOTSWANA 23/08/2017 *Acceptation*
MONACO 25/08/2017 *Ratification*
ÉMIRATS ARABES UNIS 09/10/2017 *Ratification*
ÉTHIOPIE 22/11/2017 *Ratification*

Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique (2001)

BOLIVIE (ÉTAT PLURINATIONAL DE)
24/02/2017 *Ratification*
KOWEÏT 30/05/2017 *Ratification*
ÉGYPTE 30/08/2017 *Ratification*

Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003)

MALTE 13/04/2017 *Ratification*
TUVALU 12/05/2017 *Acceptation*
SURINAME 05/09/2017 *Ratification*

Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2005)

TURQUIE 02/11/2017 *Accession*

Convention internationale contre le dopage dans le sport (2005)

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO
23/01/2017 *Accession*
YÉMEN 23/03/2017 *Ratification*
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE 29/08/2017
Ratification

10. Délégués permanents ayant présenté leurs lettres de créance

Les Délégués permanents sont répertoriés par région et dans l'ordre chronologique de leur visite à l'UNESCO.

Afrique

MALAWI S. Exc. Monsieur Tedson A. Kalebe, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Malawi en Belgique, *Délégué permanent* (20/01/2017)

RÉPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE
S. Exc. Monsieur Samwel William Shelukindo, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République-Unie de Tanzanie en France, *Délégué permanent* (21/04/2017)

SEYCHELLES S. Exc. Monsieur Louis Sylvestre Radegonde, Ambassadeur, *Délégué permanent* (16/08/2017)

MAURICE S. Exc. Monsieur Vijayen Valaydon, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Maurice en France, *Délégué permanent* (11/09/2017)

GHANA S. Exc. Madame Anna Bossman, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Ghana en France *Déléguée permanente* (26/09/2017)

OUGANDA S. Exc. Monsieur Richard Nduhuura, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, *Délégué permanent* (28/09/2017)

BURUNDI S. Exc. Madame Christine Nina Niyonsavye, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Burundi en France, *Déléguée permanente* (23/10/2017)

CABO VERDE S. Exc. Monsieur Hércules do Nascimento Cruz, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Cabo Verde en France, *Délégué permanent* (05/12/2017)

Asie et Pacifique

BHOUTAN S. Exc. Monsieur Kinga Singye, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent du Royaume du Bhoutan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, *Délégué permanent* (16/01/2017)

AUSTRALIE S. Exc. Monsieur Angus Mackenzie, Ambassadeur, *Délégué permanent* (20/01/2017)

TIMOR-LESTE S. Exc. Madame Maria da Paixão Costa, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, *Déléguée permanente* (22/03/2017)

ÎLES COOK S. Exc. Madame Nathalie Rossette-Cazel, Ambassadeur, *Déléguée permanente* (21/04/2017)

NOUVELLE-ZÉLANDE Monsieur Charles Kingston, *Délégué permanent* (21/04/2017)

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO S. Exc. Monsieur Yong Chanthalangsy, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République démocratique populaire lao en France, *Délégué permanent* (26/06/2017)

BRUNÉI DARUSSALAM S. Exc. Madame Datin Malai Hajah Halimah Malai Haji Yusoff, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Brunéi Darussalam en France, *Délégué permanent* (28/09/2017)

VIET NAM S. Exc. Madame Tran Thi Hoang Mai, Ambassadeur, *Déléguée permanente* (28/09/2017)

SRI LANKA S. Exc. Monsieur B. K. Athauda, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Sri Lanka en France, *Délégué permanent* (04/10/2017)

INDE S. Exc. Monsieur Vinay Mohan Kwatra, Ambassadeur, *Délégué permanent (09/10/2017)*

BANGLADESH S. Exc. Monsieur Kazi Imtiaz Hossain, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Bangladesh en France, *Délégué permanent (31/10/2017)*

JAPON S. Exc. Monsieur Takio Yamada, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, *Délégué permanent (06/12/2017)*

États arabes

ARABIE SAOUDITE S. Exc. Monsieur Ibrahim Albalawi, Ambassadeur, *Délégué permanent (22/05/2017)*

ALGÉRIE S. Exc. Monsieur Abdelkader Mesdoui, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire en France, *Délégué permanent (04/10/2017)*

Europe

CHYPRE S. Exc. Monsieur Pantelakis D. Eliades, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Chypre en France, *Délégué permanent (06/02/2017)*

TCHÉQUIE S. Exc. Monsieur Petr Drulak, Ambassadeur, *Délégué permanent (24/02/2017)*

LITUANIE S. Exc. Madame Irena Vaisvilaite, Ambassadeur, *Déléguée permanente (04/08/2017)*

SUISSE S. Exc. Monsieur Martin MICHELET, Ambassadeur, *Délégué permanent (08/09/2017)*

ROYAUME UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD Monsieur Matthew Lodge, *Délégué permanent (12/09/2017)*

CROATIE S. Exc. Monsieur Filip Vučak, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Croatie en France, *Délégué permanent (26/09/2017)*

GRÈCE S. Exc. Monsieur Michel Spinellis, Ambassadeur, *Délégué permanent (26/09/2017)*

AUTRICHE S. Exc. Monsieur Walter Grahammer, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en France, *Délégué permanent (02/10/2017)*

LUXEMBOURG S. Exc. Madame Martine Schommer, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, *Déléguée permanente (02/10/2017)*

RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA S. Exc. Monsieur Emil Druc, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Moldova en France, *Délégué Permanent (18/10/2017)*

Amérique latine et Caraïbes

CHILI S. Exc. Madame Marcia Covarrubias, Ambassadeur, *Déléguée permanente (23/02/2017)*

BRÉSIL S. Exc. Madame Maria Edileuza Fontenele Reis, Ambassadeur, *Déléguée permanente (08/09/2017)*

11. Nominations de personnalités éminentes

Envoyés spéciaux de l'UNESCO



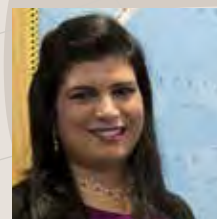
JUDITH PISAR
États-Unis
d'Amérique

Le 15 juillet, Judith Pisar a été nommée Envoyée spéciale de l'UNESCO pour la diplomatie culturelle en reconnaissance de son engagement à l'égard de la diversité culturelle. Mme Pisar a consacré sa carrière à la construction de ponts culturels transatlantiques. Elle a été présidente du Centre Américain de Paris, Directrice générale de la Merce Cunningham Dance Company et Présidente de Arts France-USA. Elle a également fondé The Composer Speaks, un bureau aidant quelques-uns des plus grands compositeurs du XX^e siècle à voyager à travers les États-Unis.



MINTIMER SHAIMIEV
Fédération de Russie

Né dans la République socialiste soviétique autonome tatare (RSFS de Russie), M. Shaimiev a été nommé Envoyé spécial de l'UNESCO pour le dialogue interculturel le 21 août en reconnaissance de son engagement pour la promotion des valeurs et des comportements conduisant au dialogue, à la non-violence et au rapprochement des cultures. Ancien ministre de l'Irrigation et des ressources en eau, et membre du Conseil suprême de la RSFS de Russie qui adopta la Déclaration de souveraineté étatique de la République du Tatarstan, il a été élu premier Président de la République du Tatarstan en 1991.



**PRINCESSE SUMAYA
BINT EL HASSAN**
Jordanie

Ardente défenseur de la science dans le monde arabe, SAR la Princesse Sumaya bint El Hassan a été nommée Envoyée spéciale de l'UNESCO pour la Science au service de la paix le 2 octobre 2017. Sa passion pour les sciences l'a conduite à la tête de plusieurs organisations scientifiques et à la présidence de la Société scientifique royale de Jordanie. Elle a longtemps soutenu le laboratoire du Rayonnement synchrotron pour la science expérimentale et ses applications au Moyen-Orient (SESAME), premier centre de recherche internationale de la région qui a ouvert à Allan (Jordanie) plus tôt dans l'année.

Ambassadeurs de bonne volonté de l'UNESCO



**SON ALTESSE ROYALE
LA PRINCESSE
DANA FIRAS**
Jordanie

Présidente du Petra National Trust (PNT), la Princesse Dana Firas de Jordanie a été nommée Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO le 29 juin. Ce titre lui a été accordé en reconnaissance de son engagement exceptionnel envers la protection et la préservation du patrimoine, pilier du développement durable, et de sa contribution au tourisme responsable et à la participation des communautés.



**MARIA FRANCESCA
MERLONI**
Italie

Écrivaine et poétesse, Maria Francesca Merloni a été nommée Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO pour les Villes créatives le 4 octobre 2017. Elle a assuré la direction artistique de Poiesis, un festival artistique de la région des Marches (Italie) qui réunit la musique, la poésie, le cinéma et la philosophie. Sur son initiative, la ville de Fabriano a été désignée Ville créative de l'UNESCO en 2013 pour ses activités artisanales riches d'une tradition très ancienne et d'un grand savoir-faire.



ANDRÉS ROEMER
Mexique

Célèbre écrivain mexicain et personnalité publique, Andrés Roemer a été nommé Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO pour le changement sociétal et la libre circulation du savoir le 9 septembre. Il est l'auteur de nombreux livres sur des sujets variés comme la liberté, l'égalité des genres, l'art, le droit, l'économie et les politiques publiques. Il est reconnu internationalement depuis sa création avec Ricardo Salinas Pliego du festival de « La Cité des idées », l'une des conférences les plus importantes d'Amérique latine.

Artistes de l'UNESCO pour la paix



JANE CONSTANCE
Maurice

La jeune et talentueuse chanteuse mauricienne Jane Constance a été désignée Artiste de l'UNESCO pour la paix le 26 septembre 2017. Ce titre lui a été accordé en reconnaissance de son engagement envers la promotion des droits des personnes handicapées, de son travail pour leur autonomisation et leur inclusion, et de son engagement envers les idéaux de l'Organisation. Malvoyante de naissance, elle a commencé à chanter à l'âge de 5 ans et à apprendre le piano à 7. En 2015, elle emporte le concours The Voice Kids à la télévision et sort son premier album, *A travers tes yeux*, l'année suivante.



NASEER SHAMMA
Iraq

Mondialement connu comme virtuose du oud et comme auteur-compositeur de nombreuses musiques pour le cinéma, le théâtre et la télévision, Naseer Shamma a été nommé Artiste de l'UNESCO pour la paix le 23 février. M. Shamma a enseigné le oud à l'Institut supérieur tunisien de la musique et été Directeur de la Maison du oud arabe au Caire (Egypte). Célèbre pour son jeu avec une seule main, M. Shamma a développé une technique qui permet aux enfants blessés lors de la Guerre du Golfe de jouer de la musique. Il a également créé plusieurs associations humanitaires pour venir en aide aux enfants et aux personnes déplacées.



MAGALY SOLIER
Pérou

Chanteuse et actrice, Magaly Solier a été nommée Artiste de l'UNESCO pour la paix le 26 juin. Elle a grandi dans une région très touchée par l'insurrection de la guérilla des années 1980. Sa carrière de chanteuse a commencé en 2003, avec un prix au Festival de la Chanson Ayacuचना. Un an plus tard, elle obtient son premier rôle d'actrice dans le film péruvien *Madeinusa* et reçoit une reconnaissance internationale pour son rôle dans *La Teta Asustada*. La plupart des chansons de son premier album, *Warmy*, sont en quechua. Sa carrière reflète son engagement pour la paix, la protection de l'environnement et le droit des enfants à faire leurs études dans leur langue maternelle, ainsi que son soutien à l'égalité des genres.

12. Principaux partenariats signés en 2017

JANVIER

- Les **Pays-Bas** ont renouvelé pour une période de 4 ans le soutien thématique à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial pour *1 601 248 dollars des États-Unis*.
- La **China Youth Development Foundation** a apporté *1,677 million de dollars* supplémentaires à une initiative de soutien à la conservation et à la gestion du patrimoine mondial en République populaire de Chine.

FÉVRIER

- **République de Corée** — L'Administration du patrimoine culturel a apporté une contribution de *300 000 dollars* pour soutenir le mécanisme de rapport périodique de la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

MARS

- Le **Canada** a lancé le Programme conjoint de l'UNESCO et de l'USHMM (United States Holocaust Memorial Museum, Musée mémoriel américain sur l'Holocauste) visant à promouvoir l'enseignement de l'Holocauste et sa pertinence en relation avec d'autres génocides dans le monde, et y a contribué pour *500 000 dollars*.
- **Beijing Caofeidian Vocational Educational City Investment** (Investissement municipal dans la formation professionnelle de Caofeidian, Beijing), a signé un projet d'accord pour la mise en œuvre du projet Développement des institutions de formation professionnelle et d'enseignement technique, pour l'entrepreneuriat, l'innovation et la durabilité, pour *800 000 dollars*.
- **Madagascar** — Le ministère de la Culture, de la promotion de l'artisanat et de la sauvegarde du patrimoine — Fonds au profit du donateur provenant de la restauration des collections du palais de Manjakamiadana (*244 914 dollars*).

AVRIL

- **Bénin** — Accord cadre stratégique signé avec le Bénin pour *5 897 855 800 FCFA*.
- **Pérou** — Renouvellement du partenariat avec le Pérou dans le but de renforcer le développement des compétences professionnelles et la qualité des ressources pédagogiques pour les enseignants, pour *10 339 530 dollars*, amenant le soutien global apporté par l'UNESCO à plus de *40 millions de dollars* pour les quatre dernières années.
- **Dubai Cares** a signé un accord pour soutenir le travail du BIE dans le domaine des systèmes d'éducation et de protection de la petite enfance (*963 000 dollars*).

MAI

- **Espagne** — Renouvellement du soutien de l'Espagne au Programa Conjunto AECID — OREALC/UNESCO Santiago: Aprendizajes y Docentes para la calidad en la Agenda E2030, pour *385 000 dollars*.
- La **Municipalité de Nanjing** a apporté une contribution de *750 000 dollars* au travail de l'UNESCO pour la protection et la conservation du patrimoine culturel et naturel urbain de la ville.
- La **Banque africaine de développement** a soutenu un projet conjoint CLT-SC, Appliquer le modèle des réserves de biosphère transfrontières et des sites du Patrimoine Mondial pour promouvoir la paix dans le bassin du lac Tchad par la gestion durable de ses ressources naturelles, pour *6,4 millions de dollars*.
- La **Suède** a apporté une contribution exceptionnelle de *7,2 millions de dollars* à la TWAS (Académie des sciences du monde en développement) ainsi qu'environ *7,6 millions de dollars* à TWAS-OWSD pour la période 2017-2021. Ce soutien a été complété, en décembre, par un versement

supplémentaire de *1,6 million de dollars* aux deux programmes, faisant de la Suède la première source de financement pour les programmes TWAS et OWSD (Organisation pour les femmes en sciences pour le monde en développement). L'Agence suédoise de coopération au développement international (SIDA) apporte un soutien stratégique à TWAS, OWSD et à GenderInSITE. Les programmes soutenus par SIDA sont axés sur les bourses de recherche et les bourses de doctorat dans 66 pays les moins avancés et soutiennent les bureaux régionaux de la TWAS et son programme de diplomatie scientifique.

- La **Suède** prolonge son soutien à l'éducation sexuelle avec un financement supplémentaire de *10 millions SEK*.
- **L'Arabie saoudite** a apporté un soutien de *300 000 dollars* à la préservation et la sauvegarde du patrimoine culturel de Boukhara.
- Le **Conseil norvégien pour les réfugiés** (NRC) a prolongé son soutien indéfectible aux bureaux de terrain de l'UNESCO en 2017, aidant certaines zones et certains pays comme la Mauritanie, le Kenya, le Liban, la Tunisie et la Somalie pour l'éducation dans les situations d'urgence, la liberté d'expression et la sécurité des journalistes et la prévention de l'extrémisme violent.

JUIN

- Le **Canada** s'associe au SIDA dans le soutien au Leadership des femmes dans les sciences, les technologies et l'innovation grâce à des bourses de début de carrière (2017-2021), pour un montant de *5 832 037 dollars*.
- La **Fondation Education Above All** a apporté une contribution de *6,1 millions de dollars* au soutien des efforts de l'UNESCO visant à répondre aux besoins des enfants déscolarisés au Pakistan.

- **République de Corée** – Le ministère de l'Éducation a apporté son soutien à une nouvelle phase du projet Renforcer les capacités nationales pour encourager l'éducation à la citoyenneté numérique en Asie-Pacifique, pour un montant de *1,5 million de dollars*.

JUILLET

- **Pays-Bas** – Signature par le pays d'un accord en faveur du Renforcement des mécanismes d'autorégulation des médias au Timor-Leste, pour *613 710 dollars*.
- **Le Centre de communication culturelle chinois** a apporté *500 000 dollars* pour soutenir le travail de communication et de sensibilisation de l'UNESCO.
- **République de Corée** – Un accord de financement a été conclu avec l'Agence de coopération internationale coréenne (KOICA) pour le soutien du projet Une meilleure vie pour les filles déscolarisées par la lutte contre la pauvreté et l'injustice aux Philippines, pour un montant de *6 millions de dollars*.
- **Italie, AICS** (Agence italienne de coopération pour le développement) – Un accord de financement a été conclu pour le projet sur l'autonomisation des communautés locales et la préservation de Shahr-e Gholgola au site du patrimoine mondial de la vallée de Bamiyan (*1 million d'euros*).

AOÛT

- **Canada** – Lancement du Plan de soutien technique au plan stratégique d'éducation de Jordanie, avec un soutien de *498 345 dollars*.
- **France** – Renouvellement du soutien du pays au Pôle de Dakar de l'IIPE pour *8 millions d'euros*.
- **La Délégation de l'Union européenne à Haïti** soutient l'analyse et le renforcement des compétences de planification et de gestion du système haïtien d'éducation avec *335 030 euros (414 733 dollars)*.

- **Norvège - Programme joint UNESCO/ UNHCR/OIT/UNICEF** – Le programme vise à coordonner une approche harmonisée multipartenaires pour soutenir quatre pays africains en développement par le renforcement de leurs politiques en faveur des enseignants comme composantes intégrées de leurs plans du secteur de l'éducation pour la réalisation de la cible de l'ODD 4 concernant les enseignants. Le budget approuvé est de *45 millions NOK*.

- **Fonds pour la consolidation de la paix**, administré par le PNUD – Appui aux mécanismes endogènes pour le dialogue communautaire et à l'amélioration des conditions économiques des populations vulnérables (Madagascar), pour un budget de *816 984 dollars*.
- **Suède** – Le pays s'est engagé à fournir *79,7 millions SEK (environ 10 millions de dollars)* pour les trois prochaines années au projet Nos droits, nos vies, notre avenir, ce qui porte le soutien total du pays à la CSE (éducation sexuelle complète) à *220 millions SEK (environ 30 millions de dollars)* sur une période de 8 ans.

SEPTEMBRE

- **Fondation William et Flora Hewlett** – Apport d'une subvention de *600 000 dollars* au travail de l'UNESCO dans les ressources éducatives libres.
- **L'investissement dans l'industrie culturelle Yong Xin Hua Yun** a apporté *1,5 million de dollars* pour soutenir un projet sur le patrimoine immatériel et la créativité pour les villes durables.
- Dans un contexte plus large de diversification des sources de financement, l'UNESCO travaille pour la première fois avec le **Service européen des instruments de politique étrangère** – mécanisme contribuant à la stabilité et la paix, qui travaille à la protection du patrimoine culturel et de la diversité dans des situations d'urgence complexes pour

la stabilité et la paix, pour *1 070 000 euros (environ 1 324 552 dollars)* ; et pour le renforcement des capacités de planification du secteur de l'éducation en vue de la prévention des conflits et de préparation aux crises, pour *2 302 928 euros (environ 2 850 793 dollars)*, ce dernier projet étant mis en œuvre par l'IIPE.

- **Italie, AICS** (Agence italienne de coopération pour le développement) – Accord de financement conclu pour le projet Soutien au droit des filles à l'éducation et sauvegarde du patrimoine culturel par l'éducation au Pakistan, pour *1,5 million d'euros*.
- **Institut archéologique allemand (DAI)** – Un accord de financement a été conclu pour le projet Renforcement des capacités, soutien technique et médiatique pour la protection du patrimoine culturel syrien, pour *199 700 euros*.

OCTOBRE

- Le **Japon** a renouvelé le Fonds-en dépôt pour la préservation du patrimoine culturel mondial, pour la promotion du Programme d'action mondial d'EDD, pour la Sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, pour le Renforcement des capacités en matière de ressources humaines et pour la promotion de l'éducation et des sciences dans la région Asie-Pacifique, pour *3,1 millions de dollars*.
- La **Banque mondiale** a reconduit son soutien au patrimoine culturel en Afghanistan : Le patrimoine afghan et le développement des industries extractives, phase II, pour *3,1 millions de dollars*.
- **République de Corée** – Un nouvel accord de financement a été conclu avec le ministère des Infrastructures terrestres et des transports pour soutenir le projet Sécurité hydrique durable pour les établissements humains dans les pays en développement dans le cadre du changement climatique, pour *3,130 millions de dollars*.
- Signature d'un accord-cadre pour un Fonds-en dépôt entre le **Gouvernement municipal**

de **Shanghai** (République populaire de Chine) et l'UNESCO pour soutenir les activités de l'UNESCO en faveur du développement de l'éducation en Asie et en Afrique pour *2 millions de dollars*.

- La **Fondation OCP** a apporté *2,1 millions de dollars* à un projet intersectoriel sur l'avenir de l'Afrique.
- **Le Prix Hamdan Bin Rashid Al Maktoum** pour les brillantes performances universitaires a signé un accord-cadre de partenariat stratégique pour *1 million de dollars* en soutien des activités de l'UNESCO dans le domaine de l'éducation.
- **Irish Aid** (Programme officiel d'aide du gouvernement irlandais) — Conclusion d'un accord de financement pour le projet *Nos droits, nos vies, notre avenir* — de vrais résultats positifs en éducation sexuelle et en santé reproductive pour les adolescents et les jeunes en Afrique subsaharienne, pour *350 000 euros*, avec la possibilité d'un financement supplémentaire pour un montant total allant jusqu'à *1 850 000 euros*, sujet à approbation du gouvernement.
- **Arabie saoudite** — En 2016 l'Arabie saoudite avait étendu son soutien au renforcement de la langue arabe avec l'UNESCO dans le cadre de la Fondation du Prince Sultan, et avait promis *5 millions de dollars*. En octobre 2017, l'UNESCO et la Fondation ont lancé le programme avec la signature d'accords de financement pour deux projets opérationnels.

NOVEMBRE

- **France** — Lancement du projet *Promotion du vivre-ensemble dans les territoires libérés d'Iraq* grâce aux médias communautaires, pour *170 000 dollars*.
- **Suisse** — Soutien à deux initiatives dans le domaine de la culture au Pakistan en faveur de l'Amélioration du rôle pédagogique des musées de Hund, de Chitral et d'Islamabad (*139 650 dollars*) et du Renforcement de la résilience des communautés Kalasha à

travers la protection et la promotion de leur patrimoine culturel (*599 880 dollars*).

- **Sabrino Ho** a signé un accord-cadre de partenariat stratégique de *1,5 million de dollars* pour soutenir des projets culturels et pédagogiques.
- **L'Union européenne**, via la Direction générale pour le voisinage et les négociations d'élargissement (NEAR) soutient l'Emploi des jeunes en Méditerranée (YEM), pour *2,100 millions d'euros (2,600 millions de dollars)*.
- **République de Corée** — Le gouvernement de la province spéciale autogouvernée de Jeju a renouvelé son soutien au projet *Les réserves de biosphère comme outils pour réaliser les objectifs de développement durable dans les zones insulaires et côtières*, avec un versement de *500 000 dollars*.
- Soutien remarquable et simplifié du **gouvernement de Norvège** à l'Organisation — un ensemble de projets allant de l'éducation et de la liberté d'expression à la protection des sites du patrimoine mondial naturel africain, entre autres, ont bénéficié d'un nouvel accord annuel de financement entre l'UNESCO et la Norvège pour environ *14 millions de dollars*, représentant une augmentation de près de 30 % de la contribution volontaire du gouvernement par rapport à l'année précédente.
- **Suède** — Outre sa généreuse contribution annuelle dans le cadre de l'accord du Programme de coopération (2014-2017), le gouvernement de la Suède a décidé en novembre 2017 d'apporter un soutien financier supplémentaire à l'UNESCO de *3 200 000 SEK (environ 400 000 dollars)* afin de renforcer la protection du patrimoine ainsi que de promouvoir des médias indépendants, libres et pluralistes.

DÉCEMBRE

- **Pays-Bas** — Lancement d'un partenariat en faveur de l'Autonomisation des élèves, des

enseignants et des inspecteurs des écoles afin de prévenir les discours de haine et les comportements violents grâce à la promotion de l'éducation à la citoyenneté mondiale et au concept du vivre-ensemble. Soutien de *500 000 dollars*.

- **Partenariat mondial pour l'éducation (GPE)** — Subvention de *600 000 dollars* pour le Réseau d'évaluation régionale de l'évaluation de l'apprentissage (A4L) du GPE, mis en œuvre par le Bureau de l'UNESCO à Bangkok.
- **L'Union européenne** soutient une Formation pour les fonctionnaires de la justice et des forces de l'ordre européens sur la lutte contre le trafic illicite des biens culturels, pour *333 333 euros (environ 412 632 dollars)*, ainsi que les Sites UNESCO du patrimoine culturel mondial en Europe phase II, pour *1 666 667 euros (2 063 166 dollars)*.
- À travers le Programme de **L'Union européenne** Horizon 2020 de la Direction de la recherche et de l'Innovation, l'UNESCO participe à deux consortiums pour les projets suivants : *Inventer une diplomatie scientifique partagée pour l'Europe (InSciDE)*, *252 093 euros (312 065 dollars)*, et le Système européen de prédiction du climat (EUCP), *502 250 euros (621 735 dollars)*.
- **ONUSDC** — L'objectif est pour l'UNESCO d'offrir un soutien à l'ONUSDC dans le développement de matériels de politique et d'éducation sur la prévention du crime, la justice criminelle et d'autres aspects de l'État de droit, ainsi que pour l'ONUSDC de soutenir les activités de l'UNESCO sur la prévention de l'extrémisme violent dans le cadre du Programme d'éducation à la citoyenneté mondiale de cette dernière. Le budget est de *2 212 202 dollars*.
- **ONUSIDA** — Lettre d'accord couvrant le financement des activités de l'UNESCO incluses dans le budget d'ONUSIDA 2018-2019 (*4 millions de dollars*).

- **UNCCT** (Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme) – Projet sur la prévention de l'extrémisme violent à travers l'autonomisation des jeunes en Jordanie, Libye, Maroc et Tunisie (1 864 409 dollars).
- **Fonds de consolidation de la paix, administré par le PNUD** – Les Jeunes acteurs pour la paix et la réconciliation nationale (Mali), pour 864 406 dollars.
- **PNUD** – Renforcement des capacités des professionnels des médias pour développer des reportages inclusifs et objectifs sur les élections et encourager une diffusion démocratique pacifique (Pakistan), pour 430 000 dollars.
- **République de Corée** – Deux nouveaux accords de financement ont été conclus avec le ministère des Affaires étrangères qui apporte son soutien aux projets Fourniture d'éducation technique et professionnelle aux jeunes Syriens et Jordaniens vulnérables, pour 1 million de dollars, et Soutien à l'alphabétisation des adultes en Afghanistan, pour 3 750 458 dollars.
- **Italie, AICS** (Agence italienne de coopération pour le développement) – Accord de financement conclu pour le projet Réhabilitation et la valorisation du Wadi Qadisha (Liban), pour 500 000 euros.
- **Allemagne, ministère fédéral de l'Éducation et de la recherche** (BMBF) – Amendement à l'accord de financement de l'UNEVOC (Centre international pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels) apportant jusqu'à 2 630 000 euros pour la période 2018-2020 en versements annuels.
- **Allemagne, ministère fédéral de la Coopération et du développement économique** (BMZ) – Accord de financement conclu pour le projet Musique pour le développement durable au Maroc, jusqu'à 400 510 euros.
- **Allemagne, GIZ** (Agence de coopération internationale allemande pour le développement) – Accord de financement conclu pour le projet Définir, mesurer et promouvoir des compétences ayant un effet transformateur sur l'égalité des genres pour les femmes et les filles à l'ère numérique, pour 202 609 euros.
- **Finlande** – Le pays a prolongé son soutien annuel généreux à CapED (2 millions d'euros) et au PIDC (400 000 euros) tout en augmentant la prévisibilité de ses financements avec un engagement sur deux ans pour 2017 et 2018.
- La **Suède** a apporté un soutien financier supplémentaire au programme d'alphabétisation en Afghanistan et a informé l'UNESCO que le pays avait l'intention d'augmenter son partenariat avec l'Organisation sur ce programme. Un partenariat stratégique est en cours de négociation.

13. Nouveaux instituts et centres placés sous l'égide de l'UNESCO (catégorie 2)

AUTRICHE

- Centre international pour la promotion des droits de l'homme aux niveaux local et régional, à Graz

FÉDÉRATION DE RUSSIE

- Centre international de compétences pour l'enseignement du génie minier, à Saint-Pétersbourg

GHANA

- Institut africain des sciences mathématiques, à Biriwa

INDE

- Centre international de formation pour l'océanographie opérationnelle, à Hyderabad

INDONÉSIE

- Centre régional sur l'évolution, l'adaptation et la dispersion humaines en Asie du Sud-Est, à Djakarta

KAZAKHSTAN

- Centre international pour le rapprochement des cultures, à Almaty

MEXIQUE

- Centre régional pour la sécurité de l'eau, à Mexico

PAYS-BAS

- Institut pour l'éducation relative à l'eau, à Delft

RÉPUBLIQUE DE CORÉE

- Centre international pour le patrimoine documentaire, à Cheongju

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN

- Centre international sur la nutrition humaine et les sciences fondamentales dans le domaine de la santé, à Mashhad

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

- Centre pour la formation des enseignants, à Shanghai

UKRAINE

- Académie des sciences pour les jeunes, à Kiev

14. Organisations non gouvernementales accréditées par l'UNESCO en 2017

ONG admises en partenariat officiel avec l'UNESCO, au statut de consultation

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DE CONSEILS DES ARTS ET DES AGENCES CULTURELLES (FICAAC)

Australie (mars)

COMITÉ MONDIAL DES APPRENTISSAGES TOUT AU LONG DE LA VIE (CMA) France (mars)

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES VÉHICULES ANCIENS (FIVA) France (avril)

SWEDISH ASSOCIATION FOR SEXUALITY EDUCATION (RFSU) Suède (avril)

AKHIL BHARTIYA SANSKRUTIK SANGH (ABSS) Inde (juin)

LINGUAPAX INTERNATIONAL Espagne (juillet)

UNIVERSITY OF THE ARCTIC ASSOCIATION (UARCTIC) Finlande (septembre)

WAPIKONI MOBILE Canada (octobre)

PROJET ALADIN France (novembre)

Fondations et institutions similaires admises en relations officielles avec l'UNESCO

AL SAAD FOUNDATION FOR KNOWLEDGE AND SCIENTIFIC RESEARCH Koweït (juin)

FONDATION ESPRIT DE FES Maroc (novembre)

FONDATION EDUARDO DOS SANTOS (FESA) Angola (décembre)

15. Condamnations de meurtres de journalistes

Les journalistes sont répertoriés sous le nom du pays où ils ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions.

AFGHANISTAN

- Farida Mustakhdim
- Noorullah
- Mollakhil Zeinolah Khan
- Ghani Naghdi
- Shinwari Momhammad Amir Khan
- Amiril Abdollatif
- Aziz Navin
- Mohammed Nazir
- Hussain Nazari
- Sayed Mehdi Hosaini

BANGLADESH

- Abdul Hakim Shimul

BRÉSIL

- Luís Gustavo da Silva

COLOMBIE

- Efigenia Vásquez Astudillo

DANEMARK

- Kim Wall

FÉDÉRATION DE RUSSIE

- Nikolay Andrushchenko

- Dmitry Popkov

GUATEMALA

- Manuel Salvador Villagrán Trujillo

HONDURAS

- Igor Padilla
- Carlos William Flores
- Carlos Oveniel Lara Domínguez

INDE

- Kamlesh Jain
- Gauri Lankesh
- Shantanu Bhowmick
- Sudip Dutta Bhaumik
- Naveen Gupta

IRAQ

- Shifa Zikri Ibrahim (dit Shifa Gardi)
- Bakhtyar Haddad
- Stephan Villeneuve
- Véronique Robert (décédée en France après avoir été blessée en Iraq)
- Harb Hazaa al-Dulaimi
- Soudad al-Douri

- Arkan Sharifi
- Souhaib Al-Hiti

MALDIVES

- Yameen Rasheed

MALTE

- Daphne Caruana Galizia

MEXIQUE

- Cecilio Pineda Birtó
- Ricardo Monlui Cabrera
- Miroslava Breach Veldeuca
- Maximino Rodríguez Palacios
- Filiberto Álvarez Landeros
- Javier Arturo Valdez Cárdenas
- Héctor Jonathan Rodríguez
- Salvador Adame Pardo
- Edwin Rivera Paz
- Luciano Rivera Salgado
- Cándido Ríos Vázquez
- Edgar Daniel Esqueda Castro
- Gumaro Pérez Aguilando

MYANMAR

- Wai Yan Heinn

NIGÉRIA

- Famous Giobaro
- Ikechukwu Onubogu

PAKISTAN

- Muhammad Jan
- Taimur Abbas
- Baksheesh Elahi
- Haroon Khan

PÉROU

- José Feliciano Yactayo Rodríguez

PHILIPPINES

- Joaquin Briones
- Rudy Alicaway
- Leo Diaz
- Christopher Iban Lozada

RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

- Khaled Alkhateb
- Osama Nasr al-Zoabi
- Dilshan Ibash
- Hawker Faisal Mohammed
- Quays al-Qadi
- Alaa Kraym
- Mohamed Abazied
- Bassel Khartabil Safadi (meurtre condamné en 2017, mais tué en 2015)

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

- Luis Manuel Medina
- Leónidas Martínez

SOMALIE

- Abdullahi Osman Moallim
- Ali Nur Siad-Ahmed
- Mohamed Ibrahim Gabow

SOUDAN DU SUD

- Christopher Allen

TURQUIE

- Saeed Karimian
- Orouba Barakat
- Hala Barakat

YÉMEN

- Taqi Al-Din Al-Huthaifi
- Wael Al-Absi
- Sa'ad Al-Nadhari



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

UNESCO

**Pour en savoir plus,
veuillez contacter :**

Division de l'information du public
Secteur des Relations extérieures
et de l'information du public
UNESCO

7, place de Fontenoy,
75352 Paris 07 SP,
France

www.unesco.org/fr
info@unesco.org



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

UNESCO

*Construire la paix
dans l'esprit des femmes
et des hommes*

unesco.org